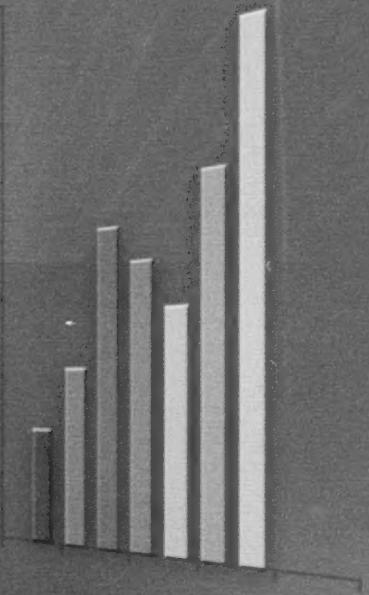


INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

ÉCONOMIE

Comptes économiques
des revenus et dépenses
du Québec

Édition 2009



Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et archives Canada
Bibliothèque et archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2010
ISBN : 978-2-550-58209-0 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-58208-3 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Février 2010

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*. Cette publication décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution, au Québec, des principales variables macroéconomiques depuis 1990.

Les données exprimées en termes réels le sont à l'aide de la méthode des indices en chaîne ou des indices Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus précise de la variation, du volume, de la croissance du produit intérieur brut et de ses composantes; elle rend également possible la comparaison avec les *Comptes économiques du Canada et des États-Unis* qui utilisent également cette méthode.

Cet ouvrage des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2009*, est composé de cinq chapitres. Le premier donne d'abord un aperçu du contexte économique international, puis il analyse l'évolution, en 2007 et en 2008, des principales variables des comptes économiques à partir des tableaux statistiques.

Le deuxième chapitre, composé de neuf tableaux consolidés et deux états de rapprochement, contient les données relatives au produit intérieur brut, au revenu personnel, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne personnelle, etc. Le troisième chapitre fournit de l'information plus désagrégeée sur les différents comptes consolidés, sous forme de tableaux sectoriels. Au quatrième chapitre figurent les renseignements sur la production intérieure brute par activité économique. Enfin, au cinquième chapitre apparaissent les données sur les administrations publiques.

Tous les tableaux des comptes économiques contiennent les données provisoires de 2008, en plus des séries chronologiques couvrant la période de 1990 à 2007. Deux annexes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier celui qui présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*.

Nous considérons que ce document de référence se révélera fort utile aux personnes intéressées par l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible, et accessible c'est là l'engagement « qualité » de l'Institut de la statistique du Québec.

Cette publication a été réalisée sous la coordination de :

Pierre Lachance, économiste

Avec la collaboration de :

Réjean Aubé et Richard Barbeau,
économistes

Avec l'assistance technique de :

Julie Godbout

Direction des statistiques économiques
et du développement durable:

Pierre Cauchon,
directeur

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette
publication :

Direction des statistiques économiques et du
développement durable

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Télécopieur : 418 643-4129
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Courrier électronique : economic@stat.gouv.qc.ca

Note aux lecteurs :

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes, afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

Signes conventionnels

-	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
c	Donnée estimée
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Symboles

\$	Dollar
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Chapitre 1

L'économie du Québec en 2007 et en 2008	9
Le contexte économique international	9
Le produit intérieur brut selon les revenus	12
Le produit intérieur brut selon les dépenses	13
La production de biens et services	15
La provenance et l'utilisation du revenu personnel	15
Les recettes et les dépenses courantes du secteur public	16

Chapitre 2

Les tableaux sommaires	19
-------------------------------	-----------

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels	43
--------------------------------	-----------

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut	71
--	-----------

Chapitre 5

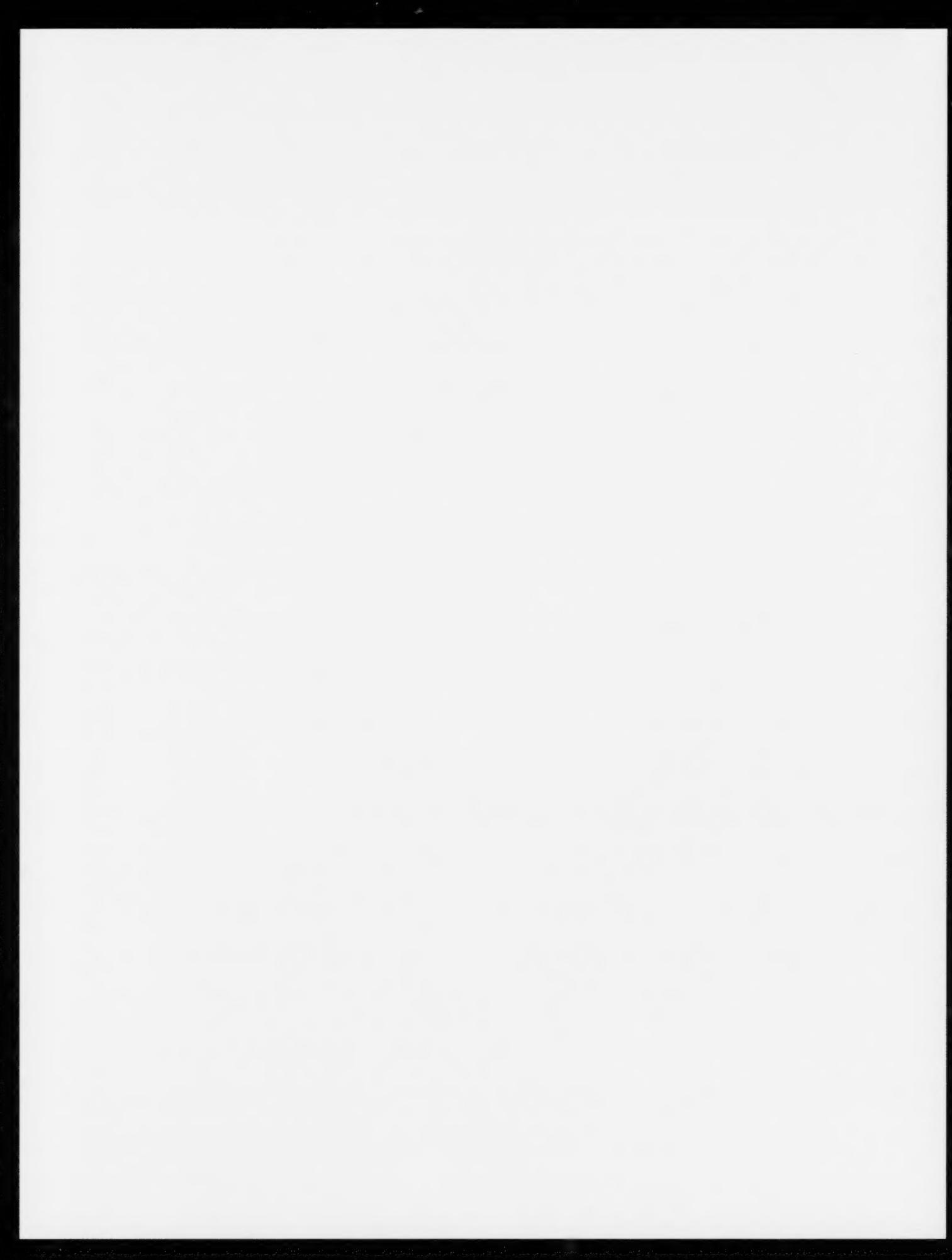
Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques	81
---	-----------

Annexe 1

Cadre général des comptes économiques	109
--	------------

Annexe 2

Sources et particularités	115
----------------------------------	------------



Liste des tableaux et des figures

Liste des tableaux

Chapitre 1

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2007 et 2008

10

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2007 et 2008

11

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2004-2008

14

Chapitre 2

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1990-2008

20

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1990-2008

22

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel, Québec, 1990-2008

24

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 1997, Québec, 1990-2008

26

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel, Québec, 1990-2008

28

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut, Québec, 1990-2008

30

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel, Québec, 1990-2008

32

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel, Québec, 1990-2008

34

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1990-2008

36

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1990-2008

38

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1990-2008

40

Chapitre 3

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1990-2008

44

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1990-2008

46

Tableau 3.3
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1990-2008

48

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1990-2008

50

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus, Québec, 1990-2008

52

Tableau 3.6
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses, Québec, 1990-2008

54

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – ressources, Québec, 1990-2008

56

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008

58

Tableau 3.9
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus, Québec, 1990-2008

60

Tableau 3.10
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses, Québec, 1990-2008

62

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1990-2008

Tableau 3.12		
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008	62	
Tableau 3.13		
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1990-2008	64	
Tableau 3.14		
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1990-2008	66	
Tableau 3.15		
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1990-2008	68	
Tableau 3.16		
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008	70	
Chapitre 4		
Tableau 4.1		
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1990-2008	72	
Tableau 4.2		
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1990-2008	74	
Tableau 4.3		
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1990-2008	76	
Tableau 4.4		
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1990-2008	78	
Chapitre 5		
Tableau 5.1		
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1990-2008	82	
Tableau 5.2		
Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1990-2008	84	
Tableau 5.3		
Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1990-2008	86	
Tableau 5.4		
Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1990-2008	88	
Tableau 5.5		
Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1990-2008	90	
Tableau 5.6		
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1990-2008	92	
Tableau 5.7		
Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1990-2008	94	
Tableau 5.8		
Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1990-2008	96	
Tableau 5.9		
Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1990-2008	98	
Tableau 5.10		
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1990-2008	100	
Tableau 5.11		
Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1990-2008	102	
Tableau 5.12		
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1990-2008	104	
Tableau 5.13		
Transferts entre administrations publiques, Québec, 1990-2008	106	
Liste des figures		
Figure 1.1		
Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 2001-2008	12	
Figure 1.2		
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2001-2008	13	
Figure 1.3		
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2001-2008	14	
Figure 1.4		
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2001-2008	15	
Figure 1.5		
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2001-2008	16	

L'économie du Québec en 2007 et en 2008

Au Québec, en 2008, la croissance économique ralentit nettement par rapport à 2007 et elle devient négative en 2009. En effet, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, exprimé en termes réels, augmente de 2,8 % en 2007, mais seulement de 1,0 % en 2008 et, sur une base cumulative après trois trimestres, il diminue de 2,1 % en 2009. Au Canada, la croissance annuelle du PIB ralentit constamment de 2004 (3,1 %) à 2007 (2,5 %), elle freine brusquement en 2008 (0,4 %) et devient négative en 2009 (- 2,9 %) après trois trimestres. Le PIB du Québec et celui du Canada accusent chacun trois diminutions trimestrielles de suite entre le quatrième trimestre 2008 et le deuxième de 2009, après quoi suit un léger redressement, au Québec (+ 0,2 %) comme au Canada (+ 0,1 %).

La croissance économique au Québec, en 2008, est appuyée par la progression des dépenses personnelles en biens et services, par les dépenses courantes des administrations publiques et par les investissements des administrations publiques. Elle est toutefois ralentie par la baisse des investissements des entreprises, mais surtout par la forte réduction du solde extérieur qui, parti d'un surplus en 2002, affiche un sixième et important déficit en 2008. Après trois trimestres en 2009, seules les dépenses publiques courantes et d'investissement continuent de soutenir la croissance, ce qui ne peut contrer l'effet d'une diminution prononcée des investissements des entreprises et d'une autre aggravation du déficit du solde extérieur.

La création nette d'emplois passe à 86 300 (+ 2,3 %) en 2007 à 30 000 (+ 0,8 %) en 2008, puis elle devient négative sur l'ensemble de 2009, à - 37 500 (- 1,0 %). Le nombre de chômeurs augmente entre 2007 (298 400) et 2009 (355 200) tandis que l'augmentation de la population active¹ ralentit de 2007 (+ 1,4 %) à 2009 (+ 0,3 %). Dans ce contexte, le taux de chômage au Québec se situe à 7,2 % en 2007 et en 2008, mais il passe à 8,5 % en 2009.

La progression du revenu personnel disponible exprimé en termes réels², qui était de 4,0 % en 2007, ralentit en 2008 (+ 3,2 %) et en 2009 (+ 1,4 % cumulé après trois trimestres). Par ailleurs, le taux d'épargne personnelle atteint un plancher historique en 2008 (2,2 %), puis il remonte à 3,2 % après trois trimestres en 2009, soit son niveau le plus élevé depuis 2004 (3,8 %).

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE^{3,4}

Dans les 30 pays membres de l'OCDE pris globalement, l'économie enregistre une septième année consécutive d'expansion, soit depuis le ralentissement observé en 2001 (1,3 %), mais le rythme de celle-ci ralentit. Pour l'ensemble de l'OCDE, en effet, le taux de croissance du PIB en volume est estimé à 2,6 % en 2007, mais à seulement 0,6 % en 2008. En 2009, l'économie se contracte puisque le PIB en volume présente une baisse estimée à 3,5 %.

Sur le marché de change, le dollar américain perd du terrain par rapport à l'euro entre 2005 et 2008, mais il en regagne une partie en 2009. Face à la livre sterling, le dollar se déprécie entre 2001 et 2007, alors qu'il atteint le seuil de 2 \$ US/£, puis il repart à la hausse en 2008 et en 2009. Par rapport au yen japonais, la réévaluation observée en 2006 et en 2007 s'inverse en 2008 et en 2009.

L'évolution du PIB en volume est positive, en 2008, dans 25 des 30 pays de l'OCDE, les 5 pays en décroissance étant le Danemark, l'Irlande, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suède. En 2009, la situation est toutefois inversée car 27 pays accusent un recul de leur PIB, les 3 seuls pays encore en croissance sont l'Australie, la Corée et la Pologne.

En Amérique du Nord, la croissance économique ralentit fortement en 2008, au regard de 2007, puis elle est suivie par une récession en 2009. Cette évolution se produit tant aux États-Unis qu'au Canada et, de façon encore plus prononcée, au Mexique. Les effets de la crise financière amorcée en 2007 aux États-Unis continuent de se faire sentir, en 2008 et en 2009, notamment par une remontée du chômage aux environs de 10 % (fin 2009), de nombreuses saisies de biens immobiliers et une chute du nombre de logements mis en chantier en 2009 à moins du tiers de ce qu'il était en 2006.

En Asie, l'expansion économique des dernières années au Japon se change en récession en 2008 (PIB en baisse de 0,7 %) et en 2009 (- 5,3 %), laquelle

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.

2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.

3. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (2009). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 86, décembre.

4. Id. (2009). *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE.

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2007 et 2008

Pays		PIB en volume	Inflation	Chômage
		Variation en %		Taux en %
États-Unis	2007	2,1	2,8	4,6
	2008	0,4	3,8	5,8
Japon	2007	2,3	0,1	3,9
	2008	-0,7	1,4	4,0
Allemagne	2007	2,6	2,3	8,4
	2008	1,0	2,8	7,3
France	2007	2,3	1,6	8,3
	2008	0,3	3,2	7,8
Italie	2007	1,5	2,0	6,1
	2008	-1,0	3,5	6,8
Royaume-Uni	2007	2,6	2,3	5,3
	2008	0,6	3,6	5,6
Canada	2007	2,5	2,2	6,0
	2008	0,4	2,3	6,1

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

s'accompagne de pertes d'emplois et d'une hausse de l'endettement public. En Corée, la croissance économique se poursuit en 2008 (2,2 %) et même en 2009 (0,1 %), grâce aux exportations et à une politique budgétaire expansionniste. En Chine, par ailleurs, le PIB continue d'avancer de 8 % à 10 % par an, porté par la demande intérieure qui augmente. En Inde le PIB se maintient entre 5 % et 7 %, alors que le ralentissement de la fin 2008 fait place à une reprise dès la première moitié de 2009.

En Europe, le taux moyen de croissance du PIB dans les pays de la zone euro passe de 2,7 % en 2007 à 0,5 % en 2008, puis il devient négatif en 2009 (-0,4 %) car la récession frappe aussi le continent européen, ce qui fait repartir le chômage à la hausse en 2008. Le déficit du solde financier de l'ensemble des administrations publiques de la zone euro cesse de se résober en 2007 (-0,6 % du PIB) et recommence à se creuser en 2008, tandis que leur dette brute passe de 66,5 % du PIB en 2007 à 69,4 % en 2008, et à 78,7 % en 2009.

L'économie états-unienne

Aux États-Unis, le PIB atteint 14 441,4 milliards de dollars américains en 2008, soit une hausse nominale de 2,6 %. En termes réels, le taux de croissance est de 0,4 % en 2008, comparativement à 2,1 % en 2007 et 2,7 % en 2006. Sur une base trimestrielle, l'économie de ce pays régresse durant cinq des sept derniers trimestres, soit entre le premier trimestre 2008 (-0,7 % en taux annualisé) et le troisième de 2009 (+2,2 %), et elle se trouve en récession

durant quatre trimestres consécutifs, soit du troisième trimestre 2008 jusqu'au deuxième de 2009.

Dans ce contexte, les dépenses personnelles au titre des biens durables et un troisième recul annuel de l'investissement privé en construction non résidentielle contribuent à faire diminuer le PIB en 2008. En contrepartie, les dépenses de l'administration fédérale et l'investissement privé en structures non résidentielles contribuent à en réduire la baisse.

Les investissements du secteur privé en capital fixe décroissent en 2007 (-2,1 %) et en 2008 (-5,1 %). Ils présentent, par ailleurs, trois forts reculs trimestriels de suite entre le quatrième trimestre 2008 et le second de 2009, soit -24,2 %, -50,5 % et -23,7 %, avant de remonter de 5,0 % au troisième de 2009. Par ailleurs, les dépenses en construction résidentielle (-22,9 %) décroissent une troisième année de suite (-18,5 % en 2007 et -7,3 % en 2006) et pendant la première moitié de 2009. Les dépenses en équipement et en logiciels augmentent encore de 2,6 % en 2007, mais leur évolution se retourne en 2008 (-2,6 %) et durant la première moitié de 2009. Enfin, les dépenses en construction non résidentielle augmentent fortement en 2007 (+14,9 %) et en 2008 (+10,3 %) mais, en 2009, elles accusent trois baisses trimestrielles majeures.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 2,6 % en 2007, mais diminuent de 0,2 % en 2008. Les dépenses en biens durables (-4,5 %) et non durables (-0,8 %) accusent des baisses en 2008, tandis que celles en services demeurent en croissance (+0,7 %) bien qu'au ralenti.

Les dépenses en volume des administrations publiques montrent une poussée de croissance de 3,1 % en 2008, comparativement à 1,7 % en 2007 et 1,4 % en 2006. Les dépenses de l'administration fédérale (7,7 %) expliquent cette hausse, que ce soit au titre de la Défense (+7,8 %) ou à d'autres fins (+7,3 %), puisque celles des États et des administrations locales progressent de 0,5 % en 2008 (+2,0 % en 2007).

Les exportations totales de biens et services en termes réels, augmentent plus rapidement que les

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques,
Québec, Canada et États-Unis, 2007 et 2008

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars enchaînés)	2,8	1,0	2,5	0,4	2,1	0,4
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars enchaînés)	4,3	3,3	4,6	3,0	2,6	-0,2
Logements mis en chantier	1,4	-1,3	0,4	-7,6	-24,8	-33,2
Revenu personnel disponible (dollars courants)	5,2	4,7	5,3	5,9	4,9	3,9
Rémunération des salariés (dollars courants)	5,2	3,0	5,6	4,9	5,2	2,3
Indice global des prix à la consommation	1,6	2,1	2,2	2,3	2,8	3,8
Emploi total	2,3	0,8	2,3	1,5	1,1	-0,4
Taux en %						
Taux de chômage (annuel)	7,2	7,2	6,0	6,1	4,6	5,8
Taux cible de financement à 1 jour (fin d'année)	4,25	1,50	4,25	1,50	-	-
Taux cible des fonds fédéraux (fin d'année)	-	-	-	-	4,25	0,25

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada.

Banque du Canada.

U.S. Bureau of Economic Analysis.

U.S. Bureau of Labor Statistics.

U.S. Federal Reserve Board.

OCDE, Principaux indicateurs économiques.

importations entre 2005 et 2008, ainsi qu'aux deux premiers trimestres de 2009. Par contre, au troisième trimestre 2009, les importations se remettent à croître plus vite que les exportations.

Dans ces conditions, le solde extérieur global en valeur nominale se redresse quelque peu en 2008, car son déficit s'établit à -707,8 milliards de dollars, contre -713,8 milliards en 2007 et son creux récent de -769,3 milliards en 2006. Le solde des biens aggrave toutefois son déficit en le faisant passer de -848,7 milliards en 2007 à -859,5 milliards en 2008, tandis que le solde des services présente un surplus de 151,8 milliards, en hausse par rapport à celui de 2007 (+134,4 milliards).

Après avoir reflué quelques années jusqu'à un plancher de 4,6 % en 2006 et en 2007, le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (5,8 %). Il continue d'augmenter en 2009 puisqu'il atteint une moyenne annuelle de 9,3 %, laquelle masque des taux de 10 % ou plus pour les trois derniers mois (10,1 % en octobre 2009). Enfin, l'indice moyen des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,8 % en 2007 et de 3,8 % en 2008 (3,4 %), mais il diminue de 0,4 % en 2009, ce qui ne s'était pas vu depuis 1955 (-0,4 %).

L'économie canadienne

Le PIB nominal, au Canada, s'élève à 1 600,1 milliards de dollars en 2008, en hausse de 4,4 %. En termes réels, le PIB progresse de 0,4 %, ce qui prolonge une décelération continue depuis 2004 (3,1 %). Par ailleurs, la demande intérieure finale progresse de 2,6 % en termes réels (4,1 % en 2007).

La croissance de l'économie canadienne est principalement soutenue, en 2008, par les dépenses personnelles en biens durables et semi-durables, de même que par l'investissement en capital fixe des administrations publiques. Elle est toutefois freinée par les ralentissements des dépenses personnelles en biens non durables et de l'investissement en construction résidentielle et non résidentielle, ainsi que par la baisse du solde extérieur. Par contre, en termes cumulatifs après trois trimestres en 2009, les dépenses courantes et d'investissement des administrations publiques, de même que celles des ménages en services, viennent atténuer le recul observé.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation croissent de 3,0 % en termes réels en 2008, comparativement à 4,6 % en 2007. La hausse globale de 2008 s'appuie sur celle des biens durables (5,6 %) et semi-durables (3,7 %) puisque la croissance des dépenses en biens non durables (1,5 %) et en services (2,9 %) est plus lente. Par ailleurs, le revenu personnel disponible croît de

5,9 % en 2008, mais seulement de 1,9 % de manière cumulative après trois trimestres en 2009. Ramenées en termes réels, ces hausses s'établissent à 4,2 % et 1,3 % respectivement. Enfin, le taux d'épargne s'établit à 3,7 % en 2008 (2,5 % en 2007) et à 5,1 % après trois trimestres en 2009.

Les investissements en capital fixe des entreprises affichent d'abord une croissance en nette décélération entre 2005 (9,0 %) et 2007 (3,4 %), puis celle-ci devient négative en 2008 (- 0,8 %) et encore plus après trois trimestres en 2009 (- 13,7 %). La diminution observée en 2008 est atténuée par les investissements en machines et en matériel (0,5 %), puisque ceux en construction résidentielle décroissent de 2,7 % et ceux en construction non résidentielle, de 0,1 %. En 2009, les trois composantes sont en forte baisse.

Le volume des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services affichent une croissance en accélération de 2005 (1,4 %) à 2008 (3,7 %), et une hausse cumulée en 2009 (2,5 %). Par ailleurs, les investissements en capital fixe des administrations présentent en 2008 (12,2 %) leur plus forte poussée annuelle depuis 1999 (15,6 %).

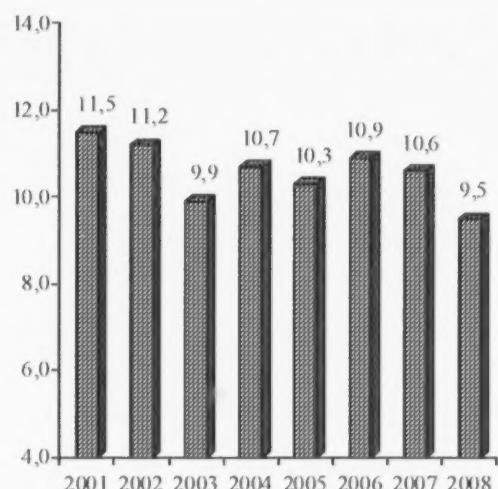
Le taux de change du dollar canadien, par rapport au dollar américain, oscille autour de la parité entre le sommet de 1,0340 \$ US atteint en novembre 2007 jusqu'en mai 2008 (1,0006 \$ US). Par la suite, le huard se déprécie et chute de 10,1 % durant le seul mois d'octobre 2008, alors qu'il s'établit à 0,8441 \$ US. En 2009, le huard s'apprécie de nouveau à partir du mois de mars (0,7908 \$ US), et il termine l'année à 0,9484 \$ US en décembre.

Après une longue phase de diminution entre 1993 (11,4 %) et 2007 (6,0 %), le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (6,1 %) et en 2009 (8,3 %). Il atteint même 8,7 % en août 2009 mais il redescend à 8,5 % en novembre et décembre. Pour sa part, la création nette d'emplois (- 1,6 %) devient négative en 2009 (- 276 900 postes), après des hausses de 1,5 % en 2008 et 2,3 % en 2007. Enfin, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,2 % en 2007 et de 2,3 % en 2008, mais seulement de 0,3 % en 2009. De fait, l'IPC accuse quatre baisses mensuelles de suite entre juin et septembre 2009.

Le produit intérieur brut selon les revenus

Le PIB nominal du Québec, aux prix du marché, s'accroît de 1,6 % en 2008 et il atteint 302,2 milliards de dollars, comparativement à 297,4 milliards en 2007 (5,4 %). Pour sa part, le produit intérieur net aux prix de

Figure 1.1
**Taux de profit des sociétés avant impôt,
Québec, 2001-2008**



basc progresse de 1,8 % en 2008, contre 5,9 % en 2007, passant de 242,2 milliards à 246,4 milliards.

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, qui représente 53,7 % du PIB, augmente de 5,2 % en 2007 et de 3,0 % en 2008, quand elle atteint 162,4 milliards de dollars. En 2008, sa progression surpassé celle du PIB, contrairement à l'année précédente. Par ailleurs, la création nette de 30 000 emplois (0,8 %) est inférieure à celles de 2007 (2,3 %) et de 2006 (1,3 %), et elle est la plus faible depuis 1996 (- 0,2 %). Le taux de chômage moyen annuel (7,2 %) reste inchangé en regard de 2007.

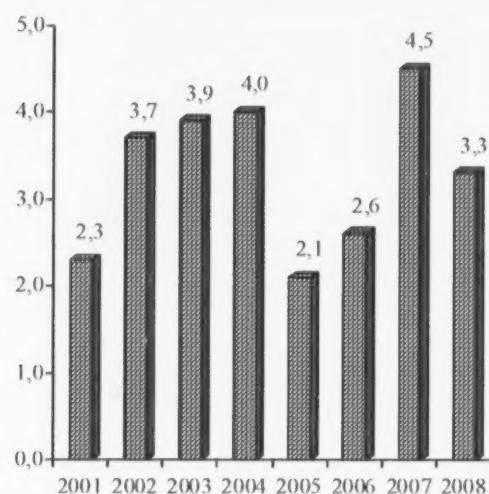
Les bénéfices des sociétés avant impôt totalisent 26,7 milliards de dollars en 2008, en baisse de 5,4 % par rapport à 2007 (+ 2,7 %). Par ailleurs, le taux de profit⁵ passe à 9,5 % en 2008 (figure 1.1), en baisse par rapport à 10,6 % en 2007.

Les intérêts et les revenus divers de placement croissent de 9,5 % en 2008 et ils s'élèvent à 22,5 milliards de dollars. Cette augmentation fait suite à trois hausses annuelles consécutives supérieures à 10 %.

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) s'élève à 17,6 milliards de dollars (2,7 %) en 2008, tandis que le revenu comptable net des exploitants agricoles descend à 350 millions

5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2001-2008



(- 19,7 %) après une poussée de 35,4 % en 2007 et deux chutes prononcées en 2006 (- 18,1 %) et en 2005 (- 38,1 %). Les impôts indirects nets sur les facteurs de production croissent, pour leur part, de 1,6 %, et ils se situent à 18,1 milliards en 2008.

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits s'élèvent à 18,0 milliards de dollars et ils diminuent (- 3,5 %), pour une troisième année de suite, tandis que les provisions pour consommation de capital se situent à 37,8 milliards, en hausse de 3,9 % par rapport à 2007.

L'importance relative des composantes

La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, progresse de 1,8 % en 2008 et elle constitue 81,5 % du PIB, une proportion qui va en croissant depuis 2002 (79,7 %). Selon leur part relative du PIB, en ordre décroissant, les composantes de rémunération se classent comme suit en 2008 : la rémunération des salariés (53,7 %), les bénéfices des sociétés avant impôt (8,8 %), les intérêts et les revenus divers de placement (7,4 %), les impôts indirects nets sur les facteurs de production (6,0 %), le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (5,8 %), ainsi que le revenu comptable des exploitants agricoles (0,1 %).

Le produit intérieur brut selon les dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale croît de 5,0 %, passant de 307,0 milliards de dollars en 2007 à 322,2 milliards de dollars en 2008. En termes réels, l'accroissement est de 3,3 % (figure 1.2) et il surpasse celui du PIB (1,0 %) une huitième fois de suite, soit depuis 2001.

Les dépenses personnelles de consommation

En hausse nominale de 4,9 %, les dépenses personnelles en biens et services s'élèvent à 188,9 milliards en dollars, contre 180,0 milliards en 2007. En termes réels, l'accroissement est de 3,3 % en 2008, comparativement à 4,3 % en 2007 et 2,9 % en 2006, dans un contexte où la progression des prix est encore faible. En effet, l'indice implicite des prix du PIB progresse de 2,1 % en 2007 et de 1,6 % en 2008, tandis que, parallèlement, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services augmente de 1,1 % et 1,5 % respectivement, et l'indice global des prix à la consommation, de 1,6 % et 2,1 %.

En valeur nominale, les dépenses en biens durables augmentent de 3,7 % en 2008 (4,7 % en 2007), et elles s'élèvent à 26,2 milliards de dollars. Les dépenses en biens semi-durables croissent de 2,9 % et se situent à 15,7 milliards, tandis que les dépenses en biens non durables atteignent 50,7 milliards, en hausse de 5,9 %. Enfin, les dépenses en services s'établissent à 96,2 milliards, en hausse de 5,0 %.

En termes réels, le taux de croissance des dépenses en biens durables est de 8,4 %; il s'agit d'une quinzième augmentation consécutive depuis le recul de 1993 (- 0,1 %). Les biens semi-durables montrent une augmentation de 5,6 %, les biens non durables, de 1,2 %, et les services progressent de 2,7 %.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'ensemble des administrations publiques passent de 67,1 milliards de dollars en 2007 à 69,6 milliards en 2008, soit une augmentation de 3,7 % (7,5 % en 2007). En termes réels, ces dépenses croissent de 2,5 % en 2006, de 2,2 % en 2007 et de 3,7 % en 2008.

Les dépenses publiques courantes nettes en biens et services équivalent à 23,0 % du PIB nominal en 2008 (figure 1.3). Cette part relative progresse une quatrième année de suite, soit depuis le recul observé en 2004 (21,9 %) par rapport à 2003 (22,8 %).

Les investissements des entreprises

En dollars courants, les investissements des entreprises en capital fixe augmentent de 1,6 % en 2008 et ils s'établissent à 50,5 milliards de dollars. Cette progression contraste avec la robuste hausse de 7,1 % en 2007. En termes réels, après une baisse en 2001 (- 1,3 %), la croissance de ces investissements s'accélère entre 2002 (6,8 %) et 2004 (11,6 %), elle freine brusquement en 2005 (- 0,2 %) mais revient à la croissance en 2006 (3,1 %) et en 2007 (6,8 %), avant de reculer de nouveau en 2008 (- 1,4 %).

Les investissements en machines et en matériel diminuent de 1,1 % en termes réels en 2008 après cinq années de hausse. Les investissements en ouvrages non résidentiels présentent une quasi-stabilité (- 0,02 %) et les investissements en bâtiments résidentiels se replient (- 2,3 %) pour la troisième fois en quatre ans.

Les investissements publics

Les investissements des administrations publiques en capital fixe s'élèvent à 13,3 milliards de dollars en 2008, une hausse nominale de 31,4 %. L'augmentation en termes réels est de 23,4 %, surpassant celle de 2001 (18,1 %), et elle se répartit entre les investissements en structures (29,5 %) et en machines et matériel (10,2 %).

Le commerce extérieur

Le solde extérieur global du Québec présente, en 2008, un sixième déficit de suite, soit depuis 2003, et ce déficit s'aggrave constamment. En effet, le solde passe graduellement d'un surplus de 7,5 milliards en 2001 à un déficit de 21,3 milliards en 2008, puisque la croissance des importations surpassé celle des exportations. En dollars constants, et pour la même raison, le solde global se retourne à partir de 2002 et il devient un déficit en aggravation constante de 2003 à 2008.

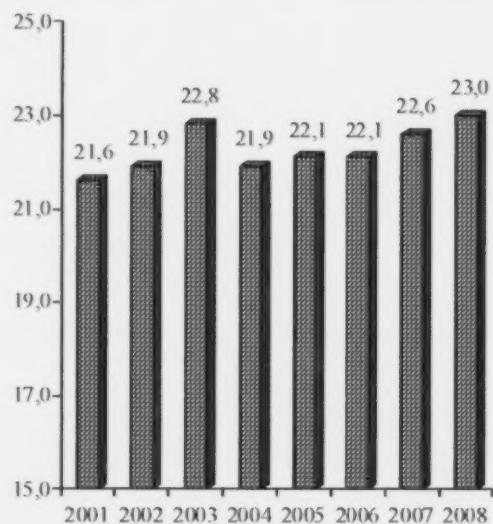
Les exportations totales de biens et de services avancent de 1,6 % en 2008, une cinquième hausse nominale de suite, et elles s'élèvent à 155,1 milliards de

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2004-2008

Variable	2004	2005	2006	2007	2008
	Variation en %				
Exportations totales	1,5	2,1	1,9	1,2	- 3,4
Internationales	3,3	2,3	0,7	0,6	- 3,4
Biens	4,3	3,4	0,3	0,8	- 3,4
Services	- 2,5	- 4,6	3,3	- 0,8	- 3,5
Interprovinciales	- 1,4	1,9	4,0	2,2	- 3,3
Biens	- 3,2	- 1,6	1,1	1,2	- 3,9
Services	1,8	7,5	8,4	3,5	- 2,4
Importations totales	4,7	4,4	2,8	4,0	0,5
Internationales	6,5	7,4	3,6	5,9	1,6
Biens	7,0	7,8	3,5	6,2	1,9
Services	3,3	4,8	4,3	3,7	- 0,6
Interprovinciales	1,8	- 0,2	1,5	0,9	- 1,5
Biens	- 1,8	- 3,1	- 1,2	- 2,4	- 2,1
Services	6,8	3,5	4,8	4,7	- 0,8

dollars, ou 51,3 % du PIB, la même part qu'en 2007. En termes réels, la hausse de 1,2 % observée en 2007 est suivie par un recul de 3,4 % en 2008 (tableau 1.3).

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2001-2008



Les exportations vers les autres pays s'établissent à 95,0 milliards de dollars (1,3 %) en 2008, une hausse attribuable à la fois aux exportations de biens (1,3 %) et de services (1,0 %). Par contre, les variations sont négatives, soit - 3,4 %, - 3,4 % et - 3,5 % respectivement.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 60,1 milliards de dollars (2,0 %) en 2008, et tant les exportations de biens (2,3 %) que de services (1,7 %) sont en hausse. Les taux de variation en termes réels sont cependant négatifs, soit - 3,3 %, - 3,9 % et de - 2,4 % respectivement.

Les importations totales de biens et de services représentent 176,3 milliards de dollars (7,6 %) ou 54,5 % de la demande intérieure totale. En termes réels, en 2008, la croissance est de 0,5 %, comparativement à 4,0 % en 2007 et à 2,8 % en 2006.

Les importations des autres pays s'élèvent à 113,2 milliards de dollars en 2008 (9,6 %), et leur hausse nominale est principalement attribuable aux importations de biens (10,6 %) plutôt que de services (2,8 %). En termes réels, ces trois variables enregistrent des variations de 1,6 %, de 1,9 % et de - 0,6 % respectivement.

Les importations des autres provinces s'établissent à 63,2 milliards de dollars (4,0 %) en 2008 et elles sont à la hausse tant au titre des biens (5,1 %) que des services (2,8 %). En termes réels, les variations sont toutefois négatives, soit - 1,5 %, - 2,1 % et - 0,8 % respectivement.

Les termes globaux de l'échange⁶ du Québec se détériorent en 2008 (- 1,9 %), après cinq années consécutives d'amélioration (- 0,8 % en 2002). Par ailleurs, les termes internationaux de l'échange de biens – qui ont de loin le plus de poids dans les termes globaux – se détériorent en 2008 (- 3,3 %), après s'être améliorés au cours de quatre des cinq années précédentes. Quant aux termes de l'échange de services internationaux, ils présentent une sixième amélioration de suite (+ 1,1 % en 2008).

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces se détériorent en 2008 (- 0,8 %) pour la cinquième fois en six ans, soit depuis 2003, tandis que les termes interprovinciaux de l'échange de services (+ 0,5 %) s'améliorent lentement mais régulièrement depuis leur dernier recul en 2000 (- 0,2 %).

La production de biens et services

La production globale

Le PIB nominal aux prix de base des 18 groupes d'activité économique s'élève, en 2008, à 284,3 milliards de dollars, en hausse de 2,0 % par rapport aux 278,8 milliards (5,8 %) de 2007. Cet agrégat enregistre ainsi sa plus faible progression en 13 ans, soit depuis 1996 (1,7 %).

Les activités économiques

Onze des 18 groupes d'activité économique croissent plus rapidement que le PIB global aux prix de base. Ils représentent ensemble 44,2 % du PIB total et ils comprennent notamment la construction (+ 9,5 %), l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+ 8,5 %), l'hébergement et la restauration (+ 5,4 %), les autres services, sauf les administrations publique (+ 4,6 %) et le commerce de gros (+ 3,7 %).

À l'opposé, trois groupes comptant pour 25,8 % du PIB accusent des diminutions, soit l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (- 4,7 %), les soins de santé et l'assistance sociale (- 2,0 %) ainsi que la fabrication (- 1,6 %). Enfin, quatre groupes, qui font 30,0 % du total, présentent des taux de croissance positifs mais égaux ou inférieurs à celui de l'ensemble. Ce sont, entre autres, les services publics (+ 2,0 %) et les services d'enseignement (+ 1,7 %).

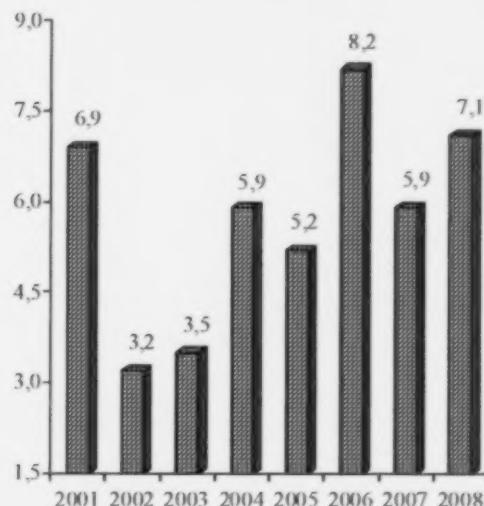
Le PIB du sous-ensemble des cinq activités productrices de biens s'établit à 84,9 milliards de dollars en 2008, soit 1,3 % de plus qu'en 2007 (+ 4,2 %). Leur part relative (29,9 %) tombe toutefois sous le seuil des 30 % en 2008. Par ailleurs, le PIB des 13 activités productrices de services s'élève à 199,4 milliards en 2008 (+ 2,3 %), et leur part relative (70,1 %) franchit le seuil des (70,1 %).

La rémunération des salariés augmente, en 2008, globalement (3,0 %) ainsi que dans 15 des 18 activités économiques, les trois exceptions étant l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (- 0,4 %), la fabrication (- 1,3 %) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (- 3,9 %). La croissance de la rémunération dépasse 10 % dans trois activités : les arts, les spectacles et les loisirs (12,0 %), l'extraction minière, de pétrole et de gaz

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice sur la base 1992 = 100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

Figure 1.4

Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2001-2008



(10,8 %), de même que la construction (10,5 %). Dans les 5 activités productrices de biens, qui incluent la fabrication, la rémunération des salariés gagne 2,0 %, et 3,4 % dans les 13 activités productrices de services.

La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

Le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôt des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert) – s'élève à 258,4 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de 3,5 %, comparativement à 5,5 % en 2007 et à 4,6 % en 2006.

La rémunération des salariés – calculée ici sur une base nationale plutôt qu'intérieure – s'élève à 166,0 milliards de dollars (3,0 %) en 2008 et, comme chaque année depuis 2004, elle croît plus lentement que le revenu personnel. Sa part relative s'établit à 64,2 % du revenu personnel, en repli continu depuis 2003 (66,0 %). Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers – la seconde composante en importance du revenu personnel – s'élèvent de 7,1 % en 2008 et ils atteignent 42,8 milliards (figure 1.4). Les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placement affichent une cinquième augmentation de suite et ils atteignent 30,6 milliards (2,6 %).

La part relative des transferts courants des administrations publiques aux particuliers s'établit à 16,6 % du revenu personnel en 2008, une part en hausse continue depuis 2003 (15,0 %). Par ailleurs, la part des intérêts, des dividendes et des revenus divers de placement descend à 11,8 %, comparativement à 12,0 % en 2007.

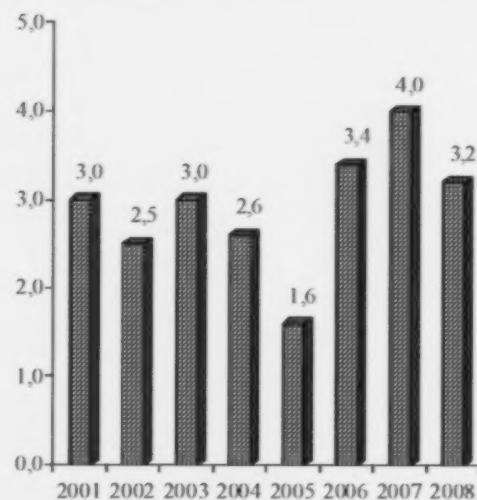
La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, se maintient au-dessus du seuil de 70 % du revenu personnel pour une dixième année consécutive. Depuis 1995 (68,5 %), cette part relative progresse régulièrement jusqu'en 2003 (73,2 %), mais elle se replie chaque année par la suite, jusqu'à 71,2 % en 2008. De fait, la rémunération des salariés présente une part relative en baisse depuis 2003 (66,0 %) et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (6,8 % en 2008), depuis 2004 (7,2 %).

L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel entre ses principales utilisations montre, en 2008, une remontée des dépenses personnelles en biens et services, de même qu'un modeste repli de l'épargne personnelle et des transferts aux administrations publiques. En effet, la part relative des transferts passe de 25,6 % en 2000 à 23,7 % en 2003, puis elle remonte à 24,4 % en 2007 avant de redescendre à 23,5 % en 2008, année où ces transferts représentent 60,7 milliards (-0,3 %). Par ailleurs, la part relative des dépenses en biens et services progresse régulièrement entre

Figure 1.5

Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2001-2008



7. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

2001 (69,9 %) et 2005 (72,4 %), mais elle redescend à 72,1 % en 2006 et en 2007 avant de remonter à 73,1 % en 2008. Enfin, la part de l'épargne personnelle rétrécit constamment entre 2000 (3,5 %) et 2008 (1,7 %).

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts directs), s'élève à 197,7 milliards de dollars en 2008, ce qui représente une hausse de 4,7 %. Toutefois, en tenant compte de l'évolution des prix, le taux de croissance est de 3,2 % en 2008 (figure 1.5). Ce taux est inférieur à ceux de 2007 (4,0 %) et de 2006 (3,4 %).

Le produit des impôts directs des particuliers atteint 41,3 milliards de dollars en 2008. La baisse enregistrée (- 2,0 %) est la première depuis 2002 (- 6,1 %), et elle constitue un net revirement par rapport à 2007 (+ 9,6 %).

L'épargne personnelle

L'épargne personnelle représente 4,4 milliards de dollars en 2008, une hausse de 0,3 % qui fait suite à deux chutes en 2005 (- 33,8 %) et en 2007 (- 11,8 %) et à une poussée en 2006 (+ 21,2 %). Le taux d'épargne correspond à 2,2 % du revenu personnel disponible en 2008 et il diminue régulièrement depuis 2001 (4,7 %), à l'exception d'une remontée entre 2005 (2,4 %) et 2006 (2,8 %).

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales de toutes les administrations publiques s'élèvent à 129,3 milliards de dollars en 2008, en baisse de 0,2 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 139,8 milliards (+ 4,0 %). Ainsi, le déficit des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à 10,5 milliards, comparativement à 4,9 milliards en 2007 et à 3,1 milliards en 2006, et il repasse le cap des 10 milliards pour la première fois depuis 1996 (- 14,2 milliards).

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 41,3 milliards de dollars en 2008, en baisse de 2,0 %, comparativement à 42,2 milliards (9,5 %) en 2007. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 32,0 %, contre 32,5 % en 2007. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale diminuent de 0,9 % en 2008 (+ 12,6 % en 2007), et ils représentent 43,5 % de ses recettes, tandis que ceux que perçoit l'administration provinciale décroissent de 2,9 % (+ 7,1 % en 2007) et constituent 27,6 % de ses recettes. Par ailleurs,

les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec s'élèvent à un peu moins de 9,3 milliards en hausse de 3,6 %.

Le produit des impôts indirects versés à l'ensemble des administrations publiques en 2008 – soit 33,5 % des recettes totales – diminue de 0,2 % et il s'élève à 43,3 milliards de dollars. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale décroissent de 7,6 %, tandis que ceux qui vont à l'administration provinciale progressent de 1,3 %, et ceux qui reviennent aux administrations locales, de 3,5 %. Ces impôts correspondent à 20,6 % des recettes de l'administration fédérale, à 29,8 % de celles de l'administration provinciale et à 49,2 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects – c'est-à-dire sur les facteurs de production et sur les produits – perçus par l'administration fédérale est la taxe sur les produits et services (TPS). En 2008, le taux annuel de variation de la TPS est négatif (- 11,5 %) une troisième fois de suite tandis que sa part relative (68,3 %) des impôts indirects fédéraux diminue, après avoir augmenté presque chaque année entre 1991 (57,8 %) et 2005 (72,3 %). Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 2,9 % et de 4,3 % respectivement, et dont la part relative est de 47,9 % et de 22,2 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 93,8 % des impôts indirects et ils progressent de 4,2 %.

Les revenus de placement des administrations publiques croissent de 5,4 % en 2008 et ils représentent 11,2 milliards de dollars ou 8,7 % des recettes totales. Les revenus de placement de l'administration fédérale décroissent de 2,0 %, alors que ceux de l'administration provinciale augmentent de 8,6 % et ceux des administrations locales, de 8,3 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec reculent de 3,4 % (+ 7,4 % en 2007) et ils s'établissent à un peu plus de 1,3 milliard.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 3,7 % en 2008; elles s'élèvent à 69,6 milliards de dollars et représentent 49,8 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 56,8 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 9,8 % et celles de l'administration provinciale, de 1,0 %. Dans ce dernier cas,

L'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (- 4,1 %) et de l'éducation (+ 5,0 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (+ 3,3 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 5,8 %, résultat net de la variation des dépenses des commissions scolaires (1,8 %) et des autres administrations locales (10,1 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (54,7 %), provinciale (56,0 %) et locales (59,8 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques totalisent 42,8 milliards de dollars, en hausse de 7,1 % par rapport à 2007. Leur part relative des dépenses courantes totales (30,6 %) n'avait encore jamais franchi le seuil des 30 % depuis 1981, la première année des données des comptes économiques provinciaux.

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 10,4 % en 2008 et ils s'élèvent à 19,9 milliards de dollars, soit 35,7 % de ses dépenses courantes. Trois de ces 10 transferts font ensemble près des trois-quarts (73,1 %) du total : la prestation fiscale et le crédit d'impôt pour enfants (11,3 % du total), en hausse de 3,5 %, les prestations d'assurance-emploi (16,1 %), qui diminuent (- 0,3 %) une troisième fois de suite, et les paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse (45,7 %) qui progressent (+ 5,6 %) d'année en année. L'administration provinciale verse des transferts de 13,4 milliards (+ 3,5 %) en 2008. L'aide sociale (maintien du revenu et autres) constitue 20,1 % de ce total, avec des paiements de 2,7 milliards (- 0,1 %). L'assurance contre les accidents du travail (11,8 % du total) augmente de 3,9 %, les subventions aux associations de bienfaisance (15,8 %), de 9,6 %, et les transferts divers (40,7 %), de 2,0 %.

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse 9,1 milliards de dollars en prestations en 2008, soit 5,6 % de plus qu'en 2007, et celles-ci représentent 21,4 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Une neuvième année d'affilée, le RRQ enregistre une épargne positive mais, à 1,4 milliard en 2008, celle-ci accuse un net recul (- 30,9 %) par rapport au sommet historique de près de 2,0 milliards en 2006.

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 20,2 milliards de dollars (- 1,1 %) en 2008, comparativement à 20,4 milliards (+ 3,9 %) en 2007. Ils constituent 14,4 % des dépenses courantes totales (15,2 % en 2007). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 12,6 %, dans celles de l'administration provinciale, de 14,9 %, et dans celles des administrations locales, de 6,0 %.

Chapitre 2

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1990-2008

Revenus	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Rémunération des salariés ¹	84 301	86 287	88 186	89 153	91 245	93 580	95 262
02 Bénéfices des sociétés avant impôt	9 253	6 809	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212
03 Intérêts et revenus divers de placement	13 232	13 197	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810
04 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	584	600	548	658	644	644	656
05 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 006	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475
06 Ajustement de la valeur des stocks	32	353	- 762	- 447	- 1 369	- 708	- 277
07 Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	9 338	10 054	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591
08 Produit intérieur net aux prix de base	124 746	125 699	126 705	130 613	137 021	142 905	145 729
09 Impôts moins subventions, sur les produits	12 117	12 160	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512
10 Provisions pour consommation de capital	16 784	17 493	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386
11 Divergence statistique	- 317	- 196	1 203	767	2 011	1 041	- 101
12 Produit intérieur brut aux prix du marché	153 330	155 156	158 362	162 229	170 478	177 331	180 526
13 Produit intérieur brut aux prix de base	141 213	142 996	146 132	150 329	158 840	164 832	168 014

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Source : Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
M\$												
98 417	102 400	108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	157 713	162 437	01
16 446	17 423	23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 516	28 265	26 744	02
12 610	12 583	12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 984	20 510	22 450	03
595	592	658	361	514	327	387	635	393	322	436	350	04
11 164	11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 477	17 100	17 558	05
- 193	- 98	- 465	- 689	44	- 852	783	- 360	- 192	- 609	350	- 1 207	06
12 720	13 300	13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 066	17 832	18 117	07
151 759	157 690	170 046	181 988	186 360	192 538	200 997	211 349	218 727	228 704	242 206	246 449	08
13 454	14 005	15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 789	18 616	17 968	09
23 119	24 635	25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 206	36 416	37 823	10
92	- 72	- 11	- 108	- 37	333	- 13	- 167	- 37	- 479	146	- 15	11
188 424	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 220	297 384	302 225	12
174 970	182 253	195 765	209 301	215 712	223 850	232 980	243 989	252 709	263 431	278 768	284 257	13

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	89 354	92 416	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859
02 Biens durables	12 064	11 696	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054
03 Biens semi-durables	8 996	9 028	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208
04 Biens non durables	25 675	26 851	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316
05 Services	42 619	44 841	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	37 617	39 928	42 006	42 537	42 798	42 550	41 980
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4 486	4 455	4 388	4 684	5 041	4 988	4 959
08 Structures	3 312	3 194	3 132	3 150	3 452	3 458	3 407
09 Machines et matériel	1 174	1 261	1 256	1 534	1 589	1 530	1 552
10 Investissement des administrations publiques en stocks	25	-14	-15	-2	-	11	-1
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	27 237	24 578	23 495	23 565	24 755	22 882	24 655
12 Bâtiments résidentiels	9 410	8 177	8 308	8 093	9 337	7 224	8 486
13 Ouvrages non résidentiels	7 603	6 789	5 858	6 421	5 688	5 418	5 347
14 Machines et matériel	10 224	9 612	9 329	9 051	9 730	10 240	10 822
15 Investissement des entreprises en stocks	-1 126	-1 421	-557	465	453	1 859	839
16 Non agricoles	-1 094	-1 425	-462	422	364	1 899	803
17 Agricoles	-32	4	-95	43	89	-40	36
18 Exportations de biens et services	67 515	63 748	65 224	72 120	83 288	93 591	94 954
19 Vers les autres pays	33 429	31 751	34 540	40 921	51 823	59 188	60 756
20 Biens	29 572	27 655	30 275	36 311	46 289	53 248	53 854
21 Services	3 857	4 096	4 265	4 610	5 534	5 940	6 902
22 Vers les autres provinces	34 086	31 997	30 684	31 199	31 465	34 403	34 198
23 Biens	20 165	18 355	20 885	20 875	21 474	23 277	23 533
24 Services	13 921	13 642	9 799	10 324	9 991	11 126	10 665
Moins :							
25 Importations de biens et services	72 095	68 730	69 898	78 291	84 523	90 440	94 820
26 Des autres pays	39 385	39 315	41 324	47 527	51 050	55 139	58 430
27 Biens	32 940	33 064	35 895	41 293	44 201	47 918	50 528
28 Services	6 445	6 251	5 429	6 234	6 849	7 221	7 902
29 Des autres provinces	32 710	29 415	28 574	30 764	33 473	35 301	36 390
30 Biens	16 348	13 473	16 534	17 354	20 733	22 216	22 311
31 Services	16 362	15 942	12 040	13 410	12 740	13 085	14 079
32 Divergence statistique	317	196	-1 206	-766	-2 011	-1 039	101
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	153 330	155 156	158 362	162 229	170 478	177 331	180 526
34 Demande intérieure finale	158 694	161 377	164 814	168 703	173 271	173 349	179 453

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
M\$												
114 163	118 266	124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 572	180 014	188 857	01
15 780	16 757	18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 166	25 290	26 235	02
10 522	11 013	11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 836	15 298	15 748	03
30 565	31 278	32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 138	47 883	50 724	04
57 296	59 218	61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 432	91 543	96 150	05
41 025	41 737	43 854	47 421	50 007	52 800	57 052	57 492	60 030	62 445	67 110	69 597	06
4 834	5 112	5 232	5 336	6 237	6 704	6 857	7 764	8 808	8 639	10 086	13 256	07
3 337	3 548	3 330	3 175	3 881	4 480	4 510	5 122	5 800	5 666	6 803	9 593	08
1 497	1 564	1 902	2 161	2 356	2 224	2 347	2 642	3 008	2 973	3 283	3 663	09
2	-10	-2	8	7	-16	4	6	10	-13	4	12	10
26 952	28 838	31 519	33 071	33 186	36 250	39 053	44 312	44 551	46 451	49 760	50 537	11
8 185	7 950	8 414	8 888	10 662	13 704	15 714	18 911	19 437	20 166	21 941	22 282	12
5 466	6 156	5 876	6 830	6 862	7 185	7 796	8 925	8 482	9 244	10 619	11 117	13
13 301	14 732	17 229	17 353	15 662	15 361	15 543	16 476	16 632	17 041	17 200	17 138	14
1 838	1 287	2 823	3 145	-1 293	-1 251	-6	730	2 526	1 760	1 832	1 208	15
1 792	1 334	2 907	3 222	-1 414	-1 290	-64	675	2 541	1 795	1 794	1 290	16
46	-47	-84	-77	121	39	58	55	-15	-35	38	-82	17
103 130	111 308	124 048	141 703	140 899	141 507	134 973	139 802	144 380	150 101	152 688	155 088	18
65 694	73 542	83 098	97 305	94 115	92 929	84 807	88 964	91 057	93 352	93 769	94 975	19
57 899	64 483	73 385	85 940	82 368	80 441	72 327	76 643	79 075	80 884	81 239	82 319	20
7 795	9 059	9 713	11 365	11 747	12 488	12 480	12 321	11 982	12 468	12 530	12 656	21
37 436	37 766	40 950	44 398	46 784	48 578	50 166	50 838	53 323	56 749	58 919	60 113	22
25 541	24 352	26 263	27 346	29 574	30 531	31 432	31 373	31 931	33 179	34 088	34 869	23
11 895	13 414	14 687	17 052	17 210	18 047	18 734	19 465	21 392	23 570	24 831	25 244	24
103 433	110 351	121 082	137 051	133 408	137 307	136 985	144 026	152 054	158 219	163 964	176 344	25
66 358	72 695	80 354	89 999	85 496	87 078	84 296	88 494	94 870	99 080	103 206	113 153	26
57 586	63 677	70 972	80 129	75 278	75 926	73 012	77 090	83 075	86 820	90 527	100 120	27
8 772	9 018	9 382	9 870	10 218	11 152	11 284	11 404	11 795	12 260	12 679	13 033	28
37 075	37 656	40 728	47 052	47 912	50 229	52 689	55 532	57 184	59 139	60 758	63 191	29
21 858	21 107	22 291	25 505	26 684	29 089	30 583	31 456	31 760	32 068	31 929	33 546	30
15 217	16 549	18 437	21 547	21 228	21 140	22 106	24 076	25 424	27 071	28 829	29 645	31
-87	71	11	108	37	-333	13	166	36	481	-146	14	32
188 424	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 220	297 384	302 225	33
186 974	193 953	205 011	217 015	225 382	238 847	252 753	266 082	277 151	288 107	306 970	322 247	34

Tableau 2.3

Produit intérieur brut réel¹, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	Millions de dollars enchaînés (2002)						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation²	108 745	106 760	108 282	110 082	113 503	115 384	118 956
02 Biens durables	12 862	12 515	12 539	12 530	12 831	12 920	13 988
03 Biens semi-durables	10 717	9 575	9 444	9 833	10 400	10 671	10 848
04 Biens non durables	31 629	31 320	31 731	32 122	33 334	33 837	34 478
05 Services	53 787	53 695	54 966	56 001	57 345	58 374	59 980
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	47 516	48 731	49 817	49 715	49 257	48 359	48 160
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4 523	4 763	4 625	4 921	5 212	5 062	4 996
08 Structures	4 002	3 990	3 846	3 880	4 168	4 023	3 841
09 Machines et matériel	808	983	973	1 169	1 200	1 183	1 257
10 Investissement des administrations publiques en stocks	35	-17	-18	-2	-	12	-1
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	30 503	28 094	26 456	26 077	26 642	24 417	26 252
12 Bâtiments résidentiels	12 252	10 183	10 184	9 688	10 901	8 354	9 754
13 Ouvrages non résidentiels	9 043	8 296	7 248	7 906	6 821	6 382	6 151
14 Machines et matériel	10 104	10 221	9 603	9 127	9 513	9 985	10 677
15 Investissement des entreprises en stocks	-1 585	-2 051	-1 553	218	375	2 052	589
16 Non agricoles	-1 632	-2 132	-1 461	219	209	2 115	473
17 Agricoles	41	77	-92	2	160	-53	110
18 Exportations de biens et services	82 911	79 187	80 314	86 283	94 429	98 823	101 022
19 Vers les autres pays	40 811	39 984	42 761	48 803	57 760	60 683	63 654
20 Biens	35 831	34 826	37 382	43 110	51 117	53 735	55 834
21 Services	4 930	5 116	5 334	5 633	6 566	6 865	7 796
22 Vers les autres provinces	42 396	39 485	37 863	37 797	36 870	38 334	37 457
23 Biens	25 057	22 864	25 869	25 303	24 982	25 504	25 473
24 Services	17 281	16 560	12 008	12 505	11 895	12 856	11 984
Moins :							
25 Importations de biens et services	88 918	86 510	86 377	92 535	95 009	97 541	102 738
26 Des autres pays	49 025	50 486	51 384	55 890	56 598	58 933	63 063
27 Biens	39 369	40 966	43 077	47 141	47 682	49 762	53 286
28 Services	10 519	10 263	8 614	8 998	9 184	9 421	10 036
29 Des autres provinces	39 815	36 040	35 038	36 693	38 481	38 656	39 706
30 Biens	19 568	16 764	20 609	20 906	23 701	23 926	24 183
31 Services	20 130	19 166	14 471	15 813	14 810	14 758	15 565
32 Divergence statistique	381	226	-1 371	-867	-2 262	-1 142	110
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	184 297	179 324	180 068	183 659	191 774	195 009	196 932
34 Demande intérieure finale	191 175	188 099	188 856	190 500	194 374	192 883	198 086

1. Nouvelle méthode officielle de déflation : la somme des parties diffère des totaux. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Millions de dollars enchaînés (2002)												
123 914	126 813	131 252	135 632	138 491	143 093	147 513	151 587	155 867	160 326	167 279	172 868	01
15 631	16 543	17 913	18 817	19 834	21 678	22 628	23 371	24 077	25 087	26 746	29 000	02
11 024	11 425	11 607	12 021	12 462	12 933	13 406	13 919	14 369	15 052	15 681	16 558	03
35 045	35 488	36 285	37 158	37 373	38 142	38 834	39 188	39 382	39 808	41 342	41 854	04
62 418	63 490	65 509	67 670	68 833	70 340	72 653	75 143	78 117	80 545	83 761	86 045	05
46 526	47 199	48 443	49 828	51 689	52 800	54 586	55 146	55 604	56 978	58 258	60 385	06
4 908	5 178	5 345	5 325	6 288	6 704	6 911	7 743	8 602	8 230	9 378	11 570	07
3 666	3 845	3 544	3 228	3 948	4 480	4 405	4 790	5 146	4 732	5 436	7 040	08
1 315	1 406	1 817	2 091	2 336	2 224	2 516	2 986	3 539	3 653	4 097	4 514	09
2	-11	-2	9	9	-16	4	5	8	-9	3	9	10
28 423	30 069	33 049	34 390	33 933	36 250	39 245	43 805	43 710	45 040	47 799	47 112	11
9 301	8 967	9 239	9 546	11 147	13 704	14 919	16 979	16 832	16 721	17 586	17 174	12
6 123	6 723	6 290	7 044	7 011	7 185	7 702	8 411	7 719	8 164	9 138	9 136	13
13 115	14 413	17 403	17 690	15 745	15 361	16 622	18 378	19 309	20 487	21 317	21 072	14
1 996	1 267	2 702	3 280	-1 334	-1 251	-89	773	3 462	2 025	2 054	670	15
1 945	1 236	2 731	3 337	-1 491	-1 290	-249	660	3 456	2 088	1 964	764	16
51	30	-43	-77	124	39	167	110	-30	-92	69	-113	17
109 538	116 517	129 866	143 896	141 051	141 507	137 938	140 070	143 049	145 771	147 529	142 561	18
69 219	76 009	86 434	98 419	93 397	92 929	87 839	90 716	92 772	93 376	93 958	90 737	19
60 593	66 165	76 104	86 626	81 373	80 441	75 294	78 510	81 162	81 367	82 050	79 246	20
8 608	9 846	10 297	11 756	12 014	12 488	12 532	12 218	11 660	12 044	11 951	11 533	21
40 409	40 529	43 407	45 408	47 644	48 578	50 049	49 367	50 299	52 327	53 456	51 708	22
27 425	26 196	27 959	27 813	30 036	30 531	31 472	30 458	29 973	30 310	30 672	29 484	23
12 985	14 341	15 455	17 604	17 607	18 047	18 577	18 907	20 331	22 039	22 812	22 257	24
111 790	117 359	128 080	140 332	134 612	137 307	141 833	148 464	155 055	159 421	165 758	166 545	25
71 999	76 888	84 995	92 583	86 299	87 078	89 889	95 767	102 878	106 611	112 870	114 688	26
61 370	66 618	74 514	81 818	75 767	75 926	78 044	83 535	90 056	93 233	98 993	100 886	27
10 829	10 345	10 494	10 736	10 526	11 152	11 843	12 235	12 827	13 383	13 880	13 798	28
39 822	40 501	43 108	47 770	48 314	50 229	51 940	52 858	52 732	53 510	53 968	53 171	29
23 515	22 987	23 844	25 738	26 680	29 089	30 008	29 456	28 544	28 199	27 521	26 945	30
16 356	17 551	19 290	22 060	21 649	21 140	21 933	23 432	24 261	25 433	26 636	26 429	31
-94	76	12	112	38	-333	13	159	34	443	-131	12	32
203 253	209 715	222 716	232 378	235 832	241 448	244 422	251 028	255 559	259 853	267 033	269 665	33
203 635	209 181	218 072	225 157	230 397	238 847	248 234	258 152	263 645	270 434	282 477	291 806	34

Tableau 2.3A

Produit intérieur brut aux prix de 2002¹, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation²	107 716	105 944	107 606	109 372	112 796	115 070	118 661
02 Biens durables	12 693	12 388	12 457	12 463	12 769	12 901	13 984
03 Biens semi-durables	10 632	9 506	9 387	9 785	10 350	10 637	10 823
04 Biens non durables	31 164	30 910	31 358	31 681	32 834	33 610	34 302
05 Services	53 576	53 571	54 895	55 937	57 330	58 420	60 015
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	47 181	48 403	49 595	49 503	49 064	48 207	47 982
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4 098	4 421	4 359	4 648	4 934	4 817	4 863
08 Structures	4 035	4 022	3 868	3 904	4 198	4 051	3 866
09 Machines et matériel	656	819	841	1 015	1 049	1 050	1 182
10 Investissement des administrations publiques en stocks	36	-17	-18	-2	-	12	-1
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	28 424	26 744	25 640	25 269	25 734	23 639	25 719
12 Bâtiments résidentiels	12 264	10 185	10 210	9 712	10 918	8 362	9 748
13 Ouvrages non résidentiels	9 292	8 531	7 465	8 107	6 936	6 465	6 192
14 Machines et matériel	8 642	8 943	8 742	8 330	8 672	9 168	10 099
15 Investissement des entreprises en stocks	-1 288	-1 535	-673	471	485	1 715	764
16 Non agricoles	-1 298	-1 608	-554	486	340	1 768	683
17 Agricoles	11	74	-121	-15	147	-53	82
18 Exportations de biens et services	82 767	79 172	80 276	86 210	94 129	98 771	100 973
19 Vers les autres pays	40 606	39 815	42 296	48 250	57 083	60 225	63 438
20 Biens	35 637	34 706	36 986	42 634	50 537	53 373	55 663
21 Services	4 900	5 082	5 290	5 587	6 511	6 814	7 744
22 Vers les autres provinces	42 625	39 709	38 159	38 107	37 139	38 637	37 600
23 Biens	25 287	23 069	26 108	25 545	25 199	25 725	25 597
24 Services	17 094	16 408	12 031	12 533	11 917	12 879	11 982
Moins :							
25 Importations de biens et services	88 744	86 517	86 378	92 532	95 046	97 554	102 991
26 Des autres pays	48 815	50 201	51 030	55 499	56 296	58 600	63 017
27 Biens	39 269	40 751	42 823	46 849	47 473	49 525	53 335
28 Services	10 474	10 222	8 583	8 969	9 164	9 396	10 001
29 Des autres provinces	40 434	36 454	35 364	37 048	38 766	38 968	39 987
30 Biens	20 033	17 065	20 881	21 187	23 966	24 224	24 347
31 Services	19 932	18 974	14 486	15 830	14 853	14 803	15 676
32 Divergence statistique	404	225	-1 377	-879	-2 254	-1 137	112
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	181 628	177 549	178 948	181 965	189 390	192 782	195 716
34 Demande intérieure finale	187 597	185 404	186 680	188 301	192 109	191 251	196 836

1. Méthode antérieure de déflation publiée ici à titre indicatif seulement. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
M\$											
123 337	126 261	130 733	135 220	138 204	143 093	147 521	151 724	156 210	161 108	168 487	174 853
15 568	16 493	17 878	18 844	19 864	21 678	22 661	23 426	24 210	25 374	27 203	29 660
11 008	11 405	11 584	12 008	12 459	12 933	13 409	13 919	14 375	15 064	15 734	16 636
34 816	35 269	36 061	36 973	37 214	38 142	38 809	39 205	39 421	39 949	41 533	42 236
62 358	63 439	65 472	67 615	68 797	70 340	72 642	75 174	78 204	80 721	84 017	86 321
46 389	47 076	48 328	49 754	51 648	52 800	54 600	55 184	55 663	57 077	58 373	60 570
4 791	5 067	5 263	5 381	6 378	6 704	6 947	7 771	8 712	8 444	9 581	11 666
3 701	3 883	3 558	3 240	3 961	4 480	4 407	4 787	5 140	4 747	5 461	7 101
1 222	1 315	1 716	2 047	2 337	2 224	2 540	2 984	3 572	3 697	4 120	4 565
2	-11	-2	9	9	-16	4	5	8	-9	3	9
28 102	29 799	32 961	34 497	33 919	36 250	39 246	43 897	44 123	45 914	48 342	47 749
9 316	8 983	9 257	9 565	11 183	13 704	14 923	16 978	16 872	16 802	17 674	17 369
6 139	6 747	6 311	7 064	7 021	7 185	7 691	8 405	7 722	8 148	9 124	9 112
12 512	13 810	16 801	17 302	15 479	15 361	16 632	18 514	19 529	20 964	21 544	21 268
1 977	1 397	2 815	3 303	-1 421	-1 251	-52	685	3 283	1 971	2 156	622
1 928	1 368	2 852	3 419	-1 569	-1 290	-228	584	3 313	2 071	2 101	718
50	29	-37	-118	150	39	176	101	-30	-100	55	-96
109 955	117 013	130 373	144 509	141 458	141 507	137 873	140 408	143 047	145 727	147 051	142 562
69 490	76 329	86 739	98 782	93 553	92 929	87 850	90 882	92 740	93 075	93 618	90 417
60 893	66 511	76 428	86 995	81 535	80 441	75 313	78 648	81 042	80 981	81 616	78 827
8 564	9 798	10 251	11 720	11 994	12 488	12 537	12 234	11 698	12 094	12 002	11 590
40 529	40 695	43 608	45 637	47 889	48 578	50 023	49 526	50 307	52 652	53 433	52 145
27 529	26 346	28 138	28 022	30 265	30 531	31 446	30 624	29 980	30 602	30 611	29 876
12 975	14 341	15 461	17 623	17 623	18 047	18 577	18 902	20 327	22 050	22 822	22 269
-96	79	13	111	38	-333	13	165	35	441	-114	13
202 062	208 763	222 090	231 860	235 111	241 447	244 316	250 923	255 586	260 408	266 092	268 831
202 370	208 021	217 196	224 780	230 070	238 847	248 314	258 576	264 708	272 543	284 783	294 838

Tableau 2.4

Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel¹, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	Points de pourcentage
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation²	0,258	-1,071	0,848	1,002	1,868	0,970	1,806	
02 Biens durables	-0,283	-0,208	0,015	-0,005	0,179	0,050	0,600	
03 Biens semi-durables	-0,082	-0,651	-0,079	0,233	0,331	0,149	0,094	
04 Biens non durables	-0,173	-0,165	0,226	0,212	0,634	0,242	0,302	
05 Services	0,795	-0,048	0,686	0,562	0,724	0,529	0,810	
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	0,666	0,626	0,577	-0,055	-0,243	-0,455	-0,098	
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,113	0,148	-0,083	0,178	0,171	-0,085	-0,037	
08 Structures	0,088	-0,006	-0,074	0,017	0,145	-0,071	-0,089	
09 Machines et matériel	0,025	0,154	-0,009	0,160	0,026	-0,013	0,053	
10 Investissement des administrations publiques en stocks	0,018	-0,025		0,008	0,001	0,006	-0,007	
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	-0,368	-1,362	-0,923	-0,214	0,318	-1,204	0,967	
12 Bâtiments résidentiels	-0,207	-1,039		-0,257	0,630	-1,271	0,682	
13 Ouvrages non résidentiels	0,295	-0,396	-0,545	0,336	-0,549	-0,214	-0,111	
14 Machines et matériel	-0,456	0,073	-0,378	-0,294	0,238	0,281	0,396	
15 Investissement des entreprises en stocks	-1,074	-0,237	0,237	0,908	0,083	0,876	-0,754	
16 Non agricoles	-1,101	-0,256	0,322	0,859	-0,003	0,991	-0,841	
17 Agricoles	0,027	0,018	-0,085	0,048	0,086	-0,115	0,088	
18 Exportations de biens et services	1,027	-1,928	0,582	3,098	4,297	2,329	1,167	
19 Vers les autres pays	1,361	-0,425	1,422	3,132	4,775	1,585	1,614	
20 Biens	1,331	-0,619	1,211	2,911	4,301	1,459	1,164	
21 Services	0,030	0,194	0,211	0,221	0,474	0,126	0,450	
22 Vers les autres provinces	-0,333	-1,502	-0,840	-0,034	-0,478	0,743	-0,446	
23 Biens	-0,419	-1,330	-0,809	-0,233	-0,096	0,273	-0,055	
24 Services	0,086	-0,172	-0,031	0,199	-0,382	0,470	-0,391	
Moins :								
25 Importations de biens et services	0,062	-1,235	-0,069	3,210	1,319	1,334	2,702	
26 Des autres pays	1,541	0,740	0,454	2,348	0,382	1,244	2,162	
27 Biens	1,133	0,444	0,355	2,144	0,345	1,152	1,830	
28 Services	0,408	0,296	0,099	0,204	0,037	0,092	0,332	
29 Des autres provinces	-1,479	-1,976	-0,523	0,862	0,937	0,090	0,540	
30 Biens	-1,486	-1,523	-0,492	0,124	1,475	0,112	0,060	
31 Services	0,007	-0,453	-0,031	0,738	-0,538	-0,022	0,480	
32 Divergence statistique	-0,218	-0,084	-0,891	0,280	-0,759	0,584	0,643	
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	0,359	-2,698	0,414	1,994	4,419	1,687	0,986	
34 Demande intérieure finale	0,66*	-1,660	0,419	0,911	2,115	-0,774	2,638	

1. En relation avec le tableau 2.3 et non le tableau 2.3A.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Points de pourcentage											
2,494	1,420	2,114	1,967	1,229	1,951	1,822	1,647	1,682	1,716	2,605	2,031
0,910	0,488	0,704	0,428	0,449	0,788	0,388	0,290	0,260	0,356	0,555	0,699
0,092	0,203	0,089	0,191	0,191	0,201	0,193	0,201	0,168	0,246	0,216	0,283
0,270	0,205	0,361	0,379	0,091	0,326	0,288	0,147	0,080	0,174	0,615	0,203
1,223	0,525	0,960	0,968	0,499	0,638	0,954	1,010	1,174	0,940	1,219	0,846
-0,789	0,314	0,564	0,603	0,788	0,468	0,747	0,231	0,183	0,544	0,503	0,821
-0,048	0,140	0,083	-0,009	0,423	0,177	0,085	0,328	0,329	-0,141	0,427	0,815
-0,086	0,087	-0,142	-0,143	0,313	0,225	-0,031	0,159	0,148	-0,175	0,302	0,703
0,038	0,054	0,225	0,134	0,110	-0,048	0,115	0,169	0,181	0,035	0,126	0,113
0,002	-0,006	0,004	0,005	-	-0,010	0,008	0,001	0,001	-0,008	0,006	0,003
1,129	0,829	1,444	0,602	-0,195	0,980	1,222	1,806	-0,036	0,496	1,001	-0,243
-0,218	-0,156	0,124	0,133	0,667	1,070	0,510	0,881	-0,063	-0,047	0,371	-0,176
-0,014	0,287	-0,203	0,336	-0,014	0,074	0,213	0,290	-0,282	0,181	0,391	-0,001
1,361	0,698	1,523	0,133	-0,848	-0,164	0,499	0,635	0,309	0,363	0,238	-0,067
0,718	-0,354	0,683	0,263	-1,965	-0,074	0,470	0,334	0,993	-0,529	0,007	-0,460
0,751	-0,344	0,716	0,277	-2,052	-0,025	0,422	0,355	1,040	-0,509	-0,046	-0,397
-0,032	-0,010	-0,032	-0,014	0,087	-0,049	0,048	-0,021	-0,047	-0,020	0,052	-0,062
4,413	3,497	6,458	6,387	-1,245	0,195	-1,444	0,832	1,128	1,010	0,635	-1,767
2,919	3,438	5,092	5,486	-2,213	-0,201	-2,046	1,106	0,760	0,218	0,203	-1,103
2,519	2,841	4,878	4,832	-2,323	-0,401	-2,064	1,230	0,975	0,073	0,237	-0,953
0,400	0,597	0,213	0,654	0,111	0,200	0,018	-0,124	-0,214	0,144	-0,034	-0,150
1,495	0,059	1,366	0,901	0,968	0,396	0,602	-0,274	0,367	0,792	0,432	-0,664
0,996	-0,604	0,834	-0,066	0,966	0,210	0,384	-0,407	-0,192	0,133	0,140	-0,458
0,498	0,663	0,532	0,967	0,002	0,186	0,218	0,133	0,559	0,659	0,292	-0,207
4,606	2,745	5,120	5,523	-2,484	1,149	1,820	2,536	2,425	1,568	2,199	0,269
4,547	2,411	3,882	3,414	-2,721	0,332	1,116	2,161	2,476	1,258	2,020	0,579
4,199	2,625	3,816	3,311	-2,633	0,068	0,840	2,015	2,269	1,072	1,861	0,604
0,349	-0,215	0,067	0,103	-0,087	0,264	0,276	0,146	0,207	0,186	0,159	-0,025
0,059	0,334	1,238	2,110	0,237	0,817	0,704	0,374	-0,051	0,310	0,179	-0,309
-0,341	-0,257	0,402	0,855	0,414	1,033	0,379	-0,228	-0,375	-0,141	-0,273	-0,233
0,400	0,591	0,836	1,255	-0,177	-0,216	0,325	0,602	0,324	0,451	0,452	-0,077
-0,104	0,084	-0,031	0,045	-0,032	-0,157	0,143	0,060	-0,050	0,160	-0,221	0,054
3,210	3,179	6,200	4,338	1,486	2,381	1,232	2,703	1,805	1,680	2,763	0,986
2,786	2,704	4,205	3,162	2,245	3,576	3,875	4,012	2,157	2,616	4,536	3,425

Tableau 2.5

Indices implicites de prix, produit intérieur brut¹, Québec, 1990-2008

Indice	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2002=100							
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation²	82,2	86,6	87,7	88,9	88,7	89,2	90,7
02 Biens durables	93,8	93,5	94,1	95,4	97,8	99,3	100,5
03 Biens semi-durables	83,9	94,3	95,0	95,4	94,8	94,2	94,1
04 Biens non durables	81,2	85,7	85,9	86,5	82,8	83,1	85,0
05 Services	79,2	83,5	85,3	87,2	88,3	88,9	90,5
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	79,2	81,9	84,3	85,6	86,9	88,0	87,2
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	99,2	93,5	94,9	95,2	96,7	98,5	99,3
08 Structures	82,8	80,1	81,4	81,2	82,8	86,0	88,7
09 Machines et matériel	145,3	128,3	129,1	131,2	132,4	129,3	123,5
10 Formation brute de capital fixe des entreprises	89,3	87,5	88,8	90,4	92,9	93,7	93,9
11 Bâtiments résidentiels	76,8	80,3	81,6	83,5	85,7	86,5	87,0
12 Ouvrages non résidentiels	84,1	81,8	80,8	81,2	83,4	84,9	86,9
13 Machines et matériel	101,2	94,0	97,1	99,2	102,3	102,6	101,4
14 Exportations de biens et services	81,4	80,5	81,2	83,6	88,2	94,7	94,0
15 Vers les autres pays	81,9	79,4	80,8	83,8	89,7	97,5	95,4
16 Biens	82,5	79,4	81,0	84,2	90,6	99,1	96,5
17 Services	78,2	80,1	80,0	81,8	84,3	86,5	88,5
18 Vers les autres provinces	80,4	81,0	81,0	82,5	85,3	89,7	91,3
19 Biens	80,5	80,3	80,7	82,5	86,0	91,3	92,4
20 Services	80,6	82,4	81,6	82,6	84,0	86,5	89,0
Moins :							
21 Importations de biens et services	81,1	79,4	80,9	84,6	89,0	92,7	92,3
22 Des autres pays	80,3	77,9	80,4	85,0	90,2	93,6	92,7
23 Biens	83,7	80,7	83,3	87,6	92,7	96,3	94,8
24 Services	61,3	60,9	63,0	69,3	74,6	76,6	78,7
25 Des autres provinces	82,2	81,6	81,6	83,8	87,0	91,3	91,6
26 Biens	83,5	80,4	80,2	83,0	87,5	92,9	92,3
27 Services	81,3	83,2	83,2	84,8	86,0	88,7	90,5
28 Produit intérieur brut aux prix du marché	83,2	86,5	87,9	88,3	88,9	90,9	91,7
29 Demande intérieure finale	83,0	85,8	87,3	88,6	89,1	89,9	90,6

1. En relation avec les tableaux 2.2 et 2.3.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
2002=100												
92,1	93,3	94,8	96,7	98,2	100,0	101,5	103,3	105,1	106,4	107,6	109,2	01
101,0	101,3	101,5	100,4	99,6	100,0	99,4	97,9	97,4	96,3	94,6	90,5	02
95,4	96,4	97,9	98,3	98,9	100,0	99,3	98,6	99,1	98,6	97,6	95,1	03
87,2	88,1	90,6	94,7	97,7	100,0	103,2	107,0	111,0	113,4	115,8	121,2	04
91,8	93,3	94,6	96,5	97,8	100,0	101,7	103,8	105,5	107,3	109,3	111,7	05
88,2	88,4	90,5	95,2	96,7	100,0	104,5	104,3	108,0	109,6	115,2	115,3	06
98,5	98,7	97,9	100,2	99,2	100,0	99,2	100,3	102,4	105,0	107,5	114,6	07
91,0	92,3	94,0	98,4	98,3	100,0	102,4	106,9	112,7	119,7	125,1	136,3	08
113,8	111,2	104,7	103,3	100,9	100,0	93,3	88,5	85,0	81,4	80,1	81,1	09
94,8	95,9	95,4	96,2	97,8	100,0	99,5	101,2	101,9	103,1	104,1	107,3	10
88,0	88,7	91,1	93,1	95,6	100,0	105,3	111,4	115,5	120,6	124,8	129,7	11
89,3	91,6	93,4	97,0	97,9	100,0	101,2	106,1	109,9	113,2	116,2	121,7	12
101,4	102,2	99,0	98,1	99,5	100,0	93,5	89,7	86,1	83,2	80,7	81,3	13
94,1	95,5	95,5	98,5	99,9	100,0	97,9	99,8	100,9	103,0	103,5	108,8	14
94,9	96,8	96,1	98,9	100,8	100,0	96,5	98,1	98,2	100,0	99,8	104,7	15
95,6	97,5	96,4	99,2	101,2	100,0	96,1	97,6	97,4	99,4	99,0	103,9	16
90,6	92,0	94,3	96,7	97,8	100,0	99,6	100,8	102,8	103,5	104,8	109,7	17
92,6	93,2	94,3	97,8	98,2	100,0	100,2	103,0	106,0	108,5	110,2	116,3	18
93,1	93,0	93,9	98,3	98,5	100,0	99,9	103,0	106,5	109,5	111,1	118,3	19
91,6	93,5	95,0	96,9	97,7	100,0	100,8	103,0	105,2	106,9	108,9	113,4	20
92,5	94,0	94,5	97,7	99,1	100,0	96,6	97,0	98,1	99,2	98,9	105,9	21
92,2	94,5	94,5	97,2	99,1	100,0	93,8	92,4	92,2	92,9	91,4	98,7	22
93,8	95,6	95,2	97,9	99,4	100,0	93,6	92,3	92,2	93,1	91,4	99,2	23
81,0	87,2	89,4	91,9	97,1	100,0	95,3	93,2	92,0	91,6	91,3	94,5	24
93,1	93,0	94,5	98,5	99,2	100,0	101,4	105,1	108,4	110,5	112,6	118,8	25
93,0	91,8	93,5	99,1	100,0	100,0	101,9	106,8	111,3	113,7	116,0	124,5	26
93,0	94,3	95,6	97,7	98,1	100,0	100,8	102,7	104,8	106,4	108,2	112,2	27
92,7	93,6	94,7	96,8	98,2	100,0	102,6	104,7	106,5	108,6	111,4	112,1	28
91,8	92,7	94,0	96,4	97,8	100,0	101,8	103,1	105,1	106,5	108,7	110,4	29

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel, Québec, 1990-2008

Provenance du revenu	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Rémunération des salariés¹	85 457	87 440	89 437	90 643	92 749	95 249	96 909
02 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	584	600	548	658	644	644	656
03 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 006	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475
04 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	22 652	22 090	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060
Transferts courants en provenance :							
05 Des administrations publiques	18 746	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206
06 Des sociétés	84	85	91	116	139	155	190
07 Des non-résidents	311	351	383	424	468	490	503
08 Revenu personnel	135 840	140 310	143 451	146 956	149 299	153 987	156 999

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
M\$											
100 222	104 736	110 525	120 362	124 881	130 248	137 361	142 745	147 931	153 282	161 192	166 029
595	592	658	361	514	327	387	635	393	322	436	350
11 164	11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 477	17 100	17 558
23 215	23 631	23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 645	29 855	30 618
25 421	26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 739	39 982	42 823
283	244	274	352	666	309	282	434	487	565	528	486
506	541	544	566	582	595	612	593	601	599	607	585
161 406	167 432	174 669	187 089	194 499	199 482	208 203	217 925	226 140	236 629	249 700	258 449
											08

Tableau 2.7

Utilisation du revenu personnel, Québec, 1990-2008

Utilisation du revenu	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	89 354	92 416	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859
02 Biens	46 735	47 575	48 017	49 112	50 035	51 007	53 578
03 Durables	12 064	11 696	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054
04 Semi-durables	8 996	9 028	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208
05 Non durables	25 675	26 851	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316
06 Services	42 619	44 841	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281
07 Transferts courants	33 365	34 125	35 428	35 585	36 714	38 897	39 504
08 Aux administrations publiques	30 715	31 741	33 197	33 614	34 693	36 345	37 140
09 Impôts directs des particuliers	22 972	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324
10 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	6 831	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459
11 Autres	912	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357
12 Aux sociétés	2 457	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074
13 Aux non-résidents du Canada	193	211	228	246	258	271	290
14 Épargne personnelle	13 121	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636
15 Revenu personnel	135 840	140 310	143 451	146 956	149 299	153 987	156 999

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
M\$											
114 163	118 266	124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 572	180 014	188 857
56 867	59 048	62 423	65 883	68 616	72 753	75 902	78 539	81 386	84 140	88 471	92 707
15 780	16 757	18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 166	25 290	26 235
10 522	11 013	11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 836	15 298	15 748
30 565	31 278	32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 138	47 883	50 724
57 296	59 218	61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 432	91 543	96 150
41 292	43 943	45 807	50 586	51 729	50 284	52 184	55 153	58 237	61 039	65 259	65 151
39 416	41 946	43 593	47 930	48 994	47 611	49 380	52 134	54 781	57 170	60 919	60 706
27 732	29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 475	42 159	41 324
10 174	10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 877	15 769	16 161
1 510	1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 818	2 991	3 221
1 557	1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 819	3 048	3 189
319	350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 256
5 951	5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	5 018	4 427	4 441
161 406	167 432	174 669	187 089	194 499	199 482	208 203	217 925	226 140	236 629	249 700	258 449
											15

Tableau 2.8

Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1990-2008

Composante	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Produit intérieur brut aux prix du marché	153 330	155 156	158 362	162 229	170 478	177 331	180 526
Moins :							
02 Impôts moins subventions, sur les produits	12 117	12 160	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512
Égale :							
03 Produit intérieur brut aux prix de base	141 213	142 996	146 132	150 329	158 840	164 832	168 014
Moins :							
04 Provisions pour consommation de capital	16 784	17 493	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386
05 Divergence statistique	– 317	– 196	1 203	767	2 011	1 041	– 101
Égale :							
06 Produit intérieur net aux prix de base	124 746	125 699	126 705	130 613	137 021	142 905	145 729
Plus :							
07 Transferts courants des administrations publiques aux particuliers	18 746	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206
08 Transferts courants des non-résidents aux particuliers	311	351	383	424	468	490	503
09 Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	1 156	1 153	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647
10 Transferts des sociétés aux particuliers	84	85	91	116	139	155	190
11 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	22 652	22 090	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060
Moins :							
12 Bénéfices des sociétés avant impôt	9 253	6 809	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212
13 Intérêts et revenus divers de placement	13 232	13 197	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810
14 Ajustement de la valeur des stocks	32	353	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277
15 Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	9 338	10 054	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591
Égale :							
16 Revenu personnel	135 840	140 310	143 451	146 956	149 299	153 987	156 999
Moins :							
17 Impôts directs des particuliers	22 972	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324
18 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	6 831	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459
19 Autres transferts courants aux administrations publiques	912	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357
Égale :							
20 Revenu personnel disponible	105 125	108 569	110 254	113 342	114 606	117 642	119 859
Moins :							
21 Dépenses personnelles en biens et services de consommation ¹	89 354	92 416	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859
22 Transferts courants aux sociétés (intérêts sur la dette de consommation)	2 457	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074
23 Transferts courants aux non-résidents	193	211	228	246	258	271	290
Égale :							
24 Épargne personnelle	13 121	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636
25 Épargne personnelle en pourcentage du revenu disponible	12,5	12,7	11,9	11,9	10,4	10,3	8,0

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
M\$												
188 424	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 220	297 384	302 225	01
13 454	14 005	15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 789	18 616	17 968	02
174 970	182 253	195 765	209 301	215 712	223 850	232 980	243 989	252 709	263 431	278 768	284 257	03
23 119	24 635	25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 206	36 416	37 823	04
92	- 72	- 11	- 108	- 37	333	- 13	- 167	- 37	- 479	146	- 15	05
151 759	157 690	170 046	181 988	186 360	192 538	200 997	211 349	218 727	228 704	242 206	246 449	06
25 421	26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 739	39 982	42 823	07
506	541	544	566	582	595	612	593	601	599	607	585	08
1 805	2 336	2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 479	3 592	09
283	244	274	352	666	309	282	434	487	565	528	486	10
23 215	23 631	23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 645	29 855	30 618	11
16 446	17 423	23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 516	28 265	26 744	12
12 610	12 583	12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 984	20 510	22 450	13
- 193	- 98	- 465	- 689	44	- 852	783	- 360	- 192	- 609	350	- 1 207	14
12 720	13 300	13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 066	17 832	18 117	15
161 406	167 432	174 669	187 089	194 499	199 482	208 203	217 925	226 140	236 629	249 700	258 449	16
27 732	29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 475	42 159	41 324	17
10 174	10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 877	15 769	16 161	18
1 510	1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 818	2 991	3 221	19
121 990	125 486	131 076	139 159	145 505	151 871	158 823	165 791	171 359	179 459	188 781	197 743	20
114 163	118 266	124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 572	180 014	188 857	21
1 557	1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 819	3 048	3 189	22
319	350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 256	23
5 951	5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	5 018	4 427	4 441	24
4,9	4,2	3,4	3,8	4,7	4,0	3,9	3,8	2,4	2,8	2,3	2,2	25

Tableau 2.9

Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1990-2008

Composante	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Revenu net agricole	717	674	538	674	786	639	803
Moins :							
02 Sommes comprises dans les autres composantes du PIB	87	105	90	107	162	82	112
Plus :							
03 Autres ajustements	- 46	32	100	91	20	87	- 36
Égale :							
04 Revenu comptable net des exploitants agricoles¹	584	600	548	658	644	644	656

1. Le revenu comptable net des exploitants agricoles est estimé sur une base d'exercice.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'agriculture

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
659	635	753	665	883	484	676	913	667	487	751	697	01
117	72	103	250	334	163	182	326	235	205	374	302	02
52	29	8	- 54	- 35	6	- 107	48	- 39	40	59	- 45	03
595	592	658	361	514	327	387	635	393	322	436	350	04

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1990-2008

Composante	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Investissements privés et publics¹ (SCIAN)	..	27 896	26 867	26 705	28 760	27 096	28 302
Moins :							
02 Ajustements à la définition d'investissements des comptes économiques²	500	453	298	299	314	311	334
Plus :							
03 Frais de mutation relatifs à la vente et à l'achat d'immobilisations existantes³	1 157	1 224	1 221	1 274	1 388	1 233	1 544
Plus :							
04 Autres ajustements	..	366	93	569	- 38	- 148	102
Égale :							
05 Formation brute de capital fixe d'après les comptes des revenus et dépenses	31 723	29 033	27 883	28 249	29 796	27 870	29 614

1. Données produites par la Division de l'investissement et du stock de capital à Statistique Canada.

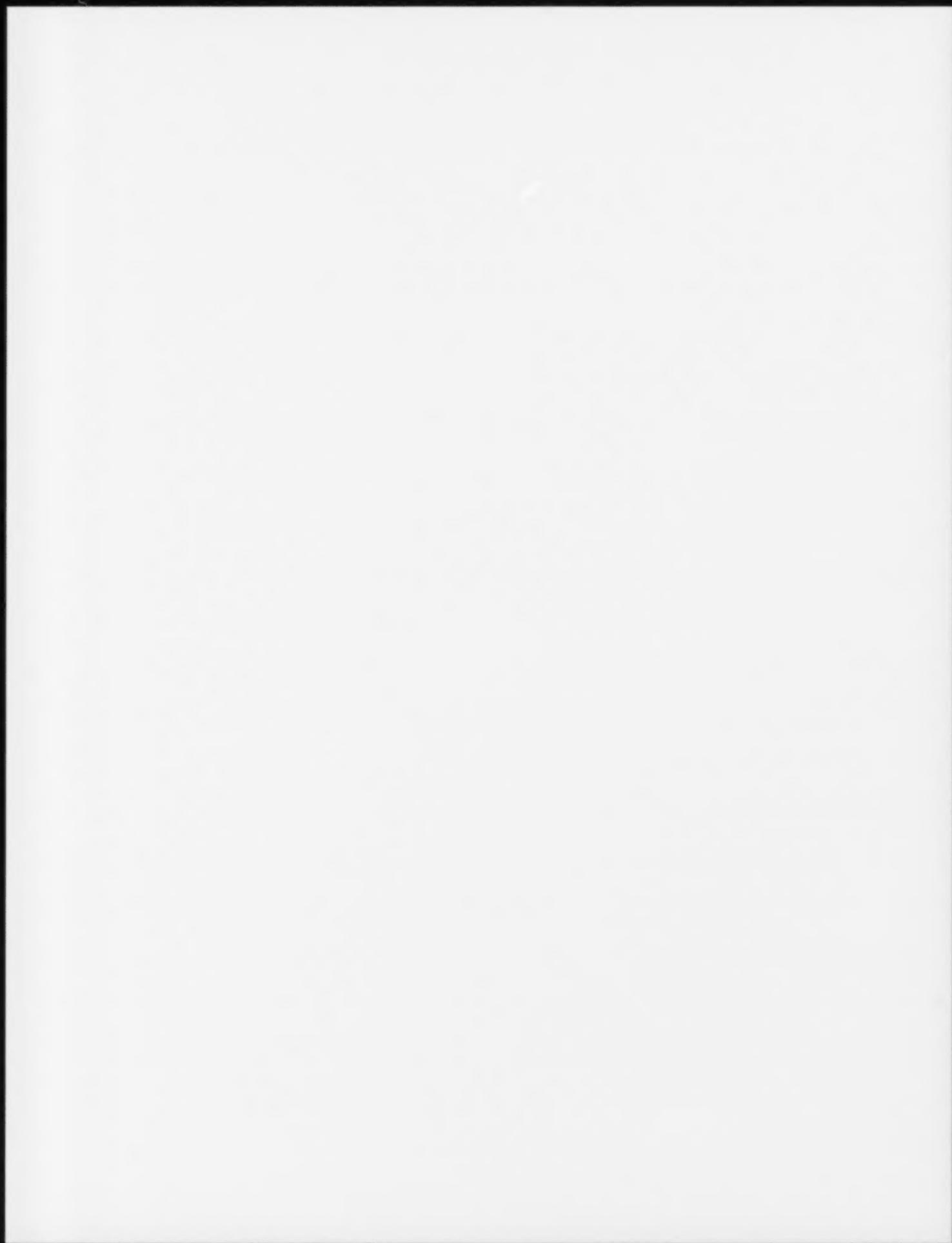
2. Plusieurs éléments sont retranchés dont les rebuts, les récupérations, les véhicules moteurs usagés, les avions, les bateaux et autres actifs usagés.

3. Il s'agit des commissions payées lors de l'achat et de la vente d'immobilisations existantes.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
30 677	33 130	35 346	36 487	37 559	40 743	43 485	49 767	49 470	51 809	57 055	62 132
299	275	391	482	611	702	550	606	606	642	706	590
1 318	925	992	1 228	1 372	1 706	1 922	2 188	2 474	2 623	2 975	2 700
90	170	804	1 174	1 103	1 207	1 053	727	2 022	1 300	522	- 449
31 786	33 950	36 751	38 407	39 423	42 954	45 910	52 076	53 359	55 090	59 846	63 793
											05



Chapitre 3

Les tableaux sectoriels

Tableau 3.1
**Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure,
Québec, 1990-2008**

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Rémunération des salariés¹	84 301	86 287	88 186	89 153	91 245	93 580	95 262
02 Entreprises	58 832	59 118	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063
03 Administration fédérale	3 624	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760
04 Administrations provinciale et locales	20 302	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603
05 Particuliers	1 543	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836
06 Bénéfices des sociétés avant impôt	9 253	6 809	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212
07 Intérêts et revenus divers de placement	13 232	13 197	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810
08 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	584	600	548	658	644	644	656
09 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 006	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475
10 Ajustements de la valeur des stocks	32	353	- 762	- 447	- 1 369	- 708	- 277
11 Impôts indirects	24 176	25 655	26 770	26 371	26 644	27 918	28 216
12 Administration fédérale	6 745	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088
13 Administrations provinciale et locales	17 431	18 836	20 009	19 732	20 108	21 235	21 128
Moins :							
14 Subventions	2 721	3 441	3 618	3 134	3 272	3 072	3 113
15 Subventions fédérales	763	1 187	526	572	531	547	582
16 Subventions provinciales et locales	1 958	2 254	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531
17 Provisions pour consommation de capital	16 784	17 493	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386
18 Particuliers et entreprises individuelles	3 986	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061
19 Administration fédérale	459	450	458	487	547	584	595
20 Administrations provinciale et locales	2 798	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483
21 Sociétés et entreprises publiques	9 541	10 010	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247
22 Divergence statistique	- 317	- 196	1 203	767	2 011	1 041	- 101
23 Produit intérieur brut aux prix du marché	153 330	155 156	158 362	162 229	170 478	177 331	180 526

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
98 417	102 400	108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	157 713	162 437
70 545	75 066	79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 173	114 387	118 977
3 661	3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 875	6 142	6 485
22 317	21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 409	33 380	33 022
1 895	1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 804	3 953
16 446	17 423	23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 516	28 265	26 744
12 610	12 583	12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 984	20 510	22 450
595	592	658	361	514	327	387	635	393	322	436	350
11 164	11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 477	17 100	17 558
- 193	- 98	- 465	- 689	44	- 852	783	- 360	- 192	- 609	350	- 1 207
29 495	31 418	32 924	34 505	35 192	37 223	38 930	40 690	41 835	42 250	43 433	43 331
7 598	7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 870	9 876	9 122
21 897	23 705	25 019	26 160	26 492	27 872	29 126	30 706	31 629	32 380	33 557	34 209
3 321	4 113	4 173	4 425	5 029	4 992	5 964	5 998	6 062	6 395	6 985	7 246
802	741	732	549	537	468	764	727	661	691	724	886
2 519	3 372	3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 704	6 261	6 360
23 119	24 635	25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 206	36 416	37 823
5 104	5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 783	8 150	8 523
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801
3 617	3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 388	5 744	6 162
13 765	14 805	15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 294	21 754	22 337
92	- 72	- 11	- 108	- 37	333	- 13	- 167	- 37	- 479	146	- 15
188 424	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 220	297 384	302 225
											23

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure,
Québec, 1990-2008

Recettes		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Ventes des entreprises	124 287	124 547	128 059	130 894	139 911	145 586	148 148
02	Aux particuliers	85 082	88 053	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340
	À l'administration fédérale							
03	Dépenses courantes nettes	2 411	2 373	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358
04	Investissement en capital fixe	568	500	647	852	834	675	691
05	Investissement en stocks	25	- 14	- 15	- 2	-	11	- 1
	Aux administrations provinciale et locales							
06	Dépenses courantes nettes	8 023	8 753	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181
07	Investissement en capital fixe	3 918	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268
08	Ajustement dû à la répartition provinciale des investissements	-	-	22	-	-	-	-
	Aux sociétés et aux entreprises publiques							
09	Investissement en capital fixe	19 645	18 159	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907
10	Investissement en stocks non agricoles	- 1 094	- 1 425	- 462	422	364	1 899	803
	Aux entreprises individuelles							
11	Investissement en capital fixe	7 592	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748
12	Investissement en stocks agricoles	- 32	4	- 95	43	89	- 40	36
13	Aux non-résidents (nettes)	- 1 851	- 2 230	- 1 825	- 3 252	1 411	5 785	2 817
14	Aux non-résidents (brutes)	67 515	63 748	65 224	72 120	83 288	93 591	94 954
15	Moins : achats auprès des non-résidents	69 366	65 978	67 049	75 372	81 877	87 806	92 137
16	Ventes de services directs de main-d'œuvre entre particuliers	1 543	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836
17	Ventes entre administrations publiques	27 183	28 802	29 826	30 335	30 737	30 979	30 441
	Services directs de main-d'œuvre							
18	Administration fédérale	3 624	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760
19	Administrations provinciale et locales	20 302	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603
	Consommation de capital propre							
20	Administration fédérale	459	450	458	487	547	584	595
21	Administrations provinciale et locales	2 798	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483
22	Divergence statistique	317	196	- 1 206	- 766	- 2 011	- 1 039	101
23	Produit intérieur brut aux prix du marché	153 330	155 156	158 362	162 229	170 478	177 331	180 526

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
156 389	164 466	177 630	189 087	194 239	202 357	208 384	220 055	227 480	235 832	247 692	251 788
109 409	113 390	119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 103	170 662	178 927
2 026	2 603	3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 752	3 891	4 574
612	560	690	678	762	538	519	627	749	692	731	798
2	-10	-2	8	7	-16	4	6	10	-13	4	12
8 772	9 390	9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 280	17 185	18 553
4 222	4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	7 947	9 355	12 458
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-08
19 694	21 747	24 089	25 219	23 633	24 327	25 845	29 240	29 161	30 420	32 404	32 950
1 792	1 334	2 907	3 222	-1 414	-1 290	-64	675	2 541	1 795	1 794	1 290
7 258	7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 031	17 356	17 587
46	-47	-84	-77	121	39	58	55	-15	-35	38	-82
2 556	3 856	6 083	8 294	11 385	8 169	1 844	78	-3 018	-3 140	-5 728	-15 279
103 130	111 308	124 048	141 703	140 899	141 507	134 973	139 802	144 380	150 101	152 688	155 088
100 574	107 452	117 965	133 409	129 514	133 338	133 129	139 724	147 398	153 241	158 416	170 367
1 895	1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 804	3 953
30 228	29 744	31 014	33 427	34 829	36 689	39 364	39 385	41 142	42 413	46 034	46 470
3 661	3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 875	6 142	6 485
22 317	21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 409	33 380	33 022
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801
3 617	3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 388	5 744	6 162
-87	71	11	108	37	-333	13	166	36	481	-146	14
188 424	196 258	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 220	297 384	302 225
											23

Tableau 3.3

Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1990-2008

Source de financement	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Particuliers et entreprises individuelles	18 832	19 505	19 445	20 521	18 912	18 404	16 298
02 Épargne personnelle	13 121	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636
03 Provisions pour consommation de capital	3 986	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061
04 Transferts nets de capitaux	1 725	1 497	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602
05 Administration fédérale	– 10 566	– 11 555	– 11 362	– 12 978	– 11 873	– 12 280	– 8 152
06 Épargne	– 10 654	– 11 665	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002
07 Dont : Régime de pensions du Canada	– 9	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21
08 Provisions pour consommation de capital	459	450	458	487	547	584	595
09 Transferts nets de capitaux	– 371	– 340	– 114	9	– 56	148	255
10 Administrations provinciale et locales	496	– 2 096	– 3 477	– 4 208	– 4 170	– 1 157	– 1 902
11 Épargne	– 2 135	– 4 718	– 6 284	– 7 116	– 7 212	– 4 379	– 5 216
12 Dont : Régime de rentes du Québec	313	14	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911
13 Provisions pour consommation de capital	2 798	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483
14 Transferts nets de capitaux	– 167	– 172	– 127	– 131	– 155	– 153	– 169
15 Sociétés et entreprises publiques	22 494	22 136	20 274	23 844	23 358	22 693	24 410
16 Épargne ¹	12 405	11 464	9 369	12 613	11 534	10 271	10 863
17 Dont : ajustements de la valeur des stocks	32	353	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277
18 Provisions pour consommation de capital	9 541	10 010	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247
19 Transferts nets de capitaux	548	662	431	349	417	291	299
20 Divergence statistique	– 317	– 196	1 203	767	2 011	1 041	– 101
21 Épargne utilisée au Québec	30 939	27 794	26 083	27 946	28 238	28 701	30 553

1. L'épargne comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
12 069	11 123	10 370	11 483	13 514	13 140	13 612	14 166	12 847	13 557	13 364	13 864
5 951	5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	5 018	4 427	4 441
5 104	5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 783	8 150	8 523
1 014	457	400	338	473	477	543	775	1 216	756	787	900
- 3 073	- 3 739	- 3 094	- 510	- 2 620	- 2 086	- 2 325	- 270	- 3 412	- 4 404	- 4 174	- 10 337
- 4 482	- 5 108	- 4 280	- 1 898	- 3 904	- 3 211	- 3 372	- 993	- 4 045	- 5 078	- 4 842	- 11 248
- 17	- 13	- 9	- 8	- 5	1	2	- 26	- 26	- 27	- 26	- 31
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801
776	713	521	712	574	366	325	-	- 104	- 67	- 100	110
- 728	1 411	3 748	4 991	2 161	358	- 118	845	4 697	7 031	5 137	6 258
- 4 179	- 2 031	320	1 326	- 1 731	- 3 769	- 4 307	- 3 484	5	2 022	- 103	728
- 942	- 781	- 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
3 617	3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 388	5 744	6 162
- 166	- 289	- 440	- 409	- 309	- 311	- 341	- 429	- 363	- 379	- 504	- 632
25 179	26 575	28 570	25 812	25 156	29 609	34 765	38 404	41 836	41 613	47 063	55 257
11 179	11 411	12 115	8 297	6 221	9 706	14 353	17 465	20 406	19 593	24 444	32 167
- 193	- 98	- 465	- 689	44	- 852	783	- 360	- 192	- 609	350	- 1 207
13 765	14 805	15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 294	21 754	22 337
235	359	772	673	680	679	509	746	693	726	865	753
92	- 72	- 11	- 108	- 37	333	- 13	- 167	- 37	- 479	146	- 15
33 539	35 298	39 583	41 668	38 174	41 354	45 921	52 978	55 931	57 318	61 536	65 027
											21

Tableau 3.4

**Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute,
Québec, 1990-2008**

Utilisation de l'épargne	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
Investissements en capital fixe							
01 Particuliers et entreprises individuelles	7 592	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748
02 Administration fédérale	568	500	647	852	834	675	691
03 Administrations provinciale et locales	3 918	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268
04 Sociétés et entreprises publiques	19 645	18 159	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907
Investissements en stocks							
05 Particuliers et entreprises individuelles	- 32	4	- 95	43	89	- 40	36
06 Administration fédérale	25	- 14	- 15	- 2	-	11	- 1
07 Sociétés et entreprises publiques	- 1 094	- 1 425	- 462	422	364	1 899	803
Actifs existants							
08 Particuliers et entreprises individuelles	1 379	1 089	1 100	1 058	1 104	824	772
09 Administration fédérale	- 3	1	4	4	3	5	- 190
10 Administrations provinciale et locales	145	211	162	38	- 83	46	64
11 Sociétés et entreprises publiques	- 1 521	- 1 301	- 1 266	- 1 100	- 1 024	- 875	- 646
Prêt net							
12 Particuliers et entreprises individuelles	9 894	11 993	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743
13 Administration fédérale	- 11 156	- 12 042	- 11 998	- 13 832	- 12 710	- 12 971	- 8 652
14 Dont : Régime de pensions du Canada	- 9	- 11	- 16	- 16	- 18	- 18	- 21
15 Administrations provinciale et locales	- 3 567	- 6 262	- 7 358	- 8 078	- 8 294	- 5 516	- 6 234
16 Dont : Régime de rentes du Québec	313	14	- 367	- 587	- 617	- 645	- 911
17 Sociétés et entreprises publiques	4 829	6 311	7 316	9 000	11 034	7 204	7 143
18 Divergence statistique	317	196	- 1 206	- 766	- 2 011	- 1 039	101
19 Total	30 939	27 794	26 083	27 946	28 238	28 701	30 553

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
7 258	7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 031	17 356	17 587
612	560	690	678	762	538	519	627	749	692	731	798
4 222	4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	7 947	9 355	12 458
19 694	21 747	24 089	25 219	23 633	24 327	25 845	29 240	29 161	30 420	32 404	32 950
46	-47	-84	-77	121	39	58	55	-15	-35	38	-82
2	-10	-2	8	7	-16	4	6	10	-13	4	12
1 792	1 334	2 907	3 222	-1 414	-1 290	-64	675	2 541	1 795	1 794	1 290
1 157	1 176	1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 820	3 764	3 963
-3	-3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
55	43	44	37	35	-	-	-	-	-	-	-
-1 209	-1 216	-1 278	-1 125	-1 310	-1 727	-2 224	-1 912	-2 235	-2 820	-3 764	-3 963
3 609	2 903	1 790	2 620	2 565	-549	-1 878	-2 873	-4 763	-5 259	-7 794	-7 605
-3 684	-4 286	-3 782	-1 196	-3 389	-2 608	-2 848	-903	-4 171	-5 083	-4 909	-11 147
-17	-13	-9	-8	-5	1	2	-26	-26	-27	-26	-31
-5 005	-3 184	-838	296	-3 349	-5 808	-6 456	-6 292	-3 362	-916	-4 218	-6 200
-942	-781	-305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
5 080	4 567	2 830	-1 720	4 173	8 965	11 182	10 068	12 296	11 258	16 921	24 952
-87	71	11	108	37	-333	13	166	36	481	-146	14
33 539	35 298	39 583	41 668	38 174	41 354	45 921	52 978	55 931	57 318	61 536	65 027
											19

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus,
Québec, 1990-2008

Revenus	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Rémunération des salariés¹	85 457	87 440	89 437	90 643	92 749	95 249	96 909
02 Ajustement de la base intérieure à la base nationale	1 156	1 153	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647
03 Entreprises	58 832	59 118	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063
04 Administration fédérale	3 624	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760
05 Administrations provinciale et locales	20 302	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603
06 Particuliers	1 543	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836
07 Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	584	600	548	658	644	644	656
08 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 006	8 399	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475
09 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	22 652	22 090	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060
10 Transferts courants	19 141	21 781	23 657	25 691	25 566	25 610	25 899
11 Des sociétés	84	85	91	116	139	155	190
12 De l'administration fédérale	10 578	12 188	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749
13 Dont : Régime de pensions du Canada	42	46	48	50	52	54	54
14 Des administrations provinciale et locales	8 168	9 157	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457
15 Dont : Régime de rentes du Québec	3 170	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028
16 Des non-résidents du Canada	311	351	383	424	468	490	503
17 Total	135 840	140 310	143 451	146 956	149 299	153 987	156 999

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
100 222	104 736	110 525	120 362	124 881	130 248	137 361	142 745	147 931	153 282	161 192	166 029
1 805	2 336	2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 479	3 592
70 545	75 066	79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 173	114 387	118 977
3 661	3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 875	6 142	6 485
22 317	21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 409	33 380	33 022
1 895	1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 804	3 953
595	592	658	361	514	327	387	635	393	322	436	350
11 164	11 490	12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 477	17 100	17 558
23 215	23 631	23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 645	29 855	30 618
26 210	26 983	27 554	28 366	30 591	31 174	32 222	34 204	35 974	38 903	41 117	43 894
283	244	274	352	666	309	282	434	487	565	528	486
12 654	12 853	13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 259	18 090	19 966
54	54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110
12 767	13 345	13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 480	21 892	22 857
5 285	5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144
506	541	544	566	582	595	612	593	601	599	607	585
161 406	167 432	174 669	187 089	194 499	199 482	208 203	217 925	226 140	236 629	249 700	258 449
											17

Tableau 3.6
**Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses,
Québec, 1990-2008**

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation	89 354	92 416	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859
02 Auprès des entreprises	85 082	88 053	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340
03 Auprès des particuliers	1 543	1 611	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836
04 Auprès des non-résidents du Québec	2 729	2 752	2 849	2 919	2 646	2 634	2 683
05 Transferts courants	33 365	34 125	35 428	35 585	36 714	38 897	39 504
06 À l'administration fédérale	14 066	14 790	15 652	15 365	15 785	16 478	16 993
07 Impôts sur le revenu	10 969	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538
08 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	—	—	—	—	—	—	—
09 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 090	3 569	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443
10 Dont : Régime de pensions du Canada	17	18	15	17	18	20	18
11 Autres	7	8	12	10	5	5	12
12 Aux administrations provinciale et locales	16 649	16 951	17 545	18 249	18 908	19 867	20 147
13 Impôts sur le revenu	12 004	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786
14 Droits successoraux	— 1	—	—	— 2	—	—	—
15 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 741	3 688	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016
16 Dont : Régime de rentes du Québec	2 335	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341
17 Autres	905	1 063	1 194	1 430	1 348	1 590	1 345
18 Aux sociétés	2 457	2 173	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074
19 Aux non-résidents du Canada	193	211	228	246	258	271	290
20 Épargne	13 121	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636
21 Total	135 840	140 310	143 451	146 956	149 299	153 987	156 999

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
114 163	118 266	124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 572	180 014	188 857
109 409	113 390	119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 103	170 662	178 927
1 895	1 977	2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 804	3 953
2 859	2 899	3 117	3 642	3 894	3 969	3 856	4 302	4 656	4 978	5 548	5 978
41 292	43 943	45 807	50 586	51 729	50 284	52 184	55 153	58 237	61 039	65 259	65 151
18 067	18 822	18 896	20 814	20 814	19 969	20 196	21 048	21 752	20 703	22 793	22 552
13 286	14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 316	19 501	19 318
..
4 770	4 486	4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 376	3 281	3 212
23	27	32	35	41	49	52	55	58	61	65	64
11	5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22
21 349	23 124	24 697	27 116	28 180	27 642	29 184	31 086	33 029	36 467	38 126	38 154
14 446	15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 658	22 006
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 404	5 890	6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 488	12 949
3 655	4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 943	9 263
1 499	1 728	1 822	1 926	2 377	2 380	2 537	2 714	2 762	2 807	2 980	3 199
1 557	1 647	1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 819	3 048	3 189
319	350	415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 256
5 951	5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	5 018	4 427	4 441
161 406	167 432	174 669	187 089	194 499	199 482	208 203	217 925	226 140	236 629	249 700	258 449
											21

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles
– ressources, Québec, 1990-2008

Source de financement	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Épargne personnelle	13 121	13 769	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636
02 Provisions pour consommation de capital	3 986	4 239	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061
03 Transferts nets de capitaux	1 725	1 497	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602
04 Administration fédérale	– 42	– 171	– 190	– 243	– 225	– 324	– 443
05 Administration provinciale	30	20	–	16	19	38	58
06 Non-résidents	1 737	1 648	2 179	2 753	2 553	1 733	1 987
07 Total	18 832	19 505	19 445	20 521	18 912	18 404	16 298

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles
– utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008

Utilisation de l'épargne	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Investissements en capital fixe	7 592	6 419	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748
02 Investissements en stocks	– 32	4	– 95	43	89	– 40	36
03 Actifs existants	1 379	1 089	1 100	1 058	1 104	824	772
04 Prêt net	9 894	11 993	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743
05 Total	18 832	19 505	19 445	20 521	18 912	18 404	16 298

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
5 951	5 223	4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	5 018	4 427	4 441
5 104	5 443	5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 783	8 150	8 523
1 014	457	400	338	473	477	543	775	1 216	756	787	900
- 851	- 870	- 956	- 1 066	- 1 000	- 756	- 503	- 330	- 240	- 292	- 282	- 264
6	87	103	90	55	22	10	13	14	12	21	33
1 859	1 240	1 253	1 314	1 418	1 211	1 036	1 092	1 442	1 036	1 048	1 131
12 069	11 123	10 370	11 483	13 514	13 140	13 612	14 166	12 847	13 557	13 364	13 864
											07

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
7 258	7 091	7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 031	17 356	17 587
46	- 47	- 84	- 77	121	39	58	55	- 15	- 35	38	- 82
1 157	1 176	1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 820	3 764	3 963
3 609	2 903	1 790	2 620	2 565	- 549	- 1 878	- 2 873	- 4 763	- 5 259	- 7 794	- 7 605
12 069	11 123	10 370	11 483	13 514	13 140	13 612	14 166	12 847	13 557	13 364	13 864
											05

Tableau 3.9

**Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada)
– revenus, Québec, 1990-2008**

Revenus	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Impôts directs	16 974	17 546	18 643	18 585	19 231	20 181	21 714
02 Impôts sur le revenu	10 969	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538
03 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	—	—	—	—	—	—	—
04 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 090	3 569	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443
05 Dont : Régime de pensions du Canada	17	18	15	17	18	20	18
06 Des sociétés et des entreprises publiques	2 495	2 396	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038
07 Des non-résidents	420	368	383	401	413	479	695
08 Impôts indirects	6 745	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088
09 Autres transferts courants en provenance des particuliers	7	8	12	10	5	5	12
10 Transferts courants en provenance de l'administration provinciale	231	347	369	372	382	424	460
11 Revenus de placement	1 449	1 367	1 215	963	968	1 236	1 102
12 Dont : Régime de pensions du Canada	16	17	17	17	16	16	15
13 Total	25 406	26 087	27 000	26 569	27 122	28 529	30 376

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
23 769	24 156	25 933	28 946	27 213	26 594	27 920	29 316	30 393	31 153	33 545	32 991
13 286	14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 316	19 501	19 318
..
4 770	4 486	4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 376	3 281	3 212
23	27	32	35	41	49	52	55	58	61	65	64
4 990	4 651	6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 752	9 080	8 556
723	688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 709	1 683	1 905
7 598	7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 870	9 876	9 122
11	5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22
475	492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631
1 145	1 287	1 378	1 690	1 767	1 578	1 520	1 325	1 307	1 418	1 707	1 673
14	14	14	14	12	13	12	13	14	14	15	15
32 998	33 653	35 699	39 542	38 237	38 155	39 773	41 317	42 553	42 934	45 805	44 439
											13

Tableau 3.10

**Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada)
– dépenses, Québec, 1990-2008**

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses courantes nettes en biens et services	6 494	6 593	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713
02 Auprès des entreprises	2 411	2 373	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358
Auprès de l'administration fédérale							
03 Services directs de main-d'œuvre	3 624	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760
04 Consommation de capital propre	459	450	458	487	547	584	595
05 Transferts courants de l'administration fédérale	18 977	20 813	21 984	23 173	22 378	23 038	21 547
06 Aux particuliers	10 578	12 188	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749
07 Dont : Régime de pensions du Canada	42	46	48	50	52	54	54
08 Aux entreprises	763	1 187	526	572	531	547	582
09 Aux administrations publiques	7 636	7 438	8 237	8 803	8 578	9 662	8 216
10 À l'administration provinciale	7 543	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109
11 Aux administrations locales	93	56	69	63	101	70	107
12 Intérêts sur la dette publique	10 589	10 346	9 916	9 790	9 967	11 409	11 118
13 Épargne	-10 654	-11 665	-11 706	-13 474	-12 364	-13 012	-9 002
14 Dont : Régime de pensions du Canada	-9	-11	-16	-16	-18	-18	-21
15 Total	25 406	26 087	27 000	26 569	27 122	28 529	30 376

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
6 320	6 940	7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 368	10 801	11 860
2 026	2 603	3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 752	3 891	4 574
3 661	3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 875	6 142	6 485
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801
20 589	21 189	21 962	22 420	23 926	23 852	25 387	24 871	29 212	30 119	32 483	36 839
12 654	12 853	13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 259	18 090	19 966
54	54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110
802	741	732	549	537	468	764	727	661	691	724	886
7 133	7 595	8 138	8 246	8 763	8 259	8 972	7 795	11 660	12 169	13 669	15 987
7 030	7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 054	13 532	15 865
103	91	42	30	22	20	22	24	65	115	137	122
10 571	10 632	10 509	10 859	9 974	8 726	8 321	7 894	7 548	7 525	7 363	6 988
- 4 482	- 5 108	- 4 280	- 1 898	- 3 904	- 3 211	- 3 372	- 993	- 4 045	- 5 078	- 4 842	- 11 248
- 17	- 13	- 9	- 8	- 5	1	2	- 26	- 26	- 27	- 26	- 31
32 998	33 653	35 699	39 542	38 237	38 155	39 773	41 317	42 553	42 934	45 805	44 439
											15

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1990-2008

Source de financement	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Épargne réalisée au Québec	– 10 654	– 11 665	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002
02 Dont : Régime de pensions du Canada	– 9	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21
03 Provisions pour consommation de capital	459	450	458	487	547	584	595
04 Transferts nets de capitaux	– 371	– 340	– 114	9	– 56	148	255
05 Total	– 10 566	– 11 555	– 11 362	– 12 978	– 11 873	– 12 280	– 8 152

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.12
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008

Utilisation de l'épargne	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Investissements en capital fixe	568	500	647	852	834	675	691
02 Investissements en stocks	25	– 14	– 15	– 2	–	11	– 1
03 Actifs existants	– 3	1	4	4	3	5	– 190
04 Prêt net	– 11 156	– 12 042	– 11 998	– 13 832	– 12 710	– 12 971	– 8 652
05 Dont : Régime de pensions du Canada	– 9	– 11	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21
06 Total	– 10 566	– 11 555	– 11 362	– 12 978	– 11 873	– 12 280	– 8 152

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
- 4 482	- 5 108	- 4 280	- 1 898	- 3 904	- 3 211	- 3 372	- 993	- 4 045	- 5 078	- 4 842	- 11 248
- 17	- 13	- 9	- 8	- 5	1	2	- 26	- 26	- 27	- 26	- 31
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801
776	713	521	712	574	366	325	-	- 104	- 67	- 100	110
- 3 073	- 3 739	- 3 094	- 510	- 2 620	- 2 086	- 2 325	- 270	- 3 412	- 4 404	- 4 174	- 10 337
											05

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
612	560	690	678	762	538	519	627	749	692	731	798
2	- 10	- 2	8	7	- 16	4	6	10	- 13	4	12
- 3	- 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- 3 684	- 4 286	- 3 782	- 1 196	- 3 389	- 2 608	- 2 848	- 903	- 4 171	- 5 083	- 4 909	- 11 147
- 17	- 13	- 9	- 8	- 5	1	2	- 26	- 26	- 27	- 26	- 31
- 3 073	- 3 739	- 3 094	- 510	- 2 620	- 2 086	- 2 325	- 270	- 3 412	- 4 404	- 4 174	- 10 337
											06

Tableau 3.13

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1990-2008

Revenus		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Impôts directs	16 955	16 960	17 384	18 007	18 908	19 950	20 646
02	Impôts sur le revenu	12 004	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786
03	Droits successoraux	– 1	–	–	– 2	–	–	–
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 741	3 688	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016
05	Dont : Régime de rentes du Québec	2 335	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341
Des sociétés								
06	Perceptions	978	890	948	1 210	1 323	1 542	1 939
07	Excédent des impôts dus sur les impôts perçus	233	182	85	– 22	25	131	– 95
08	Impôts indirects	17 431	18 836	20 009	19 732	20 108	21 235	21 128
09	Autres transferts courants en provenance des particuliers	905	1 063	1 194	1 430	1 348	1 590	1 345
10	Transferts en provenance de l'administration fédérale	7 636	7 438	8 237	8 803	8 578	9 662	8 216
11	Revenus de placement	3 090	3 080	2 746	2 708	2 631	2 929	3 268
12	Bénéfices reversés par les entreprises publiques	32	29	25	49	50	30	511
13	Autres revenus de placement	3 058	3 051	2 721	2 659	2 581	2 899	2 757
14	Dont : Régime de rentes du Québec	1 215	1 153	995	964	923	963	857
15	Total	46 017	47 377	49 570	50 680	51 573	55 366	54 603

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
22 051	23 621	25 492	28 323	28 314	27 611	29 605	31 466	33 679	37 254	38 903	38 536
14 446	15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 658	22 006
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	02
5 404	5 890	6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 488	12 949
3 655	4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 943	9 263
1 949	2 310	2 289	2 534	3 021	2 367	2 963	3 223	3 597	3 921	4 457	4 248
252	— 85	328	599	— 510	— 18	— 5	— 129	— 185	— 327	— 700	— 667
21 897	23 705	25 019	26 160	26 492	27 872	29 126	30 706	31 629	32 380	33 557	34 209
1 499	1 728	1 822	1 926	2 377	2 380	2 537	2 714	2 762	2 807	2 980	3 199
7 133	7 595	8 138	8 246	8 763	8 259	8 972	7 795	11 660	12 169	13 669	15 987
3 369	3 301	3 559	4 503	4 434	4 693	5 083	5 462	6 108	8 267	8 959	9 567
559	306	481	564	578	787	991	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252
2 810	2 995	3 078	3 939	3 856	3 906	4 092	4 112	4 982	5 925	6 864	7 315
769	713	678	853	793	777	751	803	942	1 269	1 363	1 317
55 949	59 950	64 030	69 158	70 380	70 815	75 323	78 143	85 838	92 877	98 068	101 498
											15

Tableau 3.14

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Dépenses courantes nettes en biens et services	31 123	33 335	35 200	35 457	35 657	35 456	35 267
02 Auprès des entreprises	8 023	8 753	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181
Auprès des administrations provinciale et locales							
03 Services directs de main-d'œuvre	20 302	21 788	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603
04 Consommation de capital propre	2 798	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483
05 Transferts courants des administrations provinciale et locales	10 357	11 758	13 423	14 287	14 813	15 085	15 448
06 Aux particuliers	8 168	9 157	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457
07 Dont : Régime de rentes du Québec	3 170	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028
08 Aux entreprises	1 958	2 254	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531
09 À l'administration fédérale	231	347	369	372	382	424	460
10 Intérêts sur la dette publique	6 672	7 002	7 231	8 052	8 315	9 204	9 104
11 Épargne	- 2 135	- 4 718	- 6 284	- 7 116	- 7 212	- 4 379	- 5 216
12 Dont : Régime de rentes du Québec	313	14	- 367	- 587	- 617	- 645	- 911
13 Total	46 017	47 377	49 570	50 680	51 573	55 366	54 603

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
34 705	34 797	36 346	39 260	41 766	44 012	47 615	47 947	50 192	52 077	56 309	57 737
8 772	9 390	9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 280	17 185	18 553
22 317	21 676	22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 409	33 380	33 022
3 617	3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 388	5 744	6 162
15 761	17 209	17 565	18 254	19 759	20 288	21 396	22 777	24 024	26 666	28 819	29 848
12 767	13 345	13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 480	21 892	22 857
5 285	5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144
2 519	3 372	3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 704	6 261	6 360
475	492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631
9 662	9 975	9 799	10 318	10 586	10 284	10 619	10 903	11 617	12 112	13 043	13 185
- 4 179	- 2 031	320	1 326	- 1 731	- 3 769	- 4 307	- 3 484	5	2 022	- 103	728
- 942	- 781	- 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
55 949	59 950	64 030	69 158	70 380	70 815	75 323	78 143	85 838	92 877	98 068	101 498
											13

Tableau 3.15

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1990-2008

Source de financement	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Épargne	- 2 135	- 4 718	- 6 284	- 7 116	- 7 212	- 4 379	- 5 216
02 Dont : Régimes de rentes du Québec	313	14	- 367	- 587	- 617	- 645	- 911
03 Provisions pour consommation de capital	2 798	2 794	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483
04 Transferts nets de capitaux	- 167	- 172	- 127	- 131	- 155	- 153	- 169
05 Total	496	- 2 096	- 3 477	- 4 208	- 4 170	- 1 157	- 1 902

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.16

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1990-2008

Utilisation de l'épargne	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Investissements en capital fixe	3 918	3 955	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268
02 Actifs existants	145	211	162	38	- 83	46	64
03 Prêt net	- 3 567	- 6 262	- 7 358	- 8 078	- 8 294	- 5 516	- 6 234
04 Dont : Régime de rentes du Québec	313	14	- 367	- 587	- 617	- 645	- 911
05 Total	496	- 2 096	- 3 477	- 4 208	- 4 170	- 1 157	- 1 902

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
- 4 179	- 2 031	320	1 326	- 1 731	- 3 769	- 4 307	- 3 484	5	2 022	- 103	728
- 942	- 781	- 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
3 617	3 731	3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 388	5 744	6 162
- 166	- 289	- 440	- 409	- 309	- 311	- 341	- 429	- 363	- 379	- 504	- 632
- 728	1 411	3 748	4 991	2 161	358	- 118	845	4 697	7 031	5 137	6 258
											05

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
4 222	4 552	4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	7 947	9 355	12 458
55	43	44	37	35	-	-	-	-	-	-	-
- 5 005	- 3 184	- 838	296	- 3 349	- 5 808	- 6 456	- 6 292	- 3 362	- 916	- 4 218	- 6 200
- 942	- 781	- 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
- 728	1 411	3 748	4 991	2 161	358	- 118	845	4 697	7 031	5 137	6 258
											05



Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1990-2008

Activité économique	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 134	3 232	3 222	3 308	3 547	3 740	3 662
02 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 439	1 369	1 178	1 154	1 309	1 510	1 469
03 Services publics	5 282	5 918	6 208	6 004	6 015	6 523	7 036
04 Construction	9 843	8 925	8 583	8 540	8 483	7 563	7 711
05 Fabrication	27 323	25 273	24 680	26 927	31 065	33 939	35 161
06 Commerce de gros	7 749	7 452	7 254	7 122	7 585	8 545	8 465
07 Commerce de détail	9 202	8 928	8 672	8 584	9 175	9 230	9 291
08 Transport et entreposage	..	..	..	..	..	..	..
09 Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	..	..
10 Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	22 684	24 101	24 945	26 528	26 932	27 779	27 671
11 Services professionnels, scientifiques et techniques	3 998	4 209	4 230	4 548	4 691	5 078	5 101
12 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	3 094	3 109	3 241	3 349	3 338	3 631	3 913
13 Services d'enseignement	8 255	8 830	9 392	9 736	9 899	9 911	10 096
14 Soins de santé et assistance sociale	10 260	11 083	11 705	12 028	12 375	12 389	11 846
15 Arts, spectacles et loisirs	1 032	1 056	1 114	1 075	1 190	1 182	1 483
16 Hébergement et services de restauration	3 608	3 391	3 480	3 454	3 570	3 690	3 764
17 Autres services, sauf les administrations publiques	3 053	3 099	3 189	3 256	3 339	3 364	3 437
18 Administrations publiques	9 521	10 048	10 522	10 754	10 908	11 000	11 256
19 Produit intérieur brut aux prix de base¹	140 125	141 299	143 199	148 175	155 823	161 967	164 652

1. Le produit intérieur brut aux prix de base estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui qui est établi selon les revenus à la ligne 13 du tableau 2.1, même si selon le concept, ils devraient être égaux.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des industries.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007c	2008c
M\$											
3 241	3 642	3 908	4 130	4 436	4 173	4 376	4 817	4 455	4 478	4 809	4 582
1 413	1 511	1 394	1 524	1 250	1 232	1 410	1 645	1 983	2 483	2 901	3 147
7 935	7 867	8 143	8 488	8 891	9 479	9 936	9 595	10 114	10 431	11 109	11 332
8 249	8 793	8 416	9 444	10 076	11 183	11 859	13 598	13 946	15 003	17 059	18 679
37 780	39 594	46 188	49 478	48 764	47 482	46 279	48 243	48 185	48 019	47 923	47 156
8 766	8 936	9 643	10 243	10 890	11 365	12 025	12 896	13 562	14 750	15 574	16 149
9 877	10 405	10 948	11 796	12 384	13 325	14 239	14 926	15 773	16 680	17 595	18 082
7 955	8 428	8 617	9 131	9 439	9 589	9 944	10 177	10 867	11 431	12 074	12 420
6 845	7 206	7 438	7 735	8 170	8 912	9 027	9 167	9 544	10 094	10 644	10 857
30 398	31 390	32 920	34 077	35 002	36 513	38 264	40 774	42 277	44 654	47 589	48 541
5 747	6 661	7 344	8 126	8 699	9 141	9 913	10 546	10 956	11 683	12 431	12 779
3 271	3 525	4 206	4 760	5 098	5 659	6 132	6 413	6 858	7 333	7 824	8 090
9 970	9 636	10 273	10 735	11 180	11 789	12 315	12 674	12 922	13 449	14 350	14 594
12 540	12 883	13 478	14 668	15 643	16 244	17 404	18 245	19 009	19 844	22 126	21 684
1 642	1 788	1 969	2 132	2 274	2 478	2 642	2 735	2 749	2 814	2 917	3 005
3 878	4 102	4 132	4 377	4 603	4 944	5 259	5 659	6 012	6 187	6 398	6 742
4 103	4 337	4 703	5 120	5 373	5 784	6 072	6 356	6 681	7 029	7 332	7 671
11 509	11 551	12 044	13 337	13 541	14 559	15 884	15 525	16 817	17 069	18 114	18 748
175 118	182 252	195 765	209 301	215 711	223 850	232 980	243 989	252 710	263 433	278 768	284 257
											19

Tableau 4.2
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1990-2008

Activité économique	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Agriculture, forestière, pêche et chasse	1 041	1 078	1 095	1 119	1 114	1 283	1 214
02 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	786	814	813	770	847	854	933
03 Services publics	1 611	1 751	1 834	1 856	1 827	1 867	1 760
04 Construction	5 870	5 286	4 863	4 700	5 029	4 959	4 830
05 Fabrication	17 109	16 853	16 978	17 327	17 722	18 701	19 790
06 Commerce de gros	4 981	4 921	4 962	5 012	5 109	5 501	5 825
07 Commerce de détail	5 890	5 865	5 852	5 787	6 189	6 234	6 423
08 Transport et entreposage	4 457	4 544	4 595	4 660	4 860	5 111	5 202
09 Industrie de l'information et industrie culturelle	2 952	3 161	3 292	3 335	3 301	3 390	3 256
10 Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	6 116	6 611	6 731	6 868	6 903	6 947	6 979
11 Services professionnels, scientifiques et techniques	2 764	2 857	2 852	2 908	3 013	3 177	3 474
12 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1 808	1 866	1 853	1 889	1 959	2 069	2 280
13 Services d'enseignement	7 368	7 967	8 449	8 794	8 857	8 839	8 879
14 Soins de santé et assistance sociale	7 683	8 316	8 782	8 960	9 113	9 138	8 809
15 Arts, spectacles et loisirs	885	929	966	978	1 032	1 033	1 094
16 Hébergement et services de restauration	2 668	2 575	2 721	2 614	2 688	2 864	2 890
17 Autres services, sauf les administrations publiques	2 486	2 608	2 713	2 747	2 897	2 902	3 071
18 Administrations publiques	7 825	8 285	8 833	8 828	8 785	8 713	8 553
19 Total	84 301	86 287	88 186	89 153	91 245	93 580	95 262

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
1 252	1 366	1 420	1 413	1 454	1 550	1 621	1 692	1 733	1 788	1 772	1 765
960	955	931	930	823	864	820	883	881	950	1 097	1 215
1 798	1 937	1 876	2 010	2 037	2 183	2 339	2 376	2 504	2 647	2 695	2 858
5 149	5 367	5 407	6 151	6 398	6 797	7 145	7 842	8 329	8 918	9 228	10 196
20 467	21 453	22 964	24 954	25 345	26 013	26 500	27 370	27 727	27 842	28 140	27 771
6 070	6 130	6 608	7 126	7 599	7 814	8 123	8 470	8 632	8 897	9 388	9 929
6 804	7 353	7 647	8 163	8 544	9 229	9 772	10 443	10 843	11 307	11 908	12 374
5 308	5 648	5 898	6 228	6 452	6 652	7 137	7 374	7 417	7 708	7 942	8 346
3 281	3 530	3 799	4 284	4 422	4 465	4 615	4 877	5 062	5 173	5 344	5 528
7 684	7 847	8 197	9 092	9 201	9 667	10 232	11 141	11 512	12 145	12 713	13 192
3 703	4 457	4 923	5 435	5 986	6 229	6 677	7 137	7 480	7 976	8 559	8 916
2 440	2 682	3 058	3 490	3 709	4 002	4 086	4 297	4 608	4 892	5 215	5 442
8 829	8 487	9 070	9 467	9 867	10 410	10 898	11 202	11 389	11 864	12 701	12 918
9 063	9 128	9 663	10 571	11 216	11 586	12 294	12 668	13 166	13 810	15 670	15 058
1 110	1 191	1 325	1 326	1 440	1 558	1 705	1 702	1 707	1 804	1 849	2 071
2 935	3 171	3 251	3 472	3 586	3 708	3 975	4 230	4 438	4 671	4 905	5 237
3 103	3 314	3 527	3 840	3 998	4 237	4 484	4 631	4 877	5 078	5 345	5 764
8 461	8 385	8 607	9 706	9 914	10 657	11 951	11 482	12 469	12 477	13 241	13 855
98 417	102 400	108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	157 713	162 437
											19

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1990-2008

Activité économique	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	--	--	--	--	--	--	--
02 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	--	--	--	--	--	--	--
03 Services publics	--	--	--	--	--	--	--
04 Construction	--	--	--	--	--	--	--
05 Fabrication	--	--	--	--	--	--	--
06 Commerce de gros	--	--	--	--	--	--	--
07 Commerce de détail	--	--	--	--	--	--	--
08 Transport et entreposage	--	--	--	--	--	--	--
09 Industrie de l'information et industrie culturelle	--	--	--	--	--	--	--
10 Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	--	--	--	--	--	--	--
11 Services professionnels, scientifiques et techniques	--	--	--	--	--	--	--
12 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	--	--	--	--	--	--	--
13 Services d'enseignement	--	--	--	--	--	--	--
14 Soins de santé et assistance sociale	--	--	--	--	--	--	--
15 Arts, spectacles et loisirs	--	--	--	--	--	--	--
16 Hébergement et services de restauration	--	--	--	--	--	--	--
17 Autres services, sauf les administrations publiques	--	--	--	--	--	--	--
18 Administrations publiques	--	--	--	--	--	--	--
19 Total	--	--	--	--	--	--	--

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
 Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division des comptes des industries.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007c	2008c
M\$											
1 250	1 539	1 686	2 221	2 309	2 130	2 209	2 298	2 139	2 177	2 423	2 299
442	543	450	582	417	360	581	752	1 094	1 525	1 794	1 921
6 137	5 930	6 267	6 478	6 854	7 296	7 597	7 219	7 610	7 784	8 414	8 474
2 336	2 611	2 207	2 467	2 736	3 351	3 587	4 482	4 330	4 670	6 328	6 895
17 258	18 081	23 101	24 389	23 282	21 339	19 647	20 747	20 333	20 044	19 641	19 240
2 534	2 617	2 831	2 906	3 098	3 361	3 715	4 237	4 748	5 662	5 980	6 007
2 321	2 261	2 444	2 757	2 927	3 124	3 463	3 444	3 751	4 157	4 382	4 347
2 251	2 297	2 285	2 431	2 493	2 421	2 296	2 293	2 896	3 136	3 542	3 467
3 555	3 652	3 606	3 416	3 710	4 409	4 373	4 247	4 436	4 874	5 250	5 280
18 215	18 986	20 054	20 407	21 131	21 901	22 930	24 248	25 273	26 964	29 338	29 745
1 094	1 178	1 280	1 402	1 388	1 547	1 828	1 910	2 015	2 208	2 305	2 315
581	599	793	897	977	1 218	1 588	1 660	1 784	1 950	2 070	2 078
1 039	1 042	1 074	1 137	1 181	1 231	1 270	1 330	1 380	1 420	1 481	1 497
1 024	1 318	1 277	1 439	1 434	1 435	1 556	1 670	1 834	2 010	2 176	2 204
444	484	528	669	684	762	766	867	874	802	845	698
735	763	731	752	855	1 060	1 105	1 228	1 365	1 299	1 257	1 256
677	701	800	884	952	1 105	1 134	1 254	1 317	1 414	1 421	1 300
3 048	3 166	3 437	3 631	3 627	3 902	3 933	4 043	4 348	4 592	4 873	4 893
64 942	67 770	74 850	78 866	80 057	81 950	83 578	87 929	91 527	96 686	103 519	103 912
											19

Tableau 4.4

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1990-2008

Activité économique	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
02 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
03 Services publics
04 Construction
05 Fabrication
06 Commerce de gros
07 Commerce de détail
08 Transport et entreposage
09 Industrie de l'information et industrie culturelle
10 Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises
11 Services professionnels, scientifiques et techniques
12 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement
13 Services d'enseignement
14 Soins de santé et assistance sociale
15 Arts, spectacles et loisirs
16 Hébergement et services de restauration
17 Autres services, sauf les administrations publiques
18 Administrations publiques
19 Total	..						

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
738	737	802	497	673	493	547	827	583	513	614	517	01
12	13	13	12	10	9	9	10	9	8	10	11	02
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	03
764	815	802	826	942	1 036	1 127	1 274	1 286	1 415	1 503	1 589	04
55	59	123	135	137	130	133	126	125	133	142	145	05
162	189	204	211	193	190	187	190	182	192	206	213	06
751	791	857	876	913	972	1 005	1 039	1 180	1 215	1 305	1 361	07
395	483	434	472	494	517	511	510	554	587	590	607	08
10	24	34	35	38	39	39	43	46	47	50	49	09
4 499	4 557	4 669	4 578	4 670	4 945	5 102	5 385	5 492	5 545	5 538	5 604	10
950	1 026	1 140	1 288	1 325	1 364	1 409	1 499	1 461	1 499	1 566	1 548	11
250	244	355	373	411	439	458	456	466	492	539	571	12
103	107	129	131	132	148	147	142	153	165	169	180	13
2 453	2 437	2 538	2 658	2 993	3 223	3 554	3 907	4 009	4 024	4 281	4 422	14
88	112	116	137	150	158	171	166	168	209	222	236	15
208	168	150	153	162	176	179	201	210	218	235	250	16
322	322	376	396	423	442	454	471	487	538	567	606	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
11 759	12 082	12 742	12 777	13 664	14 280	15 030	16 245	16 409	16 799	17 536	17 908	19



Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Tableau 5.1

Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1990-2008

Recettes et dépenses		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Recettes	63 556	65 679	67 964	68 074	69 735	73 809	76 303
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	22 972	23 413	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 706	3 468	3 653	4 017	4 386	4 902	5 882
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	420	368	383	401	413	479	695
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	6 831	7 257	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459
06	Impôts indirects	24 176	25 655	26 770	26 371	26 644	27 918	28 216
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	912	1 071	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357
08	Revenus de placement	4 539	4 447	3 961	3 671	3 599	4 165	4 370
09	Dépenses courantes	76 345	82 062	85 954	88 664	89 311	91 200	90 521
10	Dépenses courantes nettes en biens et services	37 617	39 928	42 006	42 537	42 798	42 550	41 980
	Transferts courants :							
11	Aux particuliers	18 746	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206
12	Aux entreprises	2 721	3 441	3 618	3 134	3 272	3 072	3 113
13	Intérêts sur la dette publique	17 261	17 348	17 147	17 842	18 282	20 613	20 222
14	Epargne (ligne 01 moins ligne 09)	-12 789	-16 383	-17 990	-20 590	-19 576	-17 391	-14 218
	Plus :							
15	Provisions pour consommation de capital	3 257	3 244	3 392	3 526	3 744	3 959	4 078
16	Transferts nets de capitaux	-538	-512	-241	-122	-211	-5	86
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 653	4 653	4 517	4 724	4 961	5 050	4 832
18	Investissements en capital fixe et en stocks	4 511	4 441	4 351	4 682	5 041	4 999	4 958
19	Actifs existants	142	212	166	42	-80	51	-126
	Égale :							
20	Prêt net	-14 723	-18 304	-19 356	-21 910	-21 004	-18 487	-14 886

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
81 339	85 516	91 111	99 899	99 304	100 092	105 605	110 987	116 103	123 160	129 538	129 319	01
27 732	29 837	30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 475	42 159	41 324	02
7 191	6 876	8 831	10 356	7 811	7 918	9 676	10 242	10 735	12 346	12 837	12 137	03
723	688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 709	1 683	1 905	04
10 174	10 376	10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 877	15 769	16 161	05
29 495	31 418	32 924	34 505	35 192	37 223	38 930	40 690	41 835	42 250	43 433	43 331	06
1 510	1 733	1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 818	2 991	3 221	07
4 514	4 588	4 937	6 193	6 201	6 271	6 603	6 787	7 415	9 685	10 666	11 240	08
90 000	92 655	95 071	100 471	104 939	107 072	113 284	115 464	120 143	126 216	134 483	139 839	09
41 025	41 737	43 854	47 421	50 007	52 800	57 052	57 492	60 030	62 445	67 110	69 597	10
25 421	26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 739	39 982	42 823	11
3 321	4 113	4 173	4 425	5 029	4 992	5 964	5 998	6 062	6 395	6 985	7 246	12
20 233	20 607	20 308	21 177	20 560	19 010	18 940	18 797	19 165	19 637	20 406	20 173	13
-8 661	-7 139	-3 960	-572	-5 635	-6 980	-7 679	-4 477	-4 040	-3 056	-4 945	-10 520	14
4 250	4 387	4 533	4 750	4 911	5 197	5 252	5 481	5 792	6 129	6 512	6 963	15
610	424	81	303	265	55	-16	-429	-467	-446	-604	-522	16
4 888	5 142	5 274	5 381	6 279	6 688	6 861	7 770	8 818	8 626	10 090	13 268	17
4 836	5 102	5 230	5 344	6 244	6 688	6 861	7 770	8 818	8 626	10 090	13 268	18
52	40	44	37	35	-	-	-	-	-	-	-	19
-8 689	-7 470	-4 620	-900	-6 738	-8 416	-9 304	-7 195	-7 533	-5 999	-9 127	-17 347	20

Tableau 5.2
Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1990-2008

Recettes et dépenses		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Recettes	25 373	26 052	26 968	26 535	27 088	28 493	30 343
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	10 969	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538
03	Des sociétés et des entreprises publiques	2 495	2 396	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	420	368	383	401	413	479	695
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 073	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425
06	Impôts indirects	6 745	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	7	8	12	10	5	5	12
08	Revenus de placement	1 433	1 350	1 198	946	952	1 220	1 087
09	Transferts courants des administrations provinciales	231	347	369	372	382	424	460
10	Dépenses courantes	36 018	37 706	38 658	39 993	39 434	41 487	39 324
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 494	6 593	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	10 536	12 142	13 173	13 748	13 217	12 775	12 695
13	Aux entreprises	763	1 187	526	572	531	547	582
14	A l'administration provinciale	7 543	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109
15	Aux administrations locales	93	56	69	63	101	70	107
16	Intérêts sur la dette publique	10 589	10 346	9 916	9 790	9 967	11 409	11 118
17	Epargne (ligne 01 moins ligne 10)	-10 645	-11 654	-11 690	-13 458	-12 346	-12 994	-8 981
	Plus :							
18	Provisions pour consommation de capital	459	450	458	487	547	584	595
19	Transferts nets de capitaux	-371	-340	-114	9	-56	148	255
	Moins :							
20	Acquisition de capital non financier	590	487	636	854	837	691	500
21	Investissements en capital fixe et en stocks	593	486	632	850	834	686	690
22	Actifs existants	-3	1	4	4	3	5	-190
	Égale :							
23	Prêt net	-11 147	-12 031	-11 982	-13 816	-12 692	-12 953	-8 631

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
32 961	33 612	35 653	39 493	38 184	38 093	39 709	41 249	42 481	42 859	45 725	44 360	01
13 286	14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 316	19 501	19 318	02
4 990	4 651	6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 752	9 080	8 556	03
723	688	826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 709	1 683	1 905	04
4 747	4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 216	3 148	05
7 598	7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 870	9 876	9 122	06
11	5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	07
1 131	1 273	1 364	1 676	1 755	1 565	1 508	1 312	1 293	1 404	1 692	1 658	08
475	492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	09
37 426	38 707	39 924	41 383	42 083	41 305	43 083	42 216	46 500	47 910	50 541	55 577	10
6 320	6 940	7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 368	10 801	11 860	11
12 600	12 799	13 037	13 568	14 568	15 064	15 589	16 255	16 793	17 157	17 984	19 856	12
802	741	732	549	537	468	764	727	661	691	724	886	13
7 030	7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 054	13 532	15 865	14
103	91	42	30	22	20	22	24	65	115	137	122	15
10 571	10 632	10 509	10 859	9 974	8 726	8 321	7 894	7 548	7 525	7 363	6 988	16
-4 465	-5 095	-4 271	-1 890	-3 899	-3 212	-3 374	-967	-4 019	-5 051	-4 816	-11 217	17
633	656	665	676	710	759	722	723	737	741	768	801	18
776	713	521	712	574	366	325	-	-104	-67	-100	110	19
611	547	688	686	769	522	523	633	759	679	735	810	20
614	550	688	686	769	522	523	633	759	679	735	810	21
-3	-3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
-3 667	-4 273	-3 773	-1 188	-3 384	-2 609	-2 850	-877	-4 145	-5 056	-4 883	-11 116	23

Tableau 5.3
Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1990-2008

Recettes et dépenses		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Recettes	36 526	37 347	38 782	39 604	40 062	43 606	42 974
02	Impôts directs en provenance des particuliers	12 003	12 200	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786
03	Des sociétés et des entreprises publiques	1 211	1 072	1 033	1 188	1 348	1 673	1 844
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 406	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675
05	Impôts indirects	12 019	12 888	13 305	12 817	13 051	14 183	14 238
06	Autres transferts courants en provenance des particuliers	762	902	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149
07	Revenus de placement	1 582	1 666	1 495	1 496	1 432	1 678	2 154
08	Transferts courants en provenance : De l'administration fédérale	7 543	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109
09	Des administrations locales	—	—	—	—	—	—	19
10	Dépenses courantes	39 429	42 501	45 393	46 439	47 204	48 157	47 309
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	20 685	22 288	23 518	23 373	23 361	23 018	22 784
12	Transferts courants :							
13	Aux particuliers	4 996	5 645	6 069	7 188	7 255	7 422	7 427
14	Aux entreprises	1 728	1 992	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082
15	A l'administration fédérale	231	347	369	372	382	424	460
16	Aux administrations locales	6 536	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051
17	Intérêts sur la dette publique	5 253	5 471	5 636	6 263	6 695	7 507	7 505
17	Épargne (ligne 01 moins ligne 10)	-2 903	-5 154	-6 611	-6 835	-7 142	-4 551	-4 335
18	Plus :							
19	Provisions pour consommation de capital	1 494	1 474	1 548	1 601	1 677	1 753	1 798
20	Transferts nets de capitaux	-112	-111	-71	-74	-97	-96	-112
21	Moins :							
22	Acquisition de capital non financier	1 710	1 985	1 873	1 790	1 963	2 073	1 912
23	Investissements en capital fixe	1 745	1 992	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910
24	Actifs existants	-35	-7	33	-70	-72	22	2
23	Égale : Prêt net	-3 231	-5 776	-7 007	-7 098	-7 525	-4 967	-4 561

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
43 999	47 490	50 872	54 593	55 102	54 705	58 039	60 010	66 565	72 514	76 927	79 710	01
14 446	15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 658	22 006	02
2 201	2 225	2 617	3 133	2 511	2 349	2 958	3 094	3 412	3 594	3 757	3 581	03
1 749	1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 686	04
14 784	16 357	17 524	18 513	19 043	20 203	21 101	22 190	22 621	22 939	23 489	23 788	05
1 298	1 520	1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 488	2 613	2 820	06
2 376	2 314	2 607	3 292	3 364	3 646	4 034	4 436	4 934	6 718	7 260	7 886	07
7 030	7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 054	13 532	15 865	08
115	274	364	285	48	49	52	59	68	73	73	78	09
46 841	49 123	50 726	53 788	57 556	59 460	62 538	64 784	67 275	72 143	78 513	79 785	10
22 390	22 770	24 280	25 981	27 962	29 527	31 330	32 132	33 207	34 709	37 875	38 248	11
7 480	7 818	7 911	7 820	8 235	8 300	8 457	9 032	9 863	11 889	12 923	13 377	12
2 045	2 992	3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 157	5 694	5 774	13
475	492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631	14
6 246	6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 635	9 878	15
8 205	8 531	8 389	8 985	9 282	9 072	9 453	9 672	10 393	10 826	11 720	11 877	16
- 2 842	- 1 633	146	805	- 2 454	- 4 755	- 4 499	- 4 774	- 710	371	- 1 586	- 75	17
1 844	1 877	1 931	2 028	2 115	2 249	2 306	2 408	2 550	2 714	2 896	3 124	18
- 110	- 235	- 386	- 352	- 248	- 256	- 279	- 365	- 296	- 308	- 344	- 451	19
1 890	2 272	2 463	2 614	2 950	3 931	3 786	3 910	4 311	4 386	5 143	6 950	20
1 884	2 269	2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 386	5 143	6 950	21
6	3	13	13	7	-	-	-	-	-	-	-	22
- 2 998	- 2 263	- 772	- 133	- 3 537	- 6 693	- 6 258	- 6 641	- 2 767	- 1 609	- 4 177	- 4 352	23

Tableau 5.4
Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1990-2008

Recettes et dépenses		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Recettes	12 477	13 184	14 371	14 576	14 851	15 318	14 501
02	Impôts indirects	5 412	5 948	6 704	6 915	7 057	7 052	6 890
03	Transferts courants en provenance des particuliers	143	161	164	194	192	200	196
04	Revenus de placement	293	261	256	248	276	288	257
	Transferts courants en provenance :							
05	De l'administration fédérale	93	56	69	63	101	70	107
06	De l'administration provinciale	6 536	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051
07	Dépenses courantes	12 022	12 762	13 677	14 270	14 304	14 501	14 471
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 371	10 967	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402
	Transferts courants :							
09	Aux particuliers	2	2	2	2	2	2	2
10	Aux entreprises	230	262	469	475	455	447	449
11	À l'administration provinciale	—	—	—	—	—	—	19
12	Intérêts sur la dette publique	1 419	1 531	1 595	1 789	1 620	1 697	1 599
13	Épargne (ligne 01 moins ligne 07)	455	422	694	306	547	817	30
	Plus :							
14	Provisions pour consommation de capital	1 304	1 320	1 386	1 438	1 520	1 622	1 685
15	Transferts nets de capitaux	—55	—61	—56	—57	—58	—57	—57
	Moins :							
16	Acquisition de capital non financier	2 353	2 181	2 008	2 080	2 161	2 286	2 420
17	Investissements en capital fixe	2 173	1 963	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358
18	Actifs existants	180	218	129	108	—11	24	62
	Égale :							
19	Prêt net	—649	—500	16	—393	—152	96	—762

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
13 887	14 441	14 641	15 229	15 439	16 025	16 605	17 467	17 902	19 235	20 543	21 164
7 113	7 348	7 495	7 647	7 449	7 669	8 025	8 516	9 008	9 441	10 068	10 421
201	208	223	265	269	246	253	261	274	319	367	379
224	274	274	358	277	270	298	223	232	280	336	364
103	91	42	30	22	20	22	24	65	115	137	122
6 246	6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 635	9 878
14 282	14 058	14 162	15 187	15 617	16 225	18 050	17 768	19 079	19 542	20 620	21 714
12 234	11 958	12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 289	18 344	19 406
2	2	2	—	140	149	193	296	336	347	313	336
474	380	382	358	387	402	428	444	540	547	567	586
115	274	364	285	48	49	52	59	68	73	73	78
1 457	1 444	1 410	1 333	1 304	1 212	1 166	1 231	1 224	1 286	1 323	1 308
—395	383	479	42	—178	—200	—1 445	—301	—1 177	—307	—77	—550
1 773	1 854	1 937	2 046	2 086	2 189	2 224	2 350	2 505	2 674	2 848	3 038
—56	—54	—54	—57	—61	—55	—62	—64	—67	—71	—160	—181
2 387	2 323	2 123	2 081	2 560	2 235	2 552	3 227	3 748	3 561	4 212	5 508
2 338	2 283	2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 561	4 212	5 508
49	40	31	24	28	—	—	—	—	—	—	—
—1 065	—140	239	—50	—713	—301	—1 835	—1 242	—2 487	—1 265	—1 601	—3 201
											19

Tableau 5.5

**Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec,
Québec, 1990-2008**

Recettes et dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
Recettes							
01 Régime de pensions du Canada	33	35	32	34	34	36	33
02 Cotisations au régime	17	18	15	17	18	20	18
03 Revenus de placement	16	17	17	17	16	16	15
04 Régime de rentes du Québec	3 550	3 604	3 595	3 656	3 885	4 150	4 198
05 Cotisations au régime	2 335	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341
06 Revenus de placement	1 215	1 153	995	964	923	963	857
Dépenses courantes							
07 Régime de pensions du Canada	42	46	48	50	52	54	54
08 Dépenses courantes nettes en biens et services	—	—	—	—	—	—	—
09 Transferts courants aux particuliers	42	46	48	50	52	54	54
10 Régime de rentes du Québec	3 237	3 590	3 962	4 243	4 502	4 795	5 109
11 Dépenses courantes nettes en biens et services	67	80	71	80	69	83	81
12 Transferts courants aux particuliers	3 170	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028
Épargne¹							
13 Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)	—9	—11	—16	—16	—18	—18	—21
14 Régime de rentes du Québec (ligne 04 moins ligne 10)	313	14	—367	—587	—617	—645	—911

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
37	41	46	49	53	62	64	68	72	75	80	79
23	27	32	35	41	49	52	55	58	61	65	64
14	14	14	14	12	13	12	13	14	14	15	15
4 424	4 813	5 488	6 550	7 309	7 954	8 738	9 168	9 762	10 281	10 306	10 580
3 655	4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 943	9 263
769	713	678	853	793	777	751	803	942	1 269	1 363	1 317
54	54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	08
54	54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110
5 366	5 594	5 793	6 071	6 408	6 768	7 101	7 577	7 870	8 323	8 746	9 227
81	69	62	68	66	72	74	77	74	79	90	83
5 285	5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144
— 17	— 13	— 9	— 8	— 5	1	2	— 26	— 26	— 27	— 26	— 31
— 942	— 781	— 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 958	1 560	1 353
											14

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1990-2008

Impôts	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Administration fédérale	14 049	14 772	15 637	15 348	15 767	16 458	16 975
02 Impôts directs – particuliers	10 969	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538
03 Impôts sur le revenu	10 969	11 213	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538
04 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	—	—	—	—	—	—	—
05 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	3 073	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425
06 Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	3 073	3 551	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425
07 Autres transferts courants des particuliers à l'administration fédérale	7	8	12	10	5	5	12
08 Administration provinciale	14 171	14 339	14 781	15 363	15 754	16 480	16 610
09 Impôts directs – particuliers	12 003	12 200	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786
10 Impôts sur le revenu	12 004	12 200	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786
11 Droits successoraux	— 1	—	—	— 2	—	—	—
12 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 406	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675
13 Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	1 406	1 237	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675
14 Cotisations aux régimes d'assurance sociale, autre	—	—	—	—	—	—	—
15 Autres transferts courants des particuliers	762	902	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149
16 Véhicules automobiles, licences et permis	348	413	500	522	371	441	396
17 Primes d'assurance-hospitalisation et santé	—	—	—	—	165	157	177
18 Divers	414	489	530	714	620	792	576
19 Administrations locales	143	161	164	194	192	200	196
20 Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	143	161	164	194	192	200	196
21 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	17	18	15	17	18	20	18
22 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	2 335	2 451	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341
23 Total	30 715	31 741	33 197	33 614	34 693	36 345	37 140

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
18 044	18 795	18 864	20 779	20 773	19 920	20 144	20 993	21 694	20 642	22 728	22 488
13 286	14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 316	19 501	19 318
13 286	14 331	14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 316	19 501	19 318
..
4 747	4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 216	3 148
4 747	4 459	4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 216	3 148
11	5	3	6	7	13	10	14	19	11	11	22
17 493	18 816	19 664	21 154	21 395	20 219	20 944	22 460	23 935	27 136	28 816	28 512
14 446	15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 658	22 006
14 446	15 506	16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 658	22 006
..
1 749	1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 686
1 749	1 790	1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	2 304	2 313	2 316
..
1 298	1 520	1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 488	2 613	2 820
493	547	558	560	571	577	608	614	680	701	732	711
169	403	401	437	610	708	732	800	843	805	845	943
636	570	640	664	927	849	944	1 039	965	982	1 036	1 166
201	208	223	265	269	246	253	261	274	319	367	379
201	208	223	265	269	246	253	261	274	319	367	379
..
23	27	32	35	41	49	52	55	58	61	65	64
3 655	4 100	4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 943	9 263
39 416	41 946	43 593	47 930	48 994	47 611	49 380	52 134	54 781	57 170	60 919	60 706
											23

Tableau 5.7

Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1990-2008

Impôts	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Administration fédérale (impôts sur le revenu)	2 495	2 396	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038
02 Administration provinciale	1 211	1 072	1 033	1 188	1 348	1 673	1 844
03 Impôts sur le revenu	1 206	1 022	1 031	1 178	1 325	1 604	1 772
04 Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	5	50	2	10	23	69	72
05 Total	3 706	3 468	3 653	4 017	4 386	4 902	5 882

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
4 990	4 651	6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 752	9 080	8 556
2 201	2 225	2 617	3 133	2 511	2 349	2 958	3 094	3 412	3 594	3 757	3 581
2 153	2 173	2 547	3 058	2 463	2 307	2 941	3 066	3 350	3 527	3 665	3 500
48	52	70	75	48	42	17	28	62	67	92	81
7 191	6 876	8 831	10 356	7 811	7 918	9 676	10 242	10 735	12 346	12 837	12 137
											05

Tableau 5.8
Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1990-2008

Impôts		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
		M\$						
01	Administration fédérale	6 745	6 819	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088
02	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
03	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
04	Droits de douane à l'importation	903	796	876	711	761	612	609
05	Droits d'accise	461	373	390	351	421	492	492
06	Taxes d'accise et taxes diverses	5 144	5 430	5 289	5 346	5 108	5 307	5 690
07	Dont : Taxe sur les produits et services (TPS)	—	3 939	4 002	4 011	4 214	4 292	4 591
08	Taxe sur le transport aérien	87	76	88	112	106	114	125
09	Divers	..	..	..	..	..	..	..
10	Divers	150	144	118	119	140	158	172
11	Administration provinciale	12 019	12 888	13 305	12 817	13 051	14 183	14 238
12	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
13	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	935	938	981	1 021	1 046	1 192	1 367
14	Véhicules automobiles, licences et permis	121	124	131	150	208	162	223
15	Autres licences, droits et permis	116	124	121	125	123	166	158
16	Taxes diverses sur les ressources naturelles	2	5	5	6	6	5	20
17	Impôts fonciers	—	—	—	—	—	—	—
18	Taxes sur la rémunération	2 596	2 744	2 797	2 826	3 000	3 420	3 599
19	Divers	..	..	..	..	..	..	..
20	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
21	Taxes sur les divertissements	44	42	31	28	28	31	23
22	Taxe sur l'essence	1 268	959	1 247	1 239	1 307	1 411	1 456
23	Taxe sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	5 718	6 672	6 676	5 995	5 727	6 047	5 458
24	Bénéfices de la Société des alcools	389	352	348	349	334	338	377
25	Bénéfices sur jeux	418	448	472	489	661	768	973
26	Divers	..	..	..	..	..	..	..
27	Divers	412	480	496	589	611	643	584
28	Administrations locales	5 412	5 948	6 704	6 915	7 057	7 052	6 890
29	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
30	Licences, droits et permis	37	39	41	22	24	21	22
31	Impôts fonciers et mobiliers	4 503	5 144	5 677	5 876	5 977	6 029	5 898
32	Taxe d'affaires	589	607	796	828	826	825	788
33	Droits des promoteurs	85	70	64	78	104	70	66
34	Divers	..	..	..	..	..	..	..
35	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
36	Taxes sur les divertissements	28	25	16	—	—	—	—
37	Taxe sur les ventes au détail	—	—	—	—	—	—	—
38	Divers	..	..	..	..	..	..	..
39	Divers	77	63	110	111	126	107	116
40	Total des impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	11 935	12 545	12 769
41	Total des impôts sur les produits	..	..	..	..	14 709	15 373	15 447
42	Total	24 176	25 655	26 770	26 371	26 644	27 918	28 216

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
7 598	7 713	7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 870	9 876	9 122
..	..	..	109	64	52	56	56	55	59	61	62
..	..	..	8 236	8 636	9 299	9 748	9 928	10 151	9 811	9 815	9 060
606	611	529	515	658	694	689	626	720	734	792	831
515	549	561	545	549	523	733	1 048	914	820	801	820
6 171	6 308	6 673	7 160	7 413	8 020	8 229	8 174	8 442	8 179	8 138	7 325
4 953	5 012	5 368	5 760	5 972	6 447	6 813	7 114	7 382	7 115	7 042	6 230
129	76	1	—	—	47	82	65	60	63	67	67
..	..	..	16	16	15	15	15	15	15	17	17
177	169	141	..	..	..	..	..	..	..	..	10
14 784	16 357	17 524	18 513	19 043	20 203	21 101	22 190	22 621	22 939	23 489	23 788
..	..	..	7 154	7 220	7 416	7 622	7 889	7 964	8 173	8 412	8 370
1 492	1 511	1 570	1 713	1 579	1 453	1 306	1 404	1 482	1 343	1 160	871
212	266	284	284	288	290	310	310	325	336	360	335
149	159	171	182	180	196	194	207	210	257	375	425
28	42	45	53	67	82	41	35	36	36	24	18
—	—	35	35	35	—	—	—	—	—	—	17
3 651	3 851	4 055	4 237	4 014	4 281	4 528	4 640	4 758	4 875	5 067	5 287
..	..	..	650	1 057	1 114	1 243	1 293	1 153	1 326	1 426	1 434
..	..	..	11 359	11 823	12 787	13 479	14 301	14 657	14 766	15 077	15 418
25	22	25	25	27	24	25	25	25	24	23	22
1 484	1 576	1 589	1 586	1 589	1 626	1 682	1 720	1 741	1 705	1 687	1 639
5 750	6 696	7 245	7 791	8 121	9 023	9 660	10 302	10 567	10 745	11 075	11 393
378	419	440	449	479	553	554	556	568	682	756	680
1 067	1 146	1 315	1 376	1 483	1 428	1 432	1 567	1 618	1 473	1 395	1 539
..	..	..	132	124	133	126	131	138	137	141	145
548	669	750	..	..	..	..	..	..	..	..	27
7 113	7 348	7 495	7 647	7 449	7 669	8 025	8 516	9 008	9 441	10 068	10 421
..	..	..	7 477	7 261	7 434	7 776	8 215	8 673	9 105	9 681	10 037
24	28	31	38	40	40	45	50	52	52	61	67
6 072	6 288	6 395	6 479	6 255	6 440	7 296	7 875	8 375	8 732	9 382	9 775
801	826	858	881	876	863	280	112	63	58	41	36
74	62	64	78	90	91	155	178	183	263	197	159
..	..	..	1	—	—	—	—	—	—	—	34
..	..	..	170	188	235	249	301	335	336	387	384
..	..	..	—	—	—	—	—	—	—	—	36
..	..	..	—	—	—	—	—	—	—	—	37
..	..	..	170	188	235	249	301	335	336	387	384
142	144	147	..	..	..	..	..	..	..	..	39
13 110	13 738	14 268	14 740	14 545	14 902	15 454	16 160	16 692	17 337	18 154	18 469
16 385	17 680	18 656	19 765	20 647	22 321	23 476	24 530	25 143	24 913	25 279	24 862
29 495	31 418	32 924	34 505	35 192	37 223	38 930	40 690	41 835	42 250	43 433	43 331
											42

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1990-2008

Revenus	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Administration fédérale	1 433	1 350	1 198	946	952	1 220	1 087
02 Intérêts et autres revenus de placement	442	441	437	387	383	433	394
03 Sommes reversées par les entreprises publiques	991	909	761	559	569	787	693
04 Administration provinciale	1 582	1 666	1 495	1 496	1 432	1 678	2 154
05 Intérêts et autres revenus de placement	1 487	1 555	1 406	1 366	1 291	1 514	1 479
06 Sommes reversées par les entreprises publiques	8	3	—	21	20	—	486
07 Redevances	87	108	89	109	121	164	189
08 Administrations locales	293	261	256	248	276	288	257
09 Intérêts et autres revenus de placement	269	235	231	220	246	258	232
10 Sommes reversées par les entreprises publiques	24	26	25	28	30	30	25
11 Régime de pensions du Canada	16	17	17	17	16	16	15
12 Régime de rentes du Québec	1 215	1 153	995	964	923	963	857
13 Total	4 539	4 447	3 961	3 671	3 599	4 165	4 370

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
 Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
1 131	1 273	1 364	1 676	1 755	1 565	1 508	1 312	1 293	1 404	1 658	01
461	458	525	623	614	512	552	465	536	547	682	692
670	815	839	1 053	1 141	1 053	956	847	757	857	1 010	966
2 376	2 314	2 607	3 292	3 364	3 646	4 034	4 436	4 934	6 718	7 260	7 886
1 557	1 765	1 916	2 499	2 675	2 721	2 974	2 934	3 513	4 133	4 809	5 111
534	279	453	539	554	763	965	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252
285	270	238	254	135	162	95	152	295	243	356	523
224	274	274	358	277	270	298	223	232	280	336	364
199	247	246	333	253	246	272	223	232	280	336	364
25	27	28	25	24	24	26	—	—	—	—	10
14	14	14	14	12	13	12	13	14	14	15	11
769	713	678	853	793	777	751	803	942	1 269	1 363	1 317
4 514	4 588	4 937	6 193	6 201	6 271	6 603	6 787	7 415	9 685	10 666	11 240
											13

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1990-2008

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
M\$							
01 Administration fédérale	7 087	7 079	7 438	7 930	7 975	7 780	7 403
02 Dépenses courantes nettes en biens et services	6 494	6 593	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713
03 Rémunération des salariés	3 624	3 770	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760
04 Autres achats de biens et services	2 870	2 823	2 884	3 213	3 208	3 189	2 953
05 Investissements en capital fixe et en stocks	593	486	632	850	834	686	690
06 Administration provinciale¹	22 497	24 360	25 429	25 313	25 465	25 152	24 775
07 Dépenses courantes nettes en biens et services	20 752	22 368	23 589	23 453	23 430	23 101	22 865
08 Rémunération des salariés	12 948	13 958	14 073	14 334	14 348	14 342	14 207
09 Autres achats de biens et services	7 804	8 410	9 516	9 119	9 082	8 760	8 658
10 Investissements en capital fixe	1 745	1 992	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910
11 Dont : Santé et services sociaux	8 393	9 071	9 469	9 494	9 745	9 354	9 180
12 Dépenses courantes nettes en biens et services	8 076	8 617	9 015	9 037	9 133	8 877	8 722
13 Rémunération des salariés	6 155	6 667	7 132	7 286	7 242	7 206	6 761
14 Autres achats de biens et services	1 921	1 950	1 883	1 751	1 891	1 671	1 961
15 Investissements en capital fixe	317	454	454	457	612	477	458
16 Dont : Éducation	3 381	3 762	4 043	4 246	4 183	4 047	3 994
17 Dépenses courantes nettes en biens et services	3 083	3 402	3 627	3 721	3 695	3 527	3 539
18 Rémunération des salariés	2 519	2 707	2 929	3 043	3 104	3 088	3 253
19 Autres achats de biens et services	564	695	698	678	591	439	286
20 Investissements en capital fixe	298	360	416	525	488	520	455
21 Administrations locales	12 544	12 930	13 490	13 976	14 399	14 617	14 760
22 Dépenses courantes nettes en biens et services	10 371	10 967	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402
23 Rémunération des salariés	7 354	7 830	8 439	8 608	8 712	8 773	8 396
24 Autres achats de biens et services	3 017	3 137	3 172	3 396	3 515	3 582	4 006
25 Investissements en capital fixe	2 173	1 963	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358
26 Dont : Commissions scolaires	6 512	6 869	7 175	7 425	7 445	7 617	7 499
27 Dépenses courantes nettes en biens et services	6 181	6 509	6 785	7 084	7 149	7 277	7 038
28 Rémunération des salariés	4 574	4 890	5 203	5 327	5 427	5 466	5 150
29 Autres achats de biens et services	1 607	1 619	1 582	1 757	1 722	1 811	1 888
30 Investissements en capital fixe	331	360	390	341	296	340	461
31 Total	42 128	44 369	46 357	47 219	47 839	47 549	46 938

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	
M\$												
6 934	7 490	8 196	8 847	9 010	9 310	9 960	10 178	10 597	11 047	11 536	12 670	01
6 320	6 940	7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 368	10 801	11 860	02
3 661	3 681	3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 875	6 142	6 485	03
2 659	3 259	3 711	3 687	3 865	3 936	4 364	4 337	4 242	4 493	4 659	5 375	04
614	550	688	686	769	522	523	633	759	679	735	810	05
24 355	25 108	26 792	28 650	30 971	33 530	35 190	36 119	37 592	39 174	43 108	45 281	06
22 471	22 839	24 342	26 049	28 028	29 599	31 404	32 209	33 281	34 788	37 965	38 331	07
14 138	13 698	14 314	15 512	16 602	17 267	18 284	18 707	19 014	19 682	21 939	21 409	08
8 334	9 141	10 029	10 537	11 426	12 332	13 120	13 503	14 267	15 106	16 026	16 922	09
1 884	2 269	2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 386	5 143	6 950	10
9 363	9 460	10 260	11 240	11 955	12 502	13 404	13 908	14 593	15 349	17 100	16 923	11
8 928	8 804	9 559	10 458	11 228	11 676	12 644	13 011	13 472	14 077	15 834	15 180	12
7 212	7 160	7 530	8 217	8 734	9 052	9 642	9 771	9 991	10 427	12 016	11 197	13
1 716	1 644	2 029	2 241	2 494	2 624	3 002	3 240	3 481	3 650	3 818	3 983	14
435	656	701	782	727	826	760	897	1 121	1 272	1 266	1 743	15
3 894	3 700	3 935	4 132	4 440	4 968	5 385	5 549	5 743	5 883	6 256	6 586	16
3 449	3 338	3 437	3 588	3 934	4 334	4 522	4 554	4 832	5 024	5 308	5 571	17
3 133	2 839	3 003	3 182	3 382	3 632	3 864	4 020	4 159	4 304	4 527	4 723	18
316	499	434	406	552	702	658	534	673	720	781	848	19
445	362	498	544	506	634	863	995	911	859	948	1 015	20
14 572	14 241	14 096	15 268	16 270	16 648	18 763	18 965	20 659	20 850	22 556	24 914	21
12 234	11 958	12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 289	18 344	19 406	22
8 179	7 978	8 370	8 691	8 940	9 373	10 755	9 989	10 740	10 727	11 441	11 613	23
4 055	3 980	3 634	4 520	4 798	5 040	5 456	5 749	6 171	6 562	6 903	7 793	24
2 338	2 283	2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 561	4 212	5 508	25
7 006	6 892	7 218	7 672	7 883	8 290	8 545	8 913	9 202	9 591	10 211	10 459	26
6 407	6 377	6 750	7 175	7 415	7 718	7 997	8 439	8 603	8 964	9 533	9 706	27
5 016	4 950	5 314	5 506	5 668	5 924	6 129	6 256	6 284	6 568	7 101	7 125	28
1 391	1 427	1 436	1 669	1 747	1 794	1 868	2 183	2 319	2 396	2 432	2 581	29
599	515	468	497	468	572	548	474	599	627	678	753	30
45 861	46 839	49 084	52 765	56 251	59 488	63 913	65 262	68 848	71 071	77 200	82 865	31

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1990-2008

Transferts	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Administration fédérale	10 536	12 142	13 173	13 748	13 217	12 775	12 695
02 Allocations familiales et aux jeunes	659	685	696	9	9	9	9
03 Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	153	153	168	1 341	1 342	1 312	1 307
04 Prestation universelle pour la garde d'enfants	..	..	..	..	..	..	..
05 Pensions, première et seconde guerres mondiales	101	94	104	103	104	110	110
06 Allocations aux anciens combattants	93	96	97	116	108	85	49
07 Subventions aux autochtones et à leurs organismes	214	216	286	301	291	385	412
08 Taxes sur les produits et services – crédit	164	512	729	749	782	763	776
09 Prestations d'assurance-emploi	4 274	5 332	5 672	5 434	4 665	4 099	3 772
10 Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	4 410	4 750	4 966	5 158	5 352	5 485	5 660
11 Bourses d'études et subventions à la recherche	148	151	173	173	197	168	168
12 Transferts divers et autres	320	153	282	364	367	359	432
13 Administration provinciale	4 996	5 645	6 069	7 188	7 255	7 422	7 427
14 Bénéfices d'assurance sociale, assurance contre les accidents du travail	1 037	1 138	1 121	1 046	1 049	1 044	1 087
15 Bénéfices d'assurance sociale, autre	..	..	..	..	..	..	..
16 Subventions aux associations de bienfaisance	469	504	537	544	581	861	928
17 Aide sociale – maintien du revenu	1 935	2 222	2 660	2 938	3 048	3 048	2 933
18 Aide sociale – autres	307	357	410	427	449	488	548
19 Transferts divers	1 248	1 424	1 341	2 233	2 128	1 981	1 931
20 Administrations locales	2						
21 Régime de pensions du Canada	42	46	48	50	52	54	54
22 Régime de rentes du Québec	3 170	3 510	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028
23 Total	18 746	21 345	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
12 600	12 799	13 037	13 568	14 568	15 064	15 589	16 255	16 793	17 157	17 984	19 856
10	14	20	24	28	32	34	38	39	44	45	45
1 318	1 378	1 439	1 577	1 715	1 819	1 854	1 972	2 101	2 169	2 175	2 252
..	..	..	..	..	..	..	..	..	261	545	560
111	111	110	117	144	169	177	185	192	205	205	206
50	50	53	52	34	27	28	33	36	40	57	73
348	434	429	521	442	459	484	506	551	480	511	1 641
788	777	804	810	841	856	886	908	926	953	962	997
3 405	3 318	3 097	2 972	3 449	3 672	3 817	3 863	3 865	3 538	3 214	3 205
5 821	5 976	6 138	6 386	6 645	6 889	7 198	7 474	7 768	8 180	8 597	9 081
171	127	127	145	153	160	168	201	215	235	224	269
578	614	820	964	1 117	981	943	1 075	1 100	1 052	1 449	1 527
7 480	7 818	7 911	7 820	8 235	8 300	8 457	9 032	9 863	11 889	12 923	13 377
1 033	1 030	1 062	1 115	1 207	1 281	1 377	1 404	1 442	1 485	1 513	1 572
..	..	..	..	..	..	..	..	..	805	1 452	1 560
1 101	1 292	1 258	1 421	1 607	1 673	1 663	1 688	1 743	1 818	1 922	2 107
2 687	2 451	2 333	2 259	2 242	2 290	2 342	2 339	2 297	2 327	2 369	2 368
508	334	333	327	309	295	294	286	281	308	322	320
2 151	2 711	2 925	2 698	2 870	2 761	2 781	3 315	4 100	5 146	5 345	5 450
2	2	2	-	140	149	193	296	336	347	313	336
54	54	55	57	58	61	62	94	98	102	106	110
5 285	5 525	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144
25 421	26 198	26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 739	39 982	42 823
											23

Tableau 5.12

Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1990-2008

Transferts	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Administration fédérale	1 132	1 526	640	563	587	399	327
02 Subventions	763	1 187	526	572	531	547	582
03 Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
04 Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
05 Subventions à l'agriculture	192	162	129	110	97	90	82
06 Autres subventions	..	..	..	..	..	..	..
07 Ajustement à une base d'exercice	-76	2	-27	-35	-29	-26	-40
08 Transferts de capitaux	369	339	114	-9	56	-148	-255
09 Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	-42	-171	-190	-243	-225	-324	-443
10 Aux particuliers et entreprises individuelles, bruts	..	..	..	..	..	..	..
11 Des particuliers et entreprises individuelles	..	..	..	..	..	..	..
12 Aux sociétés et entreprises publiques, nets	411	510	304	234	281	176	188
13 Administration provinciale	1 840	2 103	2 694	2 161	2 383	2 174	2 194
14 Subventions	1 728	1 992	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082
15 Dont : Ajustement à une base d'exercice	-5	-1	76	-13	-21	-10	6
16 Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
17 Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
18 Transferts de capitaux	112	111	71	74	97	96	112
19 Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	30	20	-	16	19	38	58
20 Aux sociétés et entreprises publiques, nets	82	91	71	58	78	58	54
21 Aux administrations locales	..	..	..	..	..	..	..
22 Administrations locales	285	323	525	532	513	504	506
23 Subventions sur les produits	230	262	469	475	455	447	449
24 Transferts de capitaux	55	61	56	57	58	57	57
25 Aux sociétés et entreprises publiques, nets	55	61	56	57	58	57	57
26 À l'administration provinciale	..	..	..	..	..	..	..
27 Total des subventions	2 721	3 441	3 618	3 134	3 272	3 072	3 113
28 Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	201	198	178
29 Subventions sur les produits	..	..	..	..	3 071	2 874	2 935
30 Total des transferts de capitaux	536	511	241	122	211	5	-86
31 Total	3 257	3 952	3 859	3 256	3 483	3 077	3 027

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.

Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
26	28	211	-163	-37	102	439	727	765	758	824	776
802	741	732	549	537	468	764	727	661	691	724	886
..	..	..	8	9	8	9	9	8	9	5	5
..	..	..	541	528	460	755	718	653	682	719	881
67	78	72	49	31	17	22	111	9	8	8	05
..	..	..	495	457	403	698	573	598	630	642	858
5	-8	14	-3	40	40	35	34	46	44	69	15
-776	-713	-521	-712	-574	-366	-325	-	104	67	100	-110
-851	-870	-956	-1 066	-1 000	-756	-503	-330	-240	-292	-282	-264
..	..	..	53	21	-1	3	-5	15	13	8	5
..	..	..	1 119	1 021	755	506	325	255	305	290	269
75	157	435	354	426	390	178	330	344	359	382	154
2 155	3 227	3 445	3 870	4 353	4 378	5 051	5 192	5 157	5 465	6 038	6 225
2 045	2 992	3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 157	5 694	5 774
-8	11	6	-30	-	11	15	171	-41	-	54	-94
..	..	..	279	285	261	251	231	251	262	317	347
..	..	..	3 239	3 821	3 861	4 521	4 596	4 610	4 895	5 377	5 427
110	235	386	352	248	256	279	365	296	308	344	451
6	87	103	90	55	22	10	13	14	12	21	33
104	148	283	262	193	234	269	352	282	296	323	418
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
530	434	436	415	448	457	490	508	607	618	727	767
474	380	382	358	387	402	428	444	540	547	567	586
56	54	54	57	61	55	62	64	67	71	160	181
56	54	54	57	61	55	62	64	67	71	160	181
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26
3 321	4 113	4 173	4 425	5 029	4 992	5 964	5 998	6 062	6 395	6 985	7 246
390	438	562	287	294	269	260	240	259	271	322	352
2 931	3 675	3 612	4 138	4 735	4 723	5 704	5 758	5 803	6 124	6 663	6 894
-610	-424	-81	-303	-265	-55	16	429	467	446	604	522
2 711	3 689	4 092	4 122	4 764	4 937	5 980	6 427	6 529	6 841	7 589	7 768
											31

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques, Québec, 1990-2008

Transferts	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	M\$						
01 Administration fédérale	7 636	7 438	8 237	8 803	8 578	9 662	8 216
02 À l'administration provinciale	7 543	7 382	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109
03 Régime d'assistance publique du Canada	1 185	1 486	1 769	1 981	2 132	1 998	525
04 Subventions statutaires	5	5	5	5	5	5	9
05 Accords fiscaux	3 870	3 771	3 559	3 590	3 612	4 486	4 035
06 Subventions à l'enseignement postsecondaire	320	267	419	513	366	388	82
07 Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation	866	746	1 073	1 271	1 004	984	211
08 Caisse d'aide à la santé	347	354	359	381	362	384	94
09 Régime de soins médicaux	—	—	—	—	—	—	—
10 Paiement dans le cadre d'ententes pour l'expansion économique régionale	22	38	42	36	43	183	112
11 Langues officielles	101	82	65	41	83	52	50
12 Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	3	15	26	23	16	15	21
13 Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	—	—	—	—	—	—	1 933
14 Transferts courants divers	583	362	595	643	597	846	796
15 Aux universités provinciales	241	256	256	256	257	251	241
16 Aux administrations locales	93	56	69	63	101	70	107
17 Administration provinciale	6 767	7 105	7 547	7 528	7 607	8 132	7 511
18 Aux administrations locales	6 536	6 758	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051
19 Commissions scolaires	5 523	5 815	6 206	6 022	5 954	6 282	5 865
20 Transferts de nature générale	1 013	943	972	1 134	1 271	1 426	1 186
21 À l'administration fédérale	231	347	369	372	382	424	460
22 Administrations locales	—	—	—	—	—	—	19
23 À l'administration provinciale	—	—	—	—	—	—	19
24 Total	14 403	14 543	15 784	16 331	16 185	17 794	15 746

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
M\$											
7 133	7 595	8 138	8 246	8 763	8 259	8 972	7 795	11 660	12 169	13 669	15 987
7 030	7 504	8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 054	13 532	15 865
- 1	-	-	14	"	"	"	"	"	"	"	"
16	6	9	7	5	5	5	5	3	5	5	5
4 192	4 854	4 991	5 062	5 568	4 778	4 236	3 038	5 031	5 388	6 794	7 812
- 13	-	-	"	"	"	"	"	"	"	"	"
- 29	- 3	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
- 21	24	- 2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
35	81	22	9	7	6	3	2	2	1	"	10
61	35	47	55	59	61	44	52	61	88	78	39
15	22	34	71	137	75	78	77	43	38	41	34
1 895	1 626	2 078	2 004	1 744	2 333	3 416	3 195	4 721	4 095	4 639	5 503
647	697	698	711	851	647	838	973	1 350	2 049	1 562	2 021
233	162	215	283	370	334	330	429	384	390	413	451
103	91	42	30	22	20	22	24	65	115	137	122
6 721	7 012	7 087	7 484	7 972	8 439	8 526	9 121	8 951	9 562	10 301	10 509
6 246	6 520	6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 635	9 878
5 256	5 170	5 670	6 077	6 287	6 615	6 777	7 054	6 908	7 353	7 852	7 904
990	1 350	937	852	1 135	1 205	1 230	1 389	1 415	1 727	1 783	1 974
475	492	480	555	550	619	519	678	628	482	666	631
115	274	364	285	48	49	52	59	68	73	73	78
115	274	364	285	48	49	52	59	68	73	73	78
13 969	14 881	15 589	16 015	16 783	16 747	17 550	16 975	20 679	21 804	24 043	26 574
											24

2

Cadre général des comptes économiques

La révision historique de décembre 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des *Comptes économiques nationaux* concernant la période de 1961 à 1997. La diffusion des *Comptes économiques provinciaux* de la période de 1992 à 1997, modifiés également, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée par SC.

Comme SC l'a exprimé, cette révision vise trois objectifs¹. Le premier est d'assurer la conformité du Système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, comme elles sont consignées dans le document² intitulé *Système de comptabilité nationale, 1993* – aussi appelé SCN 1993 –, préparé sous l'égide des Nations unies et publié conjointement en 1993 par la Banque mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'OCDE. Le deuxième objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, qui était alors 1992 = 100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusqu'à inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'administration publique provinciale; le deuxième tableau, qui présentait les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, est désormais fusionné avec celui qui porte sur les impôts directs des particuliers, pour former le nouveau tableau 5.6. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 48.

Les révisions faites en novembre 2001

Statistique Canada a instauré trois révisions importantes à l'automne 2001. La première est le changement d'année de base pour les données en dollars constants et les indices implicites de prix; la nouvelle année de base est 1997 = 100. Les taux de croissance des années 1981 à 1996 ne s'en trouvent pas modifiés.

La deuxième révision consiste à traiter les dépenses en logiciels comme des investissements plutôt que comme des dépenses courantes; elle a des effets sur certaines variables des tableaux 2.1, 2.2 et 2.3. Dans le tableau 2.1, les bénéfices des entreprises et les provisions pour consommation de capital sont révisés à la hausse, en raison de cette modification. Dans les tableaux 2.2 et 2.3, les dépenses en capital des administrations publiques et des entreprises s'en trouvent augmentées, alors que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont revues à la baisse.

Enfin, en troisième lieu, le concept de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs est remplacé par celui de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base, pour assurer la conformité avec les normes internationales. Ce mode d'évaluation signifie que le produit intérieur (ou revenu) net se définit comme le revenu perçu par les producteurs pour la production ou la vente des biens et services, moins les impôts indirects nets sur ces produits (c'est-à-dire diminué des subventions à recevoir sur lesdits produits).

Pour cette raison, l'ancien poste du tableau 2.1, qui s'appelait « impôts indirects moins subventions », est désormais fractionné en deux composantes : les « impôts moins subventions sur les facteurs de production » et les « impôts moins subventions sur les produits ». La première inclut notamment les cotisations sociales, les taxes foncières, les taxes sur la masse salariale et les subventions à la formation de la main-d'œuvre; la seconde comprend, entre autres, les taxes d'accise, les taxes de vente sur les produits et services, ainsi que les subventions à la production de biens et services.

1. Statistique Canada, note sur le site Web.

2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

La révision effectuée en novembre 2002

Statistique Canada a étendu aux *Comptes économiques provinciaux* (CEP) la mesure du produit intérieur brut (PIB) réel selon les dépenses, déjà adoptée en mai 2001 dans les comptes canadiens trimestriels des revenus et dépenses. Cette mesure fait appel à la formule de l'indice Fisher³, enchaîné trimestriellement dans les comptes canadiens, mais annuellement dans les CEP.

Le recours à cette méthode produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'une période à l'autre; il permet aussi la comparaison avec les comptes des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également les indices en chaîne.

La méthode antérieure de déflation utilisait des indices de type Laspeyres. Les indices Laspeyres sont à pondération fixe et les poids sont ceux de l'année de base. L'enchaînement se fait en changeant périodiquement l'année de base, soit à des intervalles variant entre 5 et 10 ans. Toutefois, cette formule tend à surestimer la croissance, et ce biais prend plus d'importance si des changements technologiques importants font baisser les prix d'un secteur de l'économie par rapport aux autres, comme ce fut le cas avec l'expansion rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). À l'opposé, l'indice de type Paasche, dont les pondérations sont celles de la période courante, génère un biais inverse, car il tend à sous-estimer la croissance.

L'indice de type Fisher est la moyenne géométrique des indices Laspeyres et Paasche; il génère donc une estimation du PIB comprise entre celles des deux autres. L'indice Fisher est la mesure la plus proche de celle qui serait produite par un indice dont les pondérations changerait continuellement.

La réconciliation avec d'autres ensembles de données

À compter de l'édition 1999, les *Comptes économiques des revenus et dépenses* sont réconciliés avec les deux autres ensembles de données que sont les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

La ventilation des échanges extérieurs entre biens et services

À compter de l'édition 2005, SC a réintroduit la ventilation entre biens et services⁴ dans les agrégats du commerce extérieur. Toutefois, les échanges de biens et

services diffusés dans les CEP suivent les conventions utilisées dans le Système de compatibilité nationale. Il en résulte que le grand total des exportations (et des importations) internationales de biens – et celles de services – ne correspond pas aux exportations (ni aux importations) canadiennes de biens – et de services – comme diffusées dans les comptes nationaux trimestriels. En effet, celles-ci suivent les normes et les conventions de la balance des paiements. Par ailleurs, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux des tableaux d'entrées-sorties, afin de mieux mesurer les exportations (et les importations) internationales de biens en prix à l'achat pour chacun des produits en valeur nominale. La déflation est réalisée distinctement sur les produits en prix à la production et sur les marges, après quoi les deux quantités ainsi obtenues sont agrégées afin d'obtenir la valeur en termes réels des produits exportés (et importés) en prix à l'achat. Enfin, les échanges interprovinciaux de biens et services sont mesurés en prix à la production.

Le traitement des régimes de retraite de la fonction publique

À compter de la diffusion du premier trimestre 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et, par conséquent, de l'édition 2000 des *Comptes économiques provinciaux*, SC a modifié le traitement des régimes de retraite non autonomes des administrations publiques fédérale et provinciales. Ces régimes font désormais partie du secteur des particuliers et ils sont traités de la même façon que les caisses de retraite autonomes ou en fiducie, alors qu'auparavant, ils faisaient partie du secteur des administrations publiques.

Les cotisations des employeurs et des salariés à ces régimes ne sont plus transférées aux administrations publiques en tant que contributions aux régimes d'assurance sociale, mais elles continuent d'être comptabilisées dans la rubrique « salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail », dans le secteur des particuliers. Par contre, les revenus de placement de ces régimes s'ajoutent aux revenus de placement des particuliers plutôt qu'à ceux des administrations. Enfin, les prestations de retraite versées par ces régimes ne font plus partie des transferts courants des administrations publiques aux particuliers – par le fait même, elles disparaissent du revenu personnel – mais elles viennent diminuer la richesse personnelle accumulée, laquelle fait partie des comptes de patrimoine et non des comptes des revenus et dépenses. Tous ces changements ont pour effet net l'accroissement de l'épargne personnelle, parce qu'ils donnent lieu à une augmentation du revenu personnel.

3. Statistique Canada, note sur le site Web.

4. Statistique Canada, p. 44-46, novembre 2005 (13-016-XIE).

combinée à une réduction des cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Dans la présente publication, ces modifications ont une incidence sur la présentation et le contenu des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (chapitre 5) numéros 5.1, 5.2, 5.3, 5.6, 5.9 et 5.11. Les tableaux sectoriels du chapitre 3 sont également touchés, soit les numéros 3.5, 3.6, 3.9, 3.10, 3.13 et 3.14. Enfin, les tableaux sommaires numéros 2.6, 2.7 et 2.8 du chapitre 2 subissent aussi des modifications attribuables à ces changements.

L'objectif de la comptabilité économique

Dans une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité s'accroissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échange avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise grâce à une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des denominateurs communs, tels que la consommation et la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui oblige à une présentation relativement globale.

La poursuite des travaux sur la comptabilité économique est le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances des phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 60, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, a élaboré un

système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, au Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement de données statistiques est fait à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Dans un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipement de production, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidants du territoire, soit détenus par des non-résidants (ailleurs dans le monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous l'appellation « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et dépenses (la consommation), au compte de capital et de financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés « comptes d'opération », sont les plus connus et ils font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions relatives aux biens et services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le

5. NATIONS UNIES (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York, « Études méthodologiques », série F, n° 2, rev. 3.

compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on trouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, ainsi que les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation ne sont, pour l'instant, que très peu ou pas produits.

Les Comptes économiques provinciaux des revenus et dépenses

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*⁶. En 1970 et en 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des *Comptes économiques provinciaux*: le sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le comité fédéral-provincial sur les *Comptes économiques provinciaux*, formé au printemps 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possibles. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication des *Comptes économiques provinciaux* en 1977⁷. Depuis cette date, SC publie des données sur les comptes économiques par province. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de SC, et elle contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes des revenus et dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux qui portent sur la distribution industrielle du produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production

engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production pour les revenus et dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie d'éléments liés aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidants d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés dans un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais il permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les *Comptes économiques provinciaux* sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'en fonction de celui de production nationale, bien que ce dernier soit également utilisé.

Les composantes des Comptes économiques des revenus et dépenses

L'objectif principal des *Comptes économiques des revenus et dépenses* est de mesurer la production⁸ d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes des revenus et dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1.1) et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 1.2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes des revenus et dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité, et que l'on dispose d'information sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

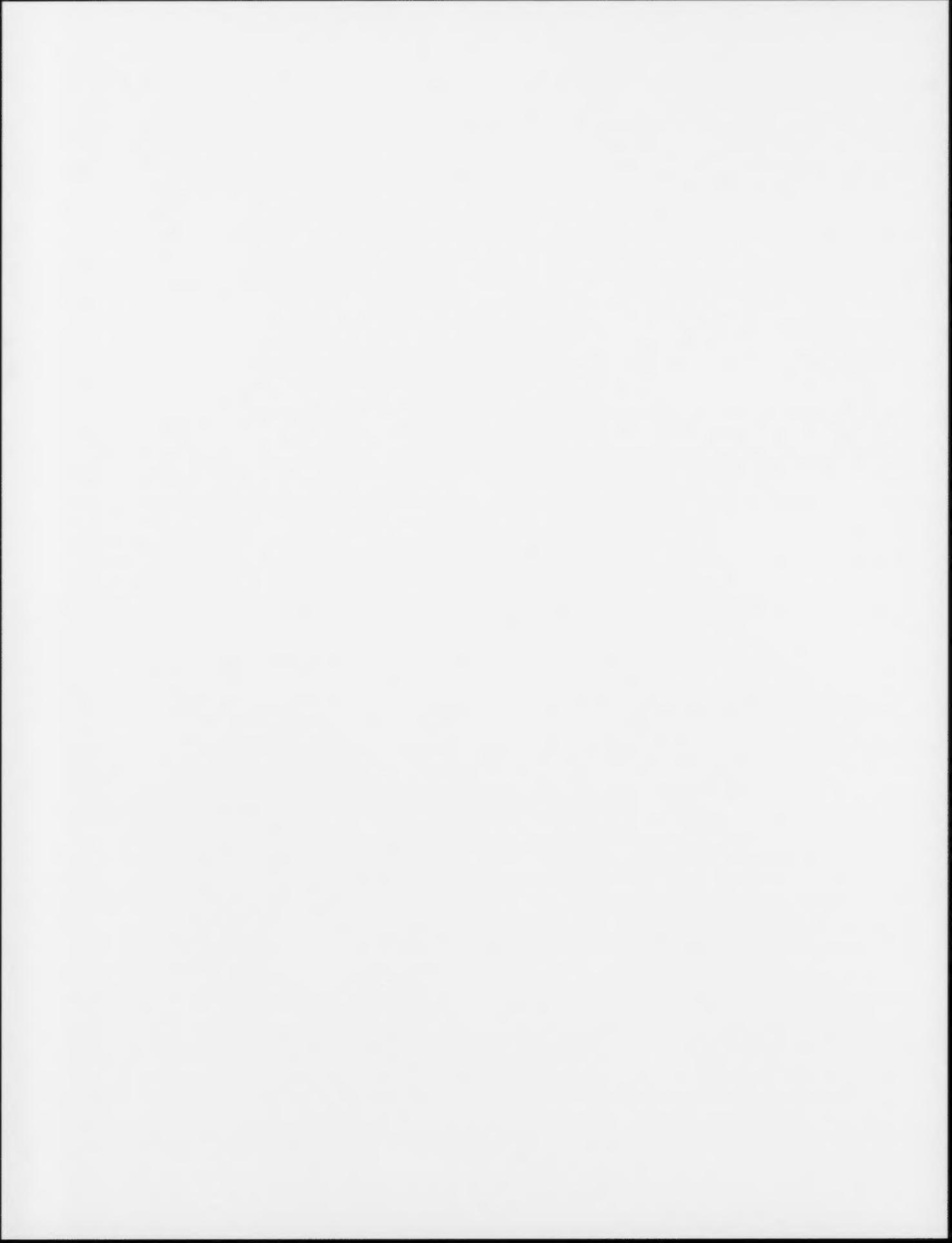
6. Publication du ministère du Développement économique, de l'Innovation et l'Exportation

7. STATISTIQUE CANADA (1977). *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai.

8. La production considérée est la production « nette », c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires nécessaires à la fabrication d'un bien ou d'un service.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidants. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex.: sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (ex.: les particuliers, les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats et les associations professionnelles). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement liée aux affaires publiques (ex.: les ministères et agences gouvernementales, que ce soit sur le plan fédéral, provincial ou local, et les régimes publics de pension). Enfin, le secteur des non-résidants représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes des revenus et dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des différents agents économiques (tableaux 2.1 et 3.1) et la somme de toutes les ventes finales faites à ces mêmes agents (tableaux 2.2 et 3.2). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et dépenses, on trouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.



Sources et particularités

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des *Comptes économiques provinciaux* (CEP) de SC. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se trouvent dans la publication 13-001 : *Comptes nationaux des revenus et dépenses*; les données annuelles des CEP apparaissent dans la publication 13-213 : *Comptes économiques provinciaux* et elles sont accessibles dans la banque de données CANSIM.

ISQ : Institut de la statistique du Québec.

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.6, calculées selon la base nationale.

Le concept de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base remplace celui de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs. Les impôts indirects nets sont scindés en deux composantes, selon qu'ils s'appliquent aux facteurs de production ou aux biens et services.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses

Source : SC.

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci soit positive ou négative.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Les dépenses en logiciels sont considérées comme des dépenses en capital plutôt que de fonctionnement courant.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel

Source : SC.

Dans ce tableau, le PIB et ses composantes sont exprimés en termes réels grâce à la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher, dont l'année de base est 2002. Pour ce qui concerne chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement au cours de l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est désormais la méthode officielle de déflation adoptée par SC pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent dorénavant les données officielles du PIB réel et de ses composantes.

Comme au tableau 2.2, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2002

Source : SC.

Ce tableau présente une estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants, obtenue par la méthode antérieure des indices de prix à pondération fixe. Il est publié ici à titre indicatif seulement, et de façon temporaire, dans le seul but de faciliter, pour les utilisateurs, la transition vers la nouvelle méthode de déflation à l'aide des indices en chaîne.

Dans ce tableau, pour ce qui est des années antérieures à l'année de base 2002, la somme des

composantes diffère des totaux partiels et des totaux. Les différences correspondent aux variables d'ajustement inhérentes à la méthode de déflation utilisée par SC et qui ne sont pas reproduites dans ce tableau. Selon cette méthode, les mouvements en volume de chaque composante, total partiel ou total, demeurent les mêmes que lorsqu'ils étaient exprimés en dollars constants de 1997 pour les données de la période 1997-2001, de 1992 pour les données de la période 1992-1996, ou de 1986 pour celles de la période 1986-1991. Les composantes ainsi raccordées ne s'additionnent donc pas exactement pour donner les totaux partiels et les totaux. Les variables d'ajustement restaurent cette additivité.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel

Sources : SC et ISQ.

La méthode de déflation à l'aide d'indices de prix en chaîne permet de calculer la contribution, en points de pourcentage, de chaque composante du PIB, et de chaque total partiel, à la variation globale du PIB. Ce tableau est donc en relation avec le tableau 2.3 sur le PIB réel et non avec le tableau 2.3A qui fait appel à la méthode antérieure de déflation.

Contrairement aux tableaux 2.2, 2.3, 2.3A et 2.5, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, font l'objet d'une ventilation selon les biens et services par l'ISQ pour les années antérieures à 1997, et par SC pour les années 1997 et suivantes.

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut

Source : SC.

Ces indices sont appelés « implicites » parce qu'ils sont le résultat de la division des valeurs en dollars courants du tableau 2.2 par les valeurs correspondantes en termes réels du tableau 2.3, obtenues par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher.

Les indices implicites de prix des variables du commerce extérieur sont eux aussi ventilés selon les biens et services.

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.1, évaluées selon la base intérieure.

En effet, la rémunération sur une base nationale inclut les salaires versés hors du Québec à des résidents du Québec, mais elle exclut les salaires versés au Québec à des non-résidents. Selon la base intérieure, la rémunération englobe tous les salaires versés sur le territoire du Québec, que ce soit à des résidents ou à des non-résidents.

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel

Source : SC.

L'estimation par SC des dépenses personnelles de consommation, sur une base nationale, permet une meilleure évaluation de l'épargne personnelle, étant donné qu'on tient compte des dépenses des résidents effectuées à l'étranger, lesquelles viennent réduire d'autant l'épargne des ménages résidents. La prise en compte de la balance touristique a pour effet de maintenir la propension moyenne à consommer inférieure à l'unité dans le cas où l'épargne des résidents est inférieure aux dépenses des touristes étrangers.

Comme l'épargne personnelle est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc être faite avec prudence.

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle

Sources : ISQ et SC.

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement

Source : SC.

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux sectoriels

Les tableaux sectoriels sont élaborés par l'ISQ et n'ont pas d'équivalent dans les *Comptes économiques provinciaux* de SC. Ils se composent de revenus et de dépenses ainsi que de comptes de financement du capital pour les agents économiques suivants : particuliers et entreprises individuelles, administrations provinciale et locales et un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des renseignements contenus dans les tableaux sommaires (tableaux 2.1 à 2.10) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 5.1 à 5.13).

Les données manquantes sont soit obtenues de SC, soit directement estimées par l'ISQ. Ainsi, la valeur de la dernière année relativement à de nombreuses variables doit être estimée. Toutefois, ces estimations découlent de celles qui ont été faites dans les tableaux 5.1 à 5.13.

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements ainsi que des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de SC estime les salaires et traitements selon les agents économiques, et une somme globale pour les revenus supplémentaires du travail. L'ISQ ventile cette dernière somme entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital des particuliers et des entreprises individuelles sont estimées par l'ISQ à partir des données sur l'amortissement des comptes nationaux annuels.

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers, notamment en éliminant des dépenses personnelles de biens et services de consommation les achats de biens et services auprès des non-résidants du Québec. Une estimation des investissements en capital fixe et en stocks attribuables aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages propres aux secteurs économiques apparaissant dans la revue intitulée *Investissements privés et publics au Canada* (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 5.10, « Dépenses publiques courantes en biens et services et investissements des

administrations publiques ». Ce dernier tableau, élaboré par l'ISQ, ventile les dépenses salariales et les autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 3.3

Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.4

Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.3 et 3.4 proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 3.7, 3.8, 3.11, 3.12, 3.15 et 3.16.

L'investissement en construction résidentielle est ventilé entre, d'une part, les particuliers et les entreprises individuelles et, d'autre part, les sociétés et les entreprises publiques.

Tableau 3.5

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – revenus

Sources : ISQ et SC.

Voir le tableau 3.1 pour la rémunération des salariés.

Tableau 3.6

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidants sont obtenus à partir des calculs de la balance touristique.

Tableau 3.7

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.8

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant aux tableaux 3.7 et 3.8 proviennent de SC et de l'ISQ.

Tableau 3.9

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.10

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.11

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.12

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données qui apparaissent dans les tableaux 3.11 et 3.12 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Tableau 3.13

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.14

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.15

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.16

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.15 et 3.16 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Les tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut aux prix de base

Les tableaux 4.1 à 4.4 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir de l'information obtenue de différentes divisions de SC, soit à partir d'estimations si les données sont manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 4.1

Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Aux fins de la présente publication, le tableau 4.1 est la somme des tableaux 4.2, 4.3 et 4.4. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des mesures et de l'analyse des industries (DMAI) de SC¹. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de SC, l'ISQ procède à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 4.2

Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

L'information de base provient de la Section du revenu du travail de SC, qui produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. En ce qui concerne les années antérieures à 1997, l'ISQ estime les données selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) à partir de celles qui existaient selon la Classification type des industries (CTI). L'ISQ désagrège également certains secteurs d'activité économique relativement à l'année la plus récente.

1. La méthodologie de Statistique Canada est décrite dans sa publication numéro 15-203.

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC.

La Division des mesures et de l'analyse des industries de SC établit le PIB selon la valeur ajoutée pour ce qui est des secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que les salaires et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 4.3. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail et, dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements survenus dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 4.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie de SC et ils sont disponibles dans la publication 13-213 et la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 5.7 et 5.10 sont produits par l'ISQ. L'information présentée dans ces tableaux est soit obtenue de SC, soit estimée directement par l'ISQ.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur de la dernière année n'est pas disponible, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuel de la variable concernée, ou d'une variable apparentée, dans les comptes économiques trimestriels du quatrième trimestre du Québec ou du Canada.

Tableaux 5.1 à 5.5
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.7
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.8
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des divers impôts indirects entre les impôts sur les facteurs de production et les impôts sur les produits.

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 5.1 à 5.5. Seules les dépenses pour d'autres achats de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par SC, mais présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.12
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des subventions entre celles qui sont attribuables aux facteurs de production et celles qui se rapportent aux produits.

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

*Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain*

Cette publication expose les comptes économiques annuels des revenus et dépenses les plus récents. La présente édition couvre la période de 1990 à 2007 et elle inclut les données provisoires pour l'année 2008.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de l'économie du Québec en 2007 et 2008;
- réparties en six chapitres, les grandes variables économiques de 1990 à 2008 présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrites en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes des révisions apportées au système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.

**Institut
de la statistique**

Québec

